

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12590 4,50 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

MARDI 23 JUILLET 1985

## LES VIOLENCES D'AFRIQUE DU SUD

### L'agitation persiste malgré l'état d'urgence

#### Fuite en avant

Incapable, malgré un arsenal répressif extrêmement développé, de faire régner l'ordre, le régime de l'apartheid a choisi la fuite en avant. C'est faisant, il s'enferme un peu plus dans cette spirale de la violence dont l'ineffectivité a déjà été démontrée. Il ne peut pas y avoir de solution à long terme, dans ce pays où les Blancs représentent un sixième de la population si le système de la ségrégation raciale, dénoncé par l'ensemble de la communauté internationale, n'est pas remis en cause.

Le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, le sait bien, qui a, timidement, tenté, dans les limites imparties par une communauté internationale et une armée profondément conservatrice, d'améliorer un peu le « statu quo ». Le recours à l'état d'urgence sanctionne donc d'abord l'échec de sa propre politique.

Il y a un quart de siècle, à Sharpeville, deux éboulements ont entraîné l'état d'urgence qui a conduit le gouvernement de Pretoria, assailli de contestations, à une situation qui lui échappait. Il y avait eu soixante-neuf morts. Autant de martyrs.

Rien n'aurait-il donc changé ? A l'intérieur même de l'Afrique du Sud, les organisations anti-apartheid n'ont jamais été aussi agissantes, les troubles aussi généralisés. Jamais depuis vingt-cinq ans, Pretoria n'a été à ce point isolé sur le plan international. Pour la première fois, à Cradock, petite ville de la province du Cap, des diplomates français, canadiens, australiens, danois, suédois et norvégiens ont assisté aux obsèques de quatre militants anti-apartheid. Autre « première » : significative : l'apparition dans le cortège du drapeau rouge du parti communiste sud-africain.

L'ambassade des Etats-Unis à Pretoria a envoyé un message aux veuves de ces quatre militants assassinés, réclamant des sanctions contre les responsables de ces meurtres. Les Etats-Unis, dont l'économie sud-africaine dépend pour une large part, n'ont toutefois pas renvoyé à Pretoria leur ambassadeur, rappelé depuis le raid sud-africain au Botswana, le 14 juin dernier. Et le Congrès s'est prononcé pour des sanctions économiques significatives par là que la politique de la Maison Blanche dite d'« engagement constructif » a fait la preuve de son inutilité.

La France, dont le ministre des affaires étrangères s'est entretenu, en février dernier, avec M. « Pik » Botha, peut-elle se contenter d'agiter des sanctions destinées à produire effet « dans les dix-huit mois » ?

Le régime sud-africain est aujourd'hui aux prises avec une violence qui échappe aux éléments noirs les plus modérés. Le prix Nobel de la paix, Mgr Desmond Tutu, lui-même s'inquiète de l'exaspération des jeunes qui pourraient bientôt « balayer » ceux qui, comme lui, prônent le changement par une voie pacifique. Le moment est sans doute venu d'accroître les pressions sur les dirigeants de Pretoria, pour qu'ils agissent. Avant qu'il ne soit trop tard.

Le gouvernement sud-africain a décrété l'état d'urgence, le samedi 20 juillet, dans les trente-six districts du pays les plus touchés par les troubles dans les ghettos noirs. Depuis cette décision, 115 personnes ont été arrêtées et cinq Noirs ont été tués par la police sud-africaine. Depuis onze mois, les affrontements ont fait cinq cents morts.

De notre correspondant

Johannesburg. - « Cette situation ne peut être tolérée plus longtemps », le gouvernement a fait preuve d'une extrême patience. La législation ordinaire est inadéquate pour permettre au gouvernement d'assurer la sécurité du public et le maintien de l'ordre. En conséquence, l'état d'urgence est proclamé dans certaines régions de la République », a annoncé, samedi soir 20 juillet, le chef de l'Etat, M. Pieter Botha, dans un discours solennel à la nation.

La mesure est entrée en vigueur le 21 juillet à 0 heure. Elle concerne au total trente-six districts judiciaires de la région de Johannesburg et de Port-Elizabeth, dans la partie orientale de la province du Cap.

Vingt-cinq ans après la tuerie de Sharpeville, au cours de laquelle soixante-neuf personnes avaient trouvé la mort le 21 mars 1960, qui avait conduit à l'instauration de l'état d'urgence, l'Afrique du Sud utilise à nouveau des pouvoirs d'exception pour tenter de mettre fin à des troubles qui, depuis le mois de septembre dernier, ont fait près de cinq cents victimes. Même en 1976, lors des événements de Soweto, qui avaient officiellement causé la mort de cinq cent soixante-quinze personnes, une telle mesure n'avait pas été prise.

Aujourd'hui, ce qui préoccupe davantage le pouvoir est le caractère endémique des émeutes, leur durée et surtout leur propagation à travers la presque totalité du territoire. « Des actes de banditisme », qui, selon les propos du président de la République, ont pris la forme « de provocations, d'intimidation, d'incendie, d'agression sexuelle et même de meurtre », M. Botha assure qu'il sera mis fin à l'état d'urgence dans certains districts dès que le retour à la normale sera constaté. En revanche, celui-ci pourra être étendu ailleurs si la situation l'exige.

En vertu du Public Safety Act de 1953, l'état d'urgence peut être instauré pour un maximum d'une année mais peut être reconduit. Il donne des pouvoirs illimités à la police et à l'armée pour réprimer la contestation.

MICHEL BOLE-RICHARD.  
(Lire la suite page 2.)

## CALME SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

### La crise de la lire a été rapidement maîtrisée

Le calme était revenu, ce lundi 22 juillet, sur les marchés des changes après les remous provoqués par la chute de la lire.

La crise du Système monétaire européen, ouverte virtuellement à la veille du week-end avec la fermeture soudaine des marchés des changes italiens et la demande d'un réajustement du SME, présentée par le gouvernement de Rome, se sera montrée si brève qu'elle n'a, pratiquement, pas eu lieu. Les partenaires de l'Italie se sont mis d'accord, dès samedi, pour ne pas modifier les parités de leurs monnaies respectives, obligeant les Italiens à dévaluer unilatéralement la leur, comme ils avaient dû le faire en mars 1981. Sans doute, par solidarité et pour faire une concession, ont-ils accepté de révaluer de 2 % leur monnaie en même temps que la lire était dévaluée de 6 %, ce qui se traduit dans les modifications du cours de l'ECU exprimé dans les huit monnaies de la CEE.

La parité de la monnaie transalpine a bel et bien été abaissée de 8 %, ou plus précisément de 7,8 %, revenant à Paris, de 4,898 F pour 1000 lire à 4,514 F pour 1000 lire.

Lundi, en fin de matinée, la lire était échangée à 4,55 F (pour 1000 lire) : elle a perdu que 1,3 % sur son cours de la veille du week-end, tombé au plancher, il est vrai. Depuis le début de juillet, elle a, tout de même, fléchi de 5 % (9 % par rapport au début de l'année).

Quant au franc français, ébranlé quelques heures vendredi, lorsque les opérateurs redoutaient un ajustement par rapport au mark, après un instant de flottement, il s'est vite raffermi : le cours du mark, qui avait bondi jusqu'à 3,06 F, à la veille du week-end, est revenu à 3,036 F, comme auparavant.

Manifestement, l'« effet de domino » n'a pas joué au détriment du franc, comme l'avait fait, en février 1982, la dévaluation du franc belge, signe avant-coureur de l'« ajustement » de juin 1982.

Non seulement aucune pression ne s'exerce actuellement sur la monnaie française, mais les milieux financiers internationaux regardent d'un œil favorable le retour au quasi-équilibre de la balance des paiements de France, la diminution graduelle du rythme de l'inflation et les remboursements partiels de la dette extérieure, à quoi il faut ajouter, bien entendu, les taux d'intérêt élevés pratiqués à Paris, qui attirent irrésistiblement les capitaux étrangers.

(Lire nos Informations page 25.)

## UN SONDAGE SOFRES-«LE MONDE»-FRANCE-INTER

### Les Français disent «oui... mais» à la procréation artificielle

Près de deux Français sur trois jugent positives les nouvelles techniques de reproduction artificielle, mais trois sur quatre estiment qu'elles doivent être réservées à des fins thérapeutiques. Les Français se prononcent, d'autre part, pour la gratuité des dons de sperme et contre la rémunération des mères porteuses. Enfin, il appartient, selon eux, aux médecins - et non au Parlement - de fixer, cas par cas, les règles applicables à ces pratiques.

Tels sont les principaux enseignements d'un sondage de la SOFRES, effectué pour le Monde et France-Inter, sur les nouvelles techniques de procréation. Il s'agit là de la première photographie nationale sur un thème d'actualité et d'avenir qui, à l'initiative du gouvernement et du Comité national d'éthique, fera l'objet d'une vaste consultation nationale d'ici à la fin de l'année.

« Une nouvelle façon d'avoir des enfants qui correspond aux progrès de la science » : 13 % - Seulement un moyen de résoudre les problèmes de stérilité » : 74 %. Le sondage de la SOFRES apporte une réponse tranchée à la manière dont les Français considèrent les nouvelles techniques de la « procréation assistée ».

Leurs autres réponses s'accordent largement avec les principales règles que s'est données la Fédération nationale des CECOS (Centres d'études et de conservation du sperme). Un système unique au monde qui, depuis dix ans, a permis la naissance de plus de dix mille enfants dans des couples où l'homme souffre de stérilité.

Ainsi 83 % des personnes interrogées se prononcent-elles pour le maintien de la gratuité du don de

sperme, 6 % seulement estimant qu'un tel don devrait faire l'objet d'une rétribution. De la même manière, une majorité (59 %) se dégage en faveur du respect d'un anonymat total, et seuls 11 % pensent que l'enfant doit connaître l'identité du donneur.

L'un des chapitres les plus intéressants concerne les opinions relatives à l'autorisation ou à l'interdiction du recours à ces techniques. Là encore, une majorité se dégage en faveur des règles que se sont données les CECOS, l'insémination artificielle avec donneur ne pouvant, selon les responsables de ces centres, bénéficier qu'aux couples mariés et, dans certains cas, à ceux vivant en union libre.

(Lire la suite page 8.)

## Le sport et l'argent

Bernard Hinault vainqueur du Tour de France, Bernard Hinault dans le club des cinq, celui des coureurs ayant remporté cinq fois le maillot jaune. Un jour, bien sûr, à marquer d'un caillou blanc. Mais cette grande épreuve populaire aura été aussi marquée par un autre événement : pour la première fois, les spectateurs ont dû payer pour assister au prologue de

la course. Et il est vraisemblable que, lors des prochains tours, les passionnés ne verront les coureurs franchir la ligne d'arrivée de certaines étapes que contre espèces sonnantes et trébuchantes.

Cette évolution touche tous les sports qui sont abondamment « couverts » par les médias.

L'aspect financier est de plus en plus important, et les rapports du champion et de l'argent sont plus clairs, même s'ils restent très différents selon les disciplines. Les joueurs de tennis comptent en centaines de milliers de dollars leurs gains dans un tournoi, alors que le porteur du maillot jaune à Paris n'empoche que quelques centaines de milliers de francs.

### I. - Il n'y a plus d'amateurisme marron...

par MICHEL CASTAING

comité national olympique et sportif français (CNOSF), d'est pas le seul à prédire : « Un jour, le tennis professionnel mourra poussière, victime de ses excès ».

Citius, altius, fortius : la devise olympique (« plus vite, plus haut, plus fort ») s'applique aussi, aujourd'hui, à la spirale de l'argent, qui vrille certaines activités sportives (du tennis au golf, en passant par le ski, la voile, l'automobilisme et le football), tandis que d'autres spécialités, tout aussi nobles et formatrices (athlétisme, natation, aviron, gymnastique, judo, escrime, etc.) ne se contentent plus d'offrir à

leurs champions de « magnifiques objets d'art ». Un Carl Lewis peut exiger 10000 dollars par meeting - ce qui fait quand même très cher la foulée - bien que l'appât du gain ne semble pas être le principal ressort du quadruple médaillé d'or de Los Angeles, qui n'a participé,


(1) Un tennisman professionnel a quatre principales sources de revenus : les prix en tournois officiels, les cachets en matches-exhibitions, les contrats avec des firmes sportives, et des accords avec des sociétés extra-sportives. Pour ce qui concerne John McEnroe, deux données sont publiques : ses gains dans le Grand Prix - 1,9 million de dollars en 1984 - et les contrats renouvelés avec les raquettes Dunlop (600 000 dol-

lars) et les vêtements et chaussures Nike (1 million de dollars). Soit 3,5 millions de dollars. Le reste est un peu flou. Mais on sait que le champion américain réclame de 60 000 à 75 000 dollars par match pour une rencontre amicale - (15 000 à 30 000 dollars pour Yannick Noah), et, avec les apports extra-sportifs, le compte doit être bon. C'est ce que calculent, en tout cas, les spécialistes.

Quel on ne se méprenne pas : plus personne, en 1985, n'estime vraiment éblouissant qu'un sportif tire bénéfice de son talent, qu'il soit athlète d'Etat, comme dans les pays de l'Est, ou qu'il soit doté, ailleurs, d'un statut professionnel ou amateur.

(Lire la suite page 9.)

**Cartier**



Santos de Cartier  
BRANCHES, AUTOMATIQUES, QUARTZ  
le motif de Cartier

## Le Monde

### ÉCONOMIE

- L'industrie du voyage
- Autriche : le retard technologique
- La chronique de Paul Fabra
- A travers les revues françaises

par Daniel Vitry  
Pages 13 à 15

## LIRE

### 3. DIPLOMATIE

Travaux d'approche entre Moscou et Jérusalem.

### 4. PORTUGAL

Ouverture du procès Otelo de Carvalho.

### 6. POLITIQUE

M. Chirac définit « sa » cohabitation.

### 17. CULTURE

Francis Ponge fêté à Avignon.

### 19. TÉLÉVISIONS PRIVÉES

L'échéance de 1986 pèsera sur le choix de M. Mitterrand.



# étranger

## AFRIQUE

### L'INSTAURATION DE L'ÉTAT D'URGENCE EN RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

#### L'agitation persiste

(suite de la première page.)

« Des mesures strictes seront prises contre toute personne ou toute organisation qui causent ou propagent le désordre », a précisé le chef de l'Etat.

Mais pourquoi avoir recours à des pouvoirs d'exception alors que l'arsenal répressif sud-africain est déjà suffisamment fourni ? La loi sur la sécurité interne permet, en effet, la détention illimitée sans jugement. La liberté de réunion est sévèrement contrôlée et les rassemblements, quels qu'ils soient, peuvent être interdits.

Le pouvoir ne se prive d'ailleurs pas des ressources que lui fournit la législation. Les réunions en plein air ne sont plus autorisées dans tout le pays depuis maintenant plus de deux ans, à l'exception de celles à caractère sportif ou religieux. Les rassemblements en salle, sont pour leur part, prohibés dans trente districts judiciaires jusqu'à la fin de l'année. Ils concernent soixante-quatre organisations antipartheid.

Pour le professeur John Dugard, qui dirige le centre d'études juridiques appliquées de l'université de Witwatersrand, « la seule explication possible » à l'instauration de l'état d'urgence « est que le gouvernement pouvait justifier, sur le plan politique, le recours aux lois sur la sécurité interne en raison de la répression internationale ».

D'après de nombreux observateurs, il s'agit tout simplement de transformer cet état de droit en état de fait. Quel usage le gouvernement fera-t-il de ses pouvoirs répressifs accrus ? En 1960, l'état d'urgence avait permis d'arrêter près de douze mille personnes, dont onze mille cinq cents Noirs, et de basculer l'ANC (Congrès national africain) et le PAC (Congrès national panafricain). Tout le monde s'attend à des interpellations massives. Cent treize au moins ont déjà été opérées dans la

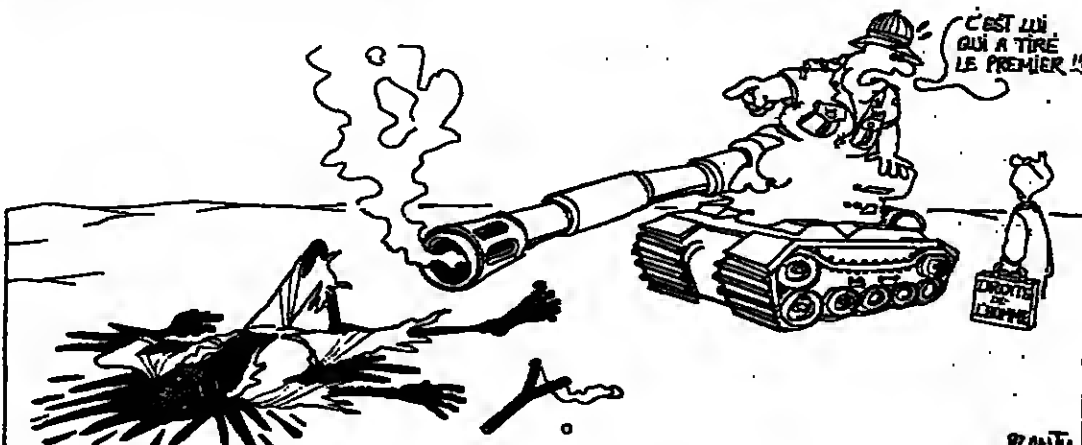
journée de dimanche. Des barrages routiers ont été mis en place dans plusieurs cités noires. La police se refuse le plus souvent à confirmer les informations. D'ailleurs, le nouveau régime l'autorise à ne pas communiquer les noms des personnes arrêtées. En outre, l'état d'urgence permet d'appréhender

amende de 100 000 F ou d'une peine d'emprisonnement de dix ans, ou des deux.

Tout cela, selon M. Botha, pour « normaliser la situation afin de favoriser le climat d'un dialogue continu dans l'intérêt de tous les domaines, constitutionnel, écono-

des demandes de réformes authentiques ».

L'opposition blanche progressiste, de même que les dirigeants noirs modérés comme M. Gathu Buthezi réclament en vain, un programme, une déclaration d'intention. Le pouvoir semble hésiter sur la marche à suivre et



qui que ce soit, de procéder à la fouille de véhicules et à des perquisitions.

Les individus interrogés ne pourront ni recevoir l'assistance d'un avocat ni la visite de leur famille, sauf accord des autorités. Celles-ci pourront décider de fermer tout établissement public ou privé, d'assigner des gens à résidence, d'imposer un couvre-feu, de contrôler la publication de toute nouvelle.

Des mesures seront vraisemblablement prises pour contrôler l'accès des townships, y interdire l'entrée de la presse, et interdire la participation aux élections à tous ceux qui ne sont pas de la famille. Aucune action judiciaire civile ou pénale ne pourra être intentée contre les forces de sécurité. Tout contrevenant est passible d'une

amende ou d'une peine d'emprisonnement. Mais de quel dialogue s'agit-il ? Le 25 janvier, le président de la République avait proposé la constitution d'un forum chargé d'étudier l'attribution de certains droits politiques aux Noirs. Celui-ci n'a toujours pas été mis sur pied. Une lettre inexpliquée et alarmante pour M. Van Zyl Slabbert, dirigeant de la principale formation d'opposition, le Parti fédéral progressiste, pour qui la mise en place de l'état d'urgence est un « échec ». Le dirigeant du mouvement libéral parle de « dérive du pouvoir ». Après « le début de l'ère des négociations et de consensus politique qui avait vu le jour avec le référendum constitutionnel en novembre 1983 et qui s'achève en état de siège. Ce gouvernement, ajoute-t-il, n'a ni la capacité ni le talent de faire face à

la crise de plus en plus d'une crise de crédibilité. Dans son discours, le chef de l'Etat a fait une proposition pour tenter de résoudre la crise. Il n'a tenu que le langage de la répression, ignorant les revendications fondamentales de la communauté noire, qui ne sont pas perdues d'audience mais voit de moins en moins une véritable possibilité de négociation. La grande majorité des dirigeants antipartheid sont maintenant convaincus que le pouvoir n'a pas l'intention de toucher aux structures fondamentales du système de ségrégation. On assiste donc à un enchaînement de la violence et à une escalade de la répression.

#### Fuite en avant

C'est une fuite en avant, qui contraste singulièrement avec les espoirs de réformes suscités il y a un an par des ouvertures et des propositions de négociations, qui sont restées à l'état d'intention. La mise en place d'une chambre indienne et métisse, en septembre 1984, a été le catalyseur de la révolte et le révélateur de la frustration des Noirs qui représentent 73 % de la population.

Il y a une semaine, M. Botha a expliqué devant le congrès des étudiants africains que l'apartheid n'avait pas été inventé par son parti, le Parti national, qui son origine connaît bien au-delà de l'arrivée au pouvoir des Afrikaners, en 1948. Mais il a oublié de dire que le Parti national l'avait institutionnalisé, codifié et renforcé. Il n'a manifesté aucune volonté de se débarrasser des règles qui entravent la liberté d'expression et de mouvement de la communauté noire, bien qu'un rapport du conseil de la recherche en sciences humaines publié au début du mois de juillet ait démontré, après quatre ans d'études, que l'apartheid ou le développement séparé des races était un échec.

Ce rapport rendait public un sondage selon lequel 63 % des Noirs pensent que la violence est le seul moyen d'apporter un changement politique en Afrique du Sud.

Beaucoup de Noirs estiment d'ailleurs que la révolution a déjà commencé et que le libéralisme n'est plus qu'une question d'années. C'est compter sans la formidable capacité de résistance des Afrikaners qui, au long de leur histoire, ont appris à se battre et à se défendre. Les Noirs ne disposent que de cailloux, voire de cocktails Molotov, et, jusqu'à ce dimanche, de leur seule arme pour se faire entendre face à une machine policière et militaire suffisamment sophistiquée et bien équipée pour contenir pendant encore longtemps la montée du mécontentement.

Le révérend Beyers Naude, un Afrikaner qui a rallié la cause des Noirs et est devenu, après la levée du bannissement dont il a été l'objet pendant sept ans, secrétaire général des églises sud-africaines, est convaincu « que les émeutes vont augmenter, que les tueries vont continuer, que l'agitation va se multiplier et que la coltre va s'amplifier. La terrible bain de sang depuis longtemps prophétisé est maintenant tout proche. » Il a ajouté : « Que l'état d'urgence soit imposé dans trente-six ou six cents districts, cela ne nous arrêtera pas. »

MICHEL BOLE-RICHARD.

### LA FIN DU SOMMET A ADDIS-ABEBA

#### L'OUA adopte un plan d'urgence économique de cinq ans

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Abandonnant, pour une fois, les vieux démons de la politique, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a, enfin, réuni, lors de son vingt et unième sommet qui s'est achevé le samedi 20 juillet à Addis-Abeba, à élire, par 37 voix sur 49, pour un mandat de quatre ans, un secrétaire général en la personne de M. Idi Oumarou, ministre nigérien des affaires étrangères. Candidat à ce poste, dont M. Peter Onu assurait l'intérim depuis juin 1983, M. Blondin Baye, son collègue malien, s'était, en cours de scrutin, retiré de la compétition.

M. Oumarou fera équipe, pour l'année à venir, avec M. Abdou Diouf, chef de l'Etat sénégalais et nouveau président en exercice de l'OUA. C'est la première fois, depuis sept ans, qu'un « tandem » franco-africain est en charge des destinées de l'Organisation panafricaine.

L'OUA a fini par se choisir un secrétaire général dont le pays ne reconnaît pas la République arabe saoudienne démocratique (RASD). Il reste à savoir si le Niger a été contraint de « monnayer » le soutien de certains pays membres comme l'Algérie à la candidature de M. Oumarou. Hostile à celle-ci, la RASD, dont l'adhésion au sein de l'Organisation panafricaine résulte à novembre dernier, a, tout de même, remporté un petit succès diplomatique en obtenant de siéger au bureau de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement.

Sous la pression des événements, les querelles politiques n'ont pas paralysé les débats de ce vingt et unième sommet de l'OUA, presque exclusivement consacré aux questions économiques et marqué par l'adoption d'un plan d'urgence de cinq ans. A cet égard, M. Diouf a invité ses pairs à prendre ce programme très au sérieux. Ce qui est leur rôle a-t-il dit, c'est la crédibilité des dirigeants africains devant leurs peuples, devant le reste du monde et devant l'histoire.

Le vingt et unième sommet n'a, cependant, pas voulu ignorer les événements d'Afrique australe. Régissant à la « réunion décisive » de Sémi américain d'abroger l'« amendement Clark » qui interdisait toute aide aux rebelles angolais, il a averti qu'un concours financier, logistique ou militaire accordé, directement ou indirectement, par les Etats-Unis, au travers de groupes privés ou publics, « serait considéré comme un acte hostile à l'égard de l'OUA », c'est-à-dire du continent tout entier. En revanche, le conseil des ministres qui avait précédé la conférence avait félicité les parlementaires américains pour avoir voté une loi en faveur des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. « Votre action est une action pour la justice, la dignité humaine, la liberté et l'égalité raciale », soulignait ce message d'une teneur tout à fait inhabituelle.

JACQUES DE BARRIN.

### LE NOUVEAU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

#### M. Oumarou : un panafricaniste convaincu

Ouvert, mais discret, affable et pondéré, M. Idi Oumarou, ministre nigérien des affaires étrangères et de la coopération, élu, samedi 20 juillet, le nouveau secrétaire général de l'OUA, incarne parfaitement la dignité de son pays. Homme de grande envergure, digne de confiance et de mesure.

Discret, cet homme de quarante-sept ans, à la silhouette mince et élancée, couronnée de cheveux blancs, l'est assurément. Il n'aime guère parler de lui : tout au plus, ce diplomate-écrivain — il est l'auteur de deux romans, dont le premier, *Gros Plan*, publié en 1978, lui a valu le Grand Prix littéraire de l'Afrique noire — se définit-il comme un « adepte de l'humanisme africain, empreint de tolérance ».

Panafricaniste convaincu, le nouveau secrétaire général, qui est marié et père de six enfants, déplorait parfois en privé, avant son élection, les « révolutions inappliquées », les « éblouissements politiques », qui ont perturbé ces dernières années la vie de l'OUA, et son inaptitude à « apporter une réponse concrète immédiate aux problèmes les plus urgents du continent, comme la crise économique, la sécheresse et la famine ». L'Afrique doit « rester

le plus possible à l'écart des idéologies toutes faites et des blocs », poursuivait-il.

Le carrière de M. Oumarou a commencé par le journalisme. Né en 1937, à Niamey, ancien élève de l'école William-Ponty de Dakar, Idi Oumarou a débute, en 1960, comme rédacteur au ministère de l'Information, dont il a tenu, un an, tous les échelons : jusqu'à être nommé, en 1970, commissaire général à l'Information, Directeur de l'Office des postes et télécommunications (OPT) en octobre 1972, il est appelé, en mai 1974, par le général Kountché, au pouvoir depuis un mois, à la direction de son cabinet. C'est là que pendant cinq ans il se familiarise avec les questions diplomatiques, avant de représenter, en janvier 1979, son pays auprès des Nations unies, à New-York, où il assume, de mai 1980 à juillet 1981, la présidence du Conseil de sécurité. Nommé ministre des affaires étrangères et de la coopération en novembre 1983, M. Idi Oumarou devait avoir pour tâche principale, dans le courant de 1984, de mener les délicates négociations en vue de normaliser les relations nigéro-lyonnaises, « gelées » depuis près de quatre ans. — (AFP).

#### « Quand un cheval meurt il se débat pendant très longtemps... »

Johannesburg. — Appellons-le Sipo. C'est un Noir ordinaire, un homme tranquille. Pas un militant politique, ni l'un de ceux qui se désintéressent totalement du sort de ses frères de couleur. Un Noir moyen qui jette un regard lucide sur les réalités, parlant sans excès mais avec conviction. A cinquante-huit ans, il fait le bilan et explique quels sentiments peuvent animer la grande masse de la communauté noire. L'entretien se déroule dans sa petite maison de Diepkloof, à Soweto, où il vient d'acheter avec le fruit de ses économies. Ce jour-là, la cité noire-satellite de Johannesburg est en effervescence. Un camion de ravitaillement détourné par des manifestants achève de brûler dans un terrain vague tout proche. Il a été auparavant complètement vidé de son contenu. Des véhicules de police sillonnent le quartier, dominant la chaise à ceux que la police appelle les « hoodlums ».

De temps en temps, le bruit sec de détonations vient troubler la conversation. « Question d'habitude », dit Sipo, qui ne s'émeut que pour demander pourquoi la police tire sans discernement, alors qu'il suffirait d'enterrer les faiseurs de troubles. Il ne condamne pas pour autant ces jeunes qui pillent les magasins, brûlent les voitures et jettent des pierres sur les forces de l'ordre. « Je ferais comme eux, indique-t-il, si je n'avais pas de travail, pas d'espoir, d'en trouver, pas de perspectives d'avenir ».

Sipo appartient à l'ethnie south. Il est l'ainé d'une famille de sept enfants qui ont grandi dans une ferme aux environs de Pietersburg, dans le nord de la province du Transvaal. Taillable et corvéable à merci par le propriétaire blanc, des son plus jeune âge, il prête main-forte sans rien recevoir en échange. Toute la famille, comme les quatorze autres, étaient au service du baas (patron), qui fournissait le toit, un lopin de terre et un maigre salaire. L'école, il aimait bien cela, même si chaque jour il fallait plus de quatre heures de marche aller-retour pour s'y rendre. La manque

#### De notre correspondant

d'argent lui a fermé les portes de la High School. Ne voulant plus continuer cette vie d'esclave, un jour il a pris le train pour Johannesburg. Comme beaucoup d'autres, il est devenu jardinier puis homme à tout faire dans une famille anglaise qui le payait « avec un lance-pierres ».

Il est embauché alors comme charpentier, logeant sur son lieu de travail, utilisant une grande partie de son salaire à aider ses parents et à payer les études de ses frères et sœurs. Trois ans plus tard, il quitte cet emploi pour devenir chauffeur d'un dirigeant d'entreprise africain pendant vingt-quatre ans.

Il reste à son service. Il est devenu l'homme indispensable qui s'occupe des enfants, prépare les repas, attendant des nuits entières que son patron sorte de son club. Il fait partie de la famille. Comme on l'aime bien, on lui offre d'être chauffeur roulier. Pendant neuf années, il transporte, d'un bout à l'autre de l'Afrique australe, la matériel métallique produit par l'entreprise, jusqu'à ce que la société fasse faillite, en septembre 1984.

#### « On ne m'a rien donné »

Les conditions économiques ne lui ont pas permis de retrouver du travail. Depuis, il s'occupe en offrant ses services, à titre gratuit, à l'église méthodiste. Quand il regarde derrière lui, Sipo est quelque peu amer. « Pendant trente-trois ans, dit-il, j'ai travaillé pour le même patron. » Toujours disponible, toujours dévoué. « A la mort de mon patron, contrairement aux promesses, on ne m'a rien donné, pas même une de ses vestes. Comme je suis chrétien, je ne les jure pas, je ne les hais pas. D'ailleurs, je ne hais personne. Mais, après trente-trois ans, pendant lesquels je n'ai jamais eu aucun accident, j'ai travaillé dur et, aujourd'hui, je n'ai pratiquement rien. Eux, ils se sont enrichis. Le Blanc est le roi et nous ne sommes ni plus ni moins que des chiens. »

Sipo parle toujours calmement, le visage serein, sans passion, ni attendrissement sur son sort. Il dresse un constat avec la précision d'un huissier. « Je suis allé

partout, au Lesotho, au Swaziland, au Zambézie, en Zambie. Là, j'étais considéré comme l'égal du Blanc. Je pouvais manger à la même table que mon patron, dormir dans la même chambre. Ici, on nous impose des lois qui nous interdisent de nous déplacer comme on veut, de chercher du travail où l'on veut, de se rendre à l'étranger. Comment peut-on obéir à des lois pareilles ? Cela doit changer. On doit nous considérer comme des êtres humains. Le gouvernement doit nous écouter, doit discuter, doit partager le pouvoir. Si l'on ne demande même pas l'instauration du système « un homme égale une voix », il réclame simplement que les Noirs soient leur mot à dire et que les Blancs restent au pays. « Les Noirs appartiennent à des terres très différentes. Quand le système ne leur impose pas de vivre dans des quartiers séparés selon leur origine, ils peuvent s'entendre. Depuis, on peut aussi s'entendre avec les Blancs à condition qu'on puisse discuter d'égal à égal. »

Sipo n'a rien d'un radical, encore moins d'un révolutionnaire. Il est le représentant significatif de ce que pense la majorité. Il est convaincu qu'un jour, après dix ans, dit-il, « les Blancs seront forcés de partager le pouvoir, que la fin viendra ». « Je ne comprends pas, ajoute-t-il, que les Afrikaners, qui se sont battus si farouchement contre les Anglais pour leur indépendance, ne comprennent pas ce que nous ressentons. »

Aujourd'hui, il constate que l'unité commence à se faire, que des organisations prennent les choses en main efficacement, mais il sait que le plus dur reste à faire. « On sera libre un jour car les Blancs sont déjà comme un cheval qui meurt, et quand un cheval meurt, conclut-il, il se débat pendant très longtemps. »

« Va-t-il rejoindre la lutte ? Non. Il est trop vieux, trop fatigué. Il estime qu'il n'a pas assez d'éducation. Il va se retirer au Lebowa, le homeland de son ethnie, pour fuir cette ville qui devient folle et qui, pourtant, l'avait attiré il y a quarante-trois ans. Mais ses enfants sont là pour prendre la relève. Il en a quinze. »

M. B.-R.

ROCHE-OU

Le...  
pourrait...

A l'été...  
Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

Le...  
pourrait...

هكذا من الأصل



PROCHE-ORIENT

LES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET JÉRUSALEM

Le «scoop» de la radio israélienne pourrait être un sabotage politique délibéré

De notre correspondant

Jérusalem. - A l'Est, du nouveau ? Israël s'interroge périodiquement sur les intentions de l'URSS à son égard. Deux faits récents ont redonné à cette question toute son actualité : la divulgation, à la suite d'une « fuite », d'un entretien, mercredi 17 juillet, à Paris, entre les ambassadeurs d'Israël et d'Union soviétique en France, l'annonce, dimanche à Jérusalem, de l'envoi par M. Péro de un message au numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev.

Selon la radio israélienne, qui a révélé la rencontre parisienne entre MM. Ovadia Soffer et Youri Vorontsov, ces derniers auraient examiné les moyens de «rafraîchir» les rapports israélo-soviétiques, gels depuis la rupture par Moscou des relations diplomatiques en 1967, pendant la guerre des six jours. Le représentant du Kremlin aurait offert de favoriser l'émigration directe vers Israël - et non plus via Vienne - d'un grand nombre de juifs soviétiques. Moyennant quoi, l'Etat hébreu cesserait toute propagande hostile à l'URSS et accepterait de négocier la restitution partielle de la Syrie du plateau de Golan, conquis en 1967 et annexé en 1981. Le flux de l'émigration juive d'Union soviétique n'a cessé de se tarir depuis six ans. En 1979, année record, plus de 51 300 *afsimkha* avaient quitté le pays; ils ne furent que 908 l'an dernier.

Le «scoop» de la radio israélienne a pris Jérusalem à contre-pied autant que Moscou. L'agence Tass a rapidement démenti l'existence d'une offre soviétique, qualifiée de « proposition soviétique » ainsi que les paroles prêtées à M. Vorontsov. Mais elle n'a pas nié la rencontre elle-même. Les responsables de la diplomatie israélienne sont furieux. Le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shatz, aurait même crié à la trahison et suggéré de confier aux services de sécurité une enquête sur l'origine de la fuite. L'une des hypothèses retenues est celle d'un « sabotage politique délibéré » de la part d'adversaires d'un rapprochement israélo-soviétique.

Une imprudence de M. Soffer, qui, selon le journal *Haaretz*, lui aurait valu un blâme, a facilité l'insinuation. En effet, selon des sources diplomatiques israéliennes, l'ambassadeur n'aurait pas pris la

précaution de classer *top secret* le télégramme résumant, à l'intention de Jérusalem, sa rencontre avec M. Vorontsov. Trop de fonctionnaires en auraient donc eu connaissance. Quel qu'il en soit, certains rapports par la radio israélienne, paraissent improbables, voire incongrus, aux diplomates familiers des méthodes et des habitudes soviétiques.

Peut-on raisonnablement croire, comme l'a rapporté la radio, que M. Vorontsov ait qualifié d'« erreur » devant son collègue israélien, la rupture de 1967 ? Qu'il lui ait annoncé son prochain départ de Paris quelques semaines avant le voyage en France de M. Gorbatchev ? Et son espoir de remplacer M. Dobrynine, l'actuel ambassadeur soviétique à Washington, quelques mois avant le sommet Reagan-Gorbatchev ? Ces détails, et quelques autres, sont trop peu dans la manière des Soviétiques pour ne pas paraître suspects. Jérusalem n'a ni confirmé ni démenti l'entretien Soffer-Vorontsov. Le ministre des affaires étrangères s'est contenté, laconique, de rappeler que « des rencontres avaient eu lieu depuis quelque temps entre diplomates israéliens et soviétiques ». Selon certaines sources, le rapport de M. Soffer à son gouvernement fut beaucoup moins explicite que ne l'a dit la radio.

Une certaine détente

En soi, l'entretien de Paris n'a rien d'exceptionnel. Ces deux dernières années, M. Shamir avait rencontré longuement M. Gromyko - l'ancien chef de la diplomatie soviétique, devenu chef de l'Etat - lors de la session d'automne de l'Assemblée générale de l'ONU. M. Chevardnadze, nouveau ministre soviétique des affaires étrangères, poursuivra-t-il ce dialogue en septembre ? Interrogé par la *Voix d'Israël*, le journaliste soviétique Victor Louis, qui joue parfois le rôle de porte-parole officieux du Kremlin, prévoyait, samedi, de nouvelles discussions bilatérales sans que celles-ci débouchent nécessairement sur une restauration des liens diplomatiques.

matiques. Les deux ambassadeurs à Washington, MM. Rosenne et Dobrynine, ont un bon contact et se sont déjà rencontrés plusieurs fois cette année.

Dans un domaine où la prudence s'impose, il est trop tôt pour envisager une évolution rapide ou radicale des rapports israélo-soviétiques. Les signes mutuels de bonne volonté plaident néanmoins en faveur d'une certaine détente, favorisée par l'arrivée au pouvoir à Jérusalem d'un premier ministre moins rigide et le quasi-retrait israélien du Liban. En janvier, M. Péro transmettait un message à Moscou par l'entremise du magnat américain, M. Armand Hammer, où il proposait une normalisation diplomatique. La réponse fut négative. En mai, fait inhabituel, les *zavests* publièrent en bonne place un message du chef de l'Etat hébreu à M. Gorbatchev, à l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire sur le nazisme.

En juin, M. Péro adressa un nouveau signal à Moscou, en proposant, dans son plan de paix en cinq points, que les membres permanents du Conseil de sécurité, dont l'Union soviétique, soutiennent un éventuel dialogue israélo-jordano-palestinien. Il y a une semaine, il a offert à l'Union soviétique de jouer un rôle au Proche-Orient en échange d'une réconciliation diplomatique. Dernier en date de ces petits gestes : M. Péro a chargé M. Edgard Bronfman, président du Conseil juif mondial, déjà invité à Moscou en janvier, de remettre, lors de son prochain séjour en Union soviétique, un message à caractère général à M. Gorbatchev. Le premier ministre y réaffirme qu'Israël « n'est pas

hostile à l'URSS » et y formule l'espoir que « les deux pays parviendront à trouver un terrain d'entente sur la plupart des sujets ».

M. Péro ne se berce sans doute pas d'illusions : les chances d'un dégel entre Moscou et Jérusalem sont d'autant plus aléatoires qu'il dépend aussi des lobbies d'influence au sein du Parti communiste soviétique. L'attitude envers l'Etat juif fut souvent un cheval de bataille opposant les divers courants à l'intérieur du comité central. Israël tient ainsi M. Gromyko pour le chef des « modérés » à cet égard, la ligne dure ayant été longtemps incarnée par MM. Ponomarev et Romanov. Ces derniers, estime-t-on à Jérusalem, avaient inspiré la campagne haineuse lancée à Moscou à l'automne 1984 sur le thème de « l'alliance criminelle entre sionisme et nazisme ». L'emprise accrue de M. Gorbatchev sur le Parti communiste d'Union soviétique renforce les espoirs d'Israël en un changement favorable, fut-il progressif.

Moscou souhaite faire sa rentrée sur la scène proche-orientale dans le cadre d'une conférence internationale associant « toutes les parties concernées ». La réalisation de cette idée fixe suppose l'accord de Jérusalem et de Washington, lequel suppose à son tour des retrouvailles diplomatiques israélo-soviétiques. Pour atteindre son objectif, l'URSS devra donc d'abord lâcher du lest envers Israël. Mais l'éventualité d'une réconciliation diplomatique avec Jérusalem est aussi une épine de Damoclès dont l'URSS peut jouer à sa guise pour maintenir sa influence dans le monde arabe. Rien ne prouve qu'elle soit prête à s'en priver.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Egypte

Levée de l'immunité parlementaire de l'ancien ministre de l'économie

De notre correspondant

Le Caire. - L'immunité parlementaire de M. Moustapha El Said, ancien ministre égyptien de l'économie et du commerce extérieur, a été levée, le samedi 20 juillet, à la demande du « procureur général socialiste ».

M. Said avait démissionné, le 30 mars dernier, à la suite de la condamnation de membres de sa famille dans un des plus grands scandales financiers qu'ait connus l'Egypte de l'Infiah (libéralisme économique). La cour de l'éthique - tribunal d'exception chargé de juger « ceux qui portent atteinte aux valeurs de la société » - avait accusé le ministre d'être « responsable d'une vraie catastrophe économique ».

M. Said avait adopté, en janvier dernier, une série de mesures limitant les importations et les activités des banques étrangères opérant en Egypte. Décrié comme « nassirien » par les hommes d'affaires, l'ancien ministre a été rendu responsable par la presse officieuse des graves troubles qui ont secoué l'économie du pays.

Après sa démission, M. Said a défendu sa politique économique devant le Parlement et a même accusé l'adjoint du « procureur général socialiste » d'avoir profité

de ses fonctions pour obtenir des facilités bancaires auxquelles il n'avait pas droit. L'ancien ministre a ensuite demandé la levée de son immunité parlementaire pour pouvoir apporter son témoignage dans l'enquête ouverte.

On note au Caire que M. Said est le cinquième député dont l'immunité est levée depuis un mois. Celle de M. Hassan Abou Bacha, ministre des collectivités locales et ancien ministre de l'intérieur, a été levée il y a une dizaine de jours pour qu'il puisse témoigner dans l'enquête ouverte à la suite des accusations de tortures portées contre la police par des membres de l'organisation extrémiste islamique Al Djihad (guerre sainte).

Enfin, trois députés wafdistes, dont M. Moustapha Chourdi, rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Al Wafd*, organe du parti d'opposition Néo-Wafd, ont perdu leur immunité parlementaire à la suite de l'enquête ouverte à la demande du gouverneur d'Alexandrie. Ce dernier s'est estimé diffamé par les articles du journal d'opposition mettant en doute son intégrité et sa gestion de la seconde ville égyptienne.

ALEXANDRE BUCCIANI.

Liban

EN L'ABSENCE D'UN ACCORD POLITIQUE

Le plan de sécurité à Beyrouth-Ouest demeure précaire

Correspondance

Beyrouth. - Les Libanais mesurent une fois de plus cette semaine les limites étroites et la précarité de tout plan de sécurité en l'absence d'un accord politique. Ainsi, l'opération de pacification de Beyrouth-Ouest (islamique), déclenchée il y a sept jours en application des résolutions adoptées le 9 juillet à Damas par les assises islamiques (chiites, druzes, sunnites), tenues sous l'égide du vice-président syrien, M. Abdel Halim Khaddam, apparaît comme positive, mais nettement insuffisante. Elle risque, sous l'effet d'un phénomène d'érosion ou de troubles qui élargiraient dans d'autres régions et feraient tache d'huile, de se transformer en fiasco, si elle n'est pas rapidement confortée par des initiatives politiques susceptibles de permettre l'ébauche d'un large accord.

Certes, à Beyrouth-Ouest, les innombrables miliciens armés ont fait place à cette, la plupart des permanences fortifiées des partis ont été fermées, des barricades et des ouvrages militaires ont été démantelés et même, des portraits de l'imam Khomeiny, de l'imam Moussa Sadr, fondateur du mouvement chiite Amal, disparu en 1978 au cours d'un voyage en Libye, de M. Nabih Berri, chef d'Amal, et de M. Walid Joumblatt (druze), président du parti socialiste progressiste, ont été arrachés des murs dans le cadre d'une opération de nettoyage. Hamra, la principale rue commerçante, n'est plus secouée à tout bout de champ par des tirs. Mais dans la banlieue sud de la capitale, aucune des manifestations militaires qui caractérisent la vie libanaise depuis dix ans n'a cessé et les miliciens sont plus nombreux que jamais dans les rues et aux barrages routiers.

De surcroît, les échanges de tirs d'armes automatiques, avec parfois des bombardements à l'artillerie, ont repris le long de la ligne de démarcation séparant les quartiers chrétien et musulman de Beyrouth et de sa banlieue. Des obus tombent de

temps à autre sur les secteurs résidentiels éloignés du front, et dimanche 21 juillet, un homme a été tué et deux autres blessés en zone chrétienne.

Ces escarmouches « contrôlées » jusqu'à présent risquent à tout moment de déraiper et de sonner le glas du dispositif d'ordre mis en place à Beyrouth-Ouest. Au sein même de cette partie de la ville et malgré les mesures de sécurité prises, des incidents continuent de se produire. Dimanche, on a enregistré un attentat à l'arme automatique contre un responsable d'Amal, un accrochage aux roquettes dans le quartier du camp palestinien de Borj-Barajneh entre miliciens d'Amal et Palestiniens, ainsi qu'un attentat contre l'émetteur de Radio-Liban (sous contrôle chiite). Mais c'est surtout à Saïda que la situation est explosive. Armes, munitions et instructeurs militaires palestiniens affluent dans les camps, et les forces politiques, ainsi que les milices locales (sunnites, allées à la Syrie) ne cessent de mettre en garde contre une éruption de la violence qu'elles accusent M. Yasser Arafat de vouloir provoquer.

Si la trêve actuelle n'est pas consolidée par un plan politique, elle risque de déboucher sur les combats islamico-chrétiens à une large échelle ou sur une reprise de la « guerre des camps » entre Amal et Palestiniens. Or, sur le plan politique, c'est toujours l'impasse, et le dialogue n'a pas été renoué, ni entre chrétiens et musulmans, ni entre le pouvoir et l'opposition.

Les tractations en cours à ce sujet se résument laborieuses. Aussi bien dans le camp musulman que dans le camp chrétien, où les consultations en vue de la constitution d'un front largement représentatif, qui se présenterait comme l'interlocuteur des chrétiens vis-à-vis aussi bien de l'islam libanais que de la Syrie, pie-tincent.

ROGER GEHCHAN.

A TRAVERS LE MONDE

Corée du Nord

● ACHAT DE MIG-23 SOVIÉTIQUES. - L'URSS a vendu six avions de combat Mig-23 à la Corée du Nord. Les appareils ont été livrés en mai dernier et se trouvent sur une base aérienne du nord du pays, a-t-on appris récemment de source militaire américaine. - (Reuters.)

Inde

● NOUVEAUX AFFRONTEMENTS AU GOUDJERAT. - De nouveaux affrontements ont fait une douzaine de morts, samedi 20 et dimanche 21 juillet, à Ahmedabad, capitale du Goudjerat, malgré la trêve conclue entre les autorités locales et les responsables de la campagne visant à limiter l'accès de membres de castes défavorisées dans la fonction publique et l'enseignement supérieur (le *Monde* du 20 juillet). Dix personnes notamment ont été tuées lorsque la police a ouvert le feu pour riposter aux attaques de tireurs perchés sur les toits. - (AFP, Reuters.)

NOUVELLE OPÉRATION

ISRAËLIENNE

DANS LE SUD

L'armée israélienne a lancé, dimanche 21 juillet, une nouvelle opération de « ratisage » au Liban du-Sud, près du village de Kabrikha, à environ 7 kilomètres de la frontière libano-israélienne. Au cours de l'opération, les soldats israéliens ont « repéré » un commando armé et tué un de ses membres, a annoncé un porte-parole israélien.

Selon des correspondants libanais dans la région, l'accrochage a fait deux morts et deux blessés, tous membres du Front de la résistance nationale libanaise (FRNL). Les victimes, indique-t-on de même source, faisaient partie d'un commando de huit hommes qui avait attaqué peu auparavant une position de l'armée située au sud de Kabrikha, à la limite de la zone de sécurité délimitée par Israël au sud du Liban.

Au cours de leur opération de riposte, les soldats israéliens ont investi Kabrikha et dynamité plusieurs maisons, indiquent des correspondants libanais dans la région. - (AFP.)

EN CISJORDANIE

Le rabbin Kahane veut empêcher les Arabes de Kiryat-Arbaa de travailler

Jérusalem. - Le premier ministre israélien, M. Shimon Péro, a demandé, dimanche 21 juillet, au ministre de la justice, M. Moshe Nissim, d'examiner la légalité de cet accord de coalition et d'en référer au gouvernement, qui prendra une décision. Le ministre des communications, Amnon Rubenstein, du parti libéral Shinui, a déclaré pour sa part, reflétant les divisions au sein du gouvernement, que le nouveau conseil municipal était « raciste » et devrait être dissous par le gouvernement militaire de Cisjordanie occupée.

Le parti Kach, fondé par le rabbin d'origine américaine Meïr Kahane, milite pour l'expulsion des Arabes d'Israël et des territoires occupés depuis 1967.

a demandé l'application de cet arrêté pour entrer au conseil municipal.

M. Péro a demandé au ministre de la justice, M. Moshe Nissim, d'examiner la légalité de cet accord de coalition et d'en référer au gouvernement, qui prendra une décision. Le ministre des communications, Amnon Rubenstein, du parti libéral Shinui, a déclaré pour sa part, reflétant les divisions au sein du gouvernement, que le nouveau conseil municipal était « raciste » et devrait être dissous par le gouvernement militaire de Cisjordanie occupée.

Le parti Kach, fondé par le rabbin d'origine américaine Meïr Kahane, milite pour l'expulsion des Arabes d'Israël et des territoires occupés depuis 1967.



PARTEZ AVEC DELTA POUR LA FLORIDE ET LA CALIFORNIE EN FAISANT DES ÉCONOMIES SUR VOS VACANCES AMÉRICAINES.

Après un vol sans escale Paris-Atlanta, Delta vous propose plus de 90 villes, dont 15 en Floride et en Californie où vous pourrez passer d'agréables vacances. En Floride : Orlando - où il y a l'Epcot Center et Walt Disney World - Fort Lauderdale, Miami. En Californie : Los Angeles, San Francisco, San Diego. Les vacances organisées comprennent le voyage aller-retour, et la location d'une voiture. Pour toutes les villes Delta de Floride, le tarif est de 4 890 Francs par adulte et de

3 190 Francs par enfant. Pour toutes les villes Delta de Californie, le tarif est de 6 380 Francs par adulte et de 4 190 Francs par enfant. Ces prix correspondent à deux semaines de vacances avec une voiture pour 4 personnes (il y a un supplément de 500 à 700 Francs, en fonction de la destination, du 15 Mai au 30 Septembre).

Pour plus de détails, appelez votre agence de voyages, ou Delta au (1) 335.40.80 ou Camino-Tours Paris au (1) 572.06.11. (Agence Delta se trouve au 24, boulevard des Capucines, 75009 Paris.)

DELTA: ALLEZ-Y, NOUS Y ALLONS





# EUROPE

## URSS

### L'incertitude demeure sur l'éventuel retour en grâce du maréchal Ogarkov

Nouvelles mutations dans les grands départements du parti

Parallèlement aux remaniements de la hiérarchie militaire, M. Gorbatchev continue de procéder à des mutations dans l'appareil central du parti. Dimanche 21 juillet, l'agence Tass a annoncé la nomination au poste d'ambassadeur en Hongrie de M. Boris Stoukalin, le remplacement de M. Bazovski. M. Stoukalin devra abandonner en conséquence la fonction de chef du département de la propagande du comité central du parti, qui lui avait été confiée en décembre 1982 par Andropov.

Moscou. — Quel a été l'objectif du voyage à Minsk de M. Gorbatchev, le 10 juillet dernier ? Pour la première fois depuis son arrivée au pouvoir, le secrétaire général s'était adressé à des « cadres militaires dirigeants », et ce n'est pas un hasard si cette prise de contact — à propos de laquelle la Pravda s'était bornée à publier une brève note protocolaire — a entraîné une vague de rumeurs à propos d'un chambardement dans les plus hautes sphères de la hiérarchie militaire. En l'état actuel des informations disponibles, seul le départ du général Alexei Epichev, qui dirigeait depuis vingt-trois ans le département politique de l'armée soviétique, peut être considéré comme acquis, de même que la nomination à ce poste du général Alexei Litatchev, cinquante-sept ans, qui était jusqu'ici le responsable « politique » des troupes soviétiques stationnées en RDA (1).

Ces précisions émanaient directement du ministère de la Défense, mais on n'a pas jugé utile jusqu'ici de les rendre officielles. L'agence Tass pousse la discrétion jusqu'à ignorer les communiqués de l'agence-soviétique est-allemande ADN. C'est à Berlin-Est seulement qu'on a pu apprendre que le général Zaitsev, commandant du groupe des forces soviétiques en Allemagne, avait été reçu, le samedi 13 juillet, à l'occasion de la fin de sa mission, par M. Honecker, et qu'il allait être remplacé par le général Piotr Louchev, ancien commandant de la région militaire de Moscou (le Monde daté 21-22 juillet).

Le commandement des troupes soviétiques stationnées en RDA conduit en règle générale à de plus hautes responsabilités. Parmi les prédécesseurs du général Zaitsev, on trouve le général Ivanovski, aujourd'hui vice-ministre et responsable de l'armée de terre, et le maréchal Koulikov, premier vice-ministre et commandant des forces du pacte

Selon des sources communistes étrangères à Moscou, M. Vassili Choumou, chef du département de la culture depuis vingt ans, aurait été également libéré de ses fonctions.

Enfin, l'un des plus anciens chefs du parti dans une région, M. Anatoli Dryzine, premier secrétaire de la région de Vologda, en Russie d'Europe, depuis 1961, a été remplacé samedi 20 juillet par M. Kouptsov, ancien second secrétaire de cette région.

#### De notre correspondant

de Varsovie. C'est dire que aux yeux des experts occidentaux, le général Zaitsev, né en 1923, figure parmi les candidats à des fonctions supérieures qui pourraient se libérer dans un proche avenir.

#### Une réunion « régionale »

Il est frappant en tout cas que cette rotation — ou du moins les éléments qui en sont connus — affecte la zone géographique choisie par M. Gorbatchev pour sa « rencontre » avec les chefs militaires. Une zone dont le « théâtre d'opérations de guerre » a été confié au maréchal Nikolai Ogarkov, après l'éviction de ce dernier, en septembre 1984, du poste de premier vice-ministre et chef d'état-major. De là à penser que le nouveau secrétaire général du parti serait allé à la rencontre du maréchal en disgrâce, il n'y a qu'un pas d'autant plus vite franchi que le quartier général du maréchal Ogarkov est probablement situé en Biélorussie. Enfin, les experts estiment que la réunion de Minsk, contrairement à celle convoquée à Moscou peu avant sa mort par Leonid Brejnev, fut régionale : elle aurait pu être la première manifestation de retour à l'avant-scène du plus éminent stratège de l'armée rouge, lequel s'apprêterait, selon certains, à succéder au maréchal Koulikov à la tête des forces du pacte de Varsovie.

Si l'annonce prématurée de la mort du maréchal Sokolov, ministre de la Défense, avait provoqué en mars des réactions agitées parmi les militaires, ces derniers, aujourd'hui, n'ont pas du tout l'air de s'émouvoir. Interrogé au sujet de l'éventuelle démission du maréchal Toloubkoï, chef des missiles stratégiques depuis 1972, le ministre a répondu sèchement : « Pour l'instant, il travaille ».

En même temps, il est clair que la récente mise à l'écart de M. Roma-

nov du bureau politique et du secrétariat du parti, où il exerçait une haute surveillance sur les affaires militaires, a ouvert la voie à des changements plus vastes dans ce secteur. Y compris à une révision des décisions prises l'an dernier, et dont le limogeage du maréchal Ogarkov avait été l'une des plus importantes.

Rien n'indique cependant que les conceptions de l'ancien chef d'état-major général recoupent celles de M. Gorbatchev, et les militaires comme les civils affrontent des exigences plus pressantes de la part du pouvoir des années 1980, chef adjoint de préciser, sans jamais s'y attarder, que l'armée aura ce qu'il lui faut. M. Gorbatchev ne fait pas preuve à son endroit d'égards particuliers. On parierait volontiers qu'à Minsk le secrétaire général a rabroué les officiers comme il a l'habitude de s'exprimer devant les notables : « Exploitez mieux vos réserves et ne vous attendez pas à des cadeaux généreux ; améliorez vos performances mais au moindre coût ». Sa religion de l'efficacité ne s'arrête pas aux portes des casernes.

(Interim.)

(1) Notons que avant d'occuper ce poste, le général Litatchev avait été, au début des années 1980, chef adjoint de ce même département politique des forces armées dont il prend la direction aujourd'hui.

● M. Slava Repine autorisé à se rendre en France. — Un jeune Soviétique, M. Slava Repine, qui tentait depuis quatre ans d'obtenir la permission d'épouser une Française, M<sup>lle</sup> Tilda Lovi, a été autorisé à quitter l'URSS pour la France, où il est arrivé dimanche 21 juillet. Les deux jeunes gens, qui s'étaient connus à Kiev en 1979, avaient eu de nombreux déboires avec l'administration soviétique, qui avait par deux fois empêché leur mariage en URSS (le Monde du 1<sup>er</sup> juin).

## Portugal

### Ouverture du procès des Forces populaires du 25 avril

Lisbonne (AFP, AP, Reuters). — Soixante-trois accusés, dont Otelo Saraiva de Carvalho, le plus célèbre des insurgés d'avril 1974 contre le régime Salazar, une quarantaine d'avocats, plus de cinq cents témoins : le procès des Forces populaires du 25 avril (FP-25), qui s'ouvre ce lundi 22 juillet dans la capitale portugaise, s'annonce comme une affaire sans équivalent dans l'histoire judiciaire du pays. Certains avocats estiment qu'il faudra six ou huit mois pour parvenir à un jugement, après avoir débrouillé l'écheveau des responsabilités dans les quelque quatre-vingts plastiques, attentats et hold-up qui sont attribués aux conjurés depuis 1980 et ont coûté la vie à une douzaine de personnes.

Il a fallu construire une salle d'audience spéciale, à quelques kilomètres à l'ouest de Lisbonne, sur le terrain d'un centre pénitentiaire. Trois enceintes y ont été créées : la première pour les magistrats, jurés et avocats, la deuxième, austère et cloisonnée de vitres pare-balles, pour les accusés et la troisième destinée au public et à une vingtaine de journalistes désignés chaque jour par tirage au sort. Les quelques « repentis » qui avaient aidé les enquêteurs ont été mis à l'écart dans un box particulier pour des raisons

de sécurité. L'un d'entre eux a été abattu vendredi devant son domicile. Cet acte a été revendiqué auprès de l'agence de presse portugaise ANOP au nom des FP-25.

Quatorze inculpés sont encore recherchés. Mais le lieutenant-colonel Otelo de Carvalho, comme la plupart des accusés, sont sous les verrous depuis le 19 juin 1984. Ce jour-là, la police portugaise avait opéré des arrestations massives parmi les militants clandestins des FP-25 et de l'organisation baptisée FUP (Front d'unité populaire). Cette formation avait apporté son soutien à « Otelo », idole de la jeunesse gauchiste quand il avait été candidat à la présidence de la République en 1976 et en 1980. Pour les enquêteurs, il ne fait pas de doute que les FP-25 constituaient le bras armé du FUP, ce qu'ont toujours nié « Otelo » et un autre dirigeant du mouvement, M. Mouta Liz, qui travaillait avant son incarcération dans une banque de Lisbonne.

#### Otelo de Carvalho en vedette

Otelo de Carvalho sera la vedette de ce procès fleuve. La renommée du lieutenant-colonel, âgé de quarante-neuf ans, est en effet toujours vivace. C'est lui qui coordonna, dans la nuit du 25 avril 1974, les mouvements des unités qui réussirent en quelques heures et sans verser de sang à paralyser le gouvernement de Marcello Caetano, qui avait succédé au dictateur Salazar en 1968. « Otelo » est un officier de carrière d'ascendance modeste. Son père était postier et c'est grâce à une bourse qu'il a pu achever ses études secondaires et entrer à l'académie militaire.

Après avoir participé aux guerres coloniales, il adhère en 1973 au « mouvement des capitaines », qui

prépare l'insurrection victorieuse. Il est nommé en juillet 1974 gouverneur militaire de Lisbonne et au début de 1975 chef du commandement opérationnel du continent (COPCON). Peu de temps après, suspect d'avoir une trop grande popularité dans la troupe et d'être trop lié à l'extrême gauche, « Otelo » est limogé. Il se lance alors dans la politique et, après l'échec de sa deuxième candidature aux élections présidentielles, en 1980, sous la bannière du FUP (1,5 % des suffrages), il décide en 1983 de réintégrer l'armée. C'est dans sa caserne qu'il sera arrêté en juin 1984. Après l'échec de 1975, M. Mario Soares, l'actuel premier ministre socialiste, lui reprochait d'être « versatile et inconséquent » et de s'être tenu à l'écart de la hauteur des tâches qui lui avaient été confiées.

Aux yeux de ses amis, le dossier de l'accusation est vide. Généreux, sympathique et bon vivant, « Otelo » ne peut être, selon eux, l'instigateur des attentats dont les FP-25 sont tenus pour responsables depuis 1980. Pour eux, le procès est d'abord un procès politique. Depuis plus d'un an, des défenseurs européens, des universitaires et des membres du syndicat polonais Solidarité ont aussi lancé des appels pour le soutenir.

Mais le gouvernement portugais et les quatre procureurs du procès de Lisbonne sont confiants. Les épais dossiers de l'instruction et les nombreux témoignages semblent à leurs yeux suffisants pour démontrer la culpabilité du lieutenant-colonel. Et ses anciens compagnons du « mouvement des capitaines » se sont pour la plupart gardés de prendre ouvertement parti en sa faveur. Si sa responsabilité était clairement établie lors du procès, l'officier risquerait une peine de quinze ans de prison.

# AMÉRIQUES

## Etats-Unis

### LA VISITE DU PRÉSIDENT CHINOIS

Signature prochaine de l'accord de coopération nucléaire

Washington (AFP, Reuters). — Le département d'Etat et le département d'énergie ont officiellement recommandé au président Reagan d'approuver un accord de coopération nucléaire avec la Chine, paraplé pendant sa visite à Pékin en 1984, et-on apprit de sources proches du gouvernement américain.

Cette recommandation a été transmise à la Maison Blanche, samedi 20 juillet, accompagnée d'une déclaration du directeur de l'Agence pour le contrôle des armements et du désarmement, M. Kenneth Adelman, indiquant que l'accord n'est pas contraire à la politique américaine visant à éviter la prolifération nucléaire.

#### Rencontre mardi avec M. Reagan

Si le chef de l'exécutif suit les recommandations de son cabinet, l'accord sera probablement signé cette semaine, durant la visite de dix jours que le président chinois Li Xianmin effectue aux Etats-Unis.

Il y est arrivé dimanche, venant du Canada, et doit rencontrer le président Reagan mardi.

L'accord nucléaire, qui doit être ratifié par le Congrès, fixe les lignes générales de la coopération américano-chinoise en matière d'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire : il contient une clause soulignant que les deux parties sont opposées à la prolifération nucléaire.

Il permettrait aux sociétés américaines de répondre aux appels d'offres en vue de l'installation de centrales atomiques en Chine.

Washington avait mis en veilleuse la signature de cet accord après que des informations des services de renseignements américains eurent fait état de la présence d'experts chinois dans une centrale nucléaire au Pakistan.

### La présidence « post-opératoire »

Correspondance

Washington. — Justifiant l'optimisme des médias et de son entourage, le président Reagan est rentré samedi 20 juillet en pleine forme à la Maison Blanche, salué par plus de deux mille amis qui donneront à ce retour le caractère d'une petite démonstration politique. Le président s'est montré à la hauteur de la situation dans un discours très personnel mais très détendu, invitant ses compatriotes républicains à ne pas perdre de temps pour consulter leur médecin.

« Prenez votre téléphone et dites que c'est le docteur Reagan qui vous envoie... » Mais il ne rata pas l'occasion d'un moment d'émotion quand il rendit hommage à sa femme : « Nancy est tout pour moi... Thanks, you, partners... A propos, est-ce que vous êtes libres ce soir ? »

Ainsi, le public a retrouvé son président « tel qu'en lui-même », à moins que l'émotion le change, toujours optimiste, plein d'entrain, la souris aux lèvres, spécialiste de la plaisanterie facile, surtout dans l'adversité. Tout cela peut-être pour mieux convaincre l'opinion que l'opération du 13 juillet n'a rien changé et que tout est redevenu normal.

Pourtant, il est acquis que l'horaire de travail du président va être sensiblement réduit ; la vitesse de croisière de la Maison Blanche tombera sensiblement.

#### Un « temps mort »

Le président pourra-t-il néanmoins rester à l'écart de la bataille sur le budget qui oppose non pas deux camps mais deux camps ? Les chefs républicains du Sénat, mécontents du président auquel ils reprochent d'avoir fait trop de concessions, remettent en question le compromis en cours d'élaboration avec la Chambre. Il y a quatre ans, après la tentative d'assassinat contre lui, le président, bénéficiant du fort courant de sympathie du public, avait rallié le Congrès. Cette fois, bien qu'il soit assailli de la même

sympathie, il ne semble pas qu'il veuille descendre dans l'arène.

Aussi bien les observateurs prévoient une sorte de « temps mort » de plusieurs semaines. Qui sera le patron en l'absence du président ? Qui déterminera les priorités et la stratégie des prochaines semaines ? Apparemment, le vice-président Bush s'est volontairement effacé pour ne pas être suspecté de vouloir tirer un bénéfice personnel de la maladie du président. Il reste en retrait, on a réservé de la République, puisqu'il a de bonnes chances d'être désigné comme candidat républicain en 1988. Il maintient un contact régulier avec M<sup>me</sup> Nancy Reagan appelée à jouer un rôle plus important, surtout dans le domaine des cérémonies et des réceptions.

C'est donc M. Donald Regan, nouveau chef d'état-major de la Maison Blanche, qui devient, avec son adjoint, le personnage le plus influent dans la mesure où il prépare le travail du président et filtre ses visiteurs. M<sup>re</sup> Reagan entretient des relations cordiales avec lui, mais moins étroites qu'avec son prédécesseur, M. James Baker. Des doutes subsistent sur l'habileté politique de M. Regan, qui, à la différence de son prédécesseur, ne connaît pas bien le Congrès. En quelques jours, il a réussi à indisposer les chefs républicains du Sénat par une déclaration agressive sur la « mauvaise volonté » du Congrès à propos de la réduction des dépenses fédérales. Le sénateur Dole, leader de la majorité, a répliqué : « Nous avons sûrement besoin de Ronald Reagan, mais nous pouvons très bien nous passer de Dole ».

Ainsi, malgré les déclarations rassurantes, la maladie du président a créé un climat d'incertitude. Les milieux politiques s'interrogent sur le fonctionnement de la présidence « post-opératoire ».

HENRI PIERRE.

## Pérou

### Le président Alan Garcia annonce la composition du nouveau gouvernement

Lima (AFP, Reuters). — M. Alan Garcia Perez, le président élu du Pérou, qui prendra ses fonctions le 28 juillet prochain, a rendu public, samedi 20 juillet, la composition de son gouvernement, qui sera dirigé par M. Luis Alva Castro, la fois premier ministre et ministre de l'économie et des finances. Sur les dix-sept ministres que compte le nouveau cabinet, douze appartiennent à l'APRA (l'Alliance populaire révolutionnaire américaine), le parti du président. La plupart de ces personnalités ne sont cependant pas membres des instances dirigeantes de ce parti, ce qui garantit une certaine indépendance du gouvernement vis-à-vis de celui-ci, estiment les observateurs à Lima.

Les cinq autres membres du gouvernement n'appartenant pas à l'APRA sont un « indépendant », M. Alan Wagner Tizon, diplomate de carrière, qui a reçu le portefeuille des relations extérieures, na

démocrate-chrétien et trois militaires, dont le général Jorge Flores Torres, nommé à la Défense. Le premier ministre avait, quant à lui, présidé la commission nationale chargée d'élaborer le programme de gouvernement de l'APRA. Agé de quarante-trois ans, il est l'un des principaux défenseurs de la thèse selon laquelle le Pérou doit négocier sa dette extérieure directement avec ses créanciers, sans l'intermédiaire du FMI.

D'autre part, la police a annoncé que la garde civile a mis samedi en application son plan de sécurité pour garantir le bon déroulement de la cérémonie de la passation des pouvoirs. Selon ce plan vingt mille gardes civils vont être déployés pour assurer la sécurité à Lima et garder les voies d'accès à la capitale. L'installation du nouveau président intervient en effet dans un contexte difficile. Quatre « cat » mille fonctionnaires sont en grève depuis le 18 juin et la capitale péruvienne (6 millions d'habitants) a été privée, dimanche, de pain, pour la seconde journée consécutive par une grève de quarante-huit heures de boulangers, qui demandent une augmentation des prix de vente.

Voici la liste des principaux portefeuilles :

Ministre des relations extérieures : M. Alan Wagner Tizon ; Ministre de l'Intérieur : M. Abel Salinas Izaguirre ; Ministre de la Défense : Général Jorge Flores Torres ; Ministre de la Justice : M. Luis Gonzales Posada Izaguirre ; Ministre de l'Industrie : M. Cesar Atala Nazzari ; Ministre de l'Agriculture : M. Mario Barburén Duenas.

#### UNIVERSITÉ RENÉ-DESCARTES Année 1985-1986

Cycle : FORMATION PÉDAGOGIQUE DES FORMATEURS D'ADULTES préparatoire au D.U.F.A. (Diplôme Universitaire des Formateurs d'Adultes)

Responsable scientifique : Pierre BESNARD.

Modalités : 940 heures en alternance.

Renseignements et dépôt des dossiers d'inscription de mai à septembre 1985.

Centre de Formation Continue, 12, rue de l'Ecole de Médecine, 75006 PARIS. Téléphone : 633-75-50.

## Canada

### L'holocauste devant les tribunaux

Montréal (AFP). — Après deux procès retentissants au cours desquels l'existence de l'holocauste a été remise en question, la communauté juive canadienne s'interroge sur le bien-fondé de telles actions en justice.

Déjà, au procès d'Ernst Zundel, éditeur d'origine allemande à Toronto, condamné en mars dernier à quinze mois de prison pour propagation d'écrits antisémites, de nombreux survivants des camps de concentration avaient dû exposer les atrocités dont ils avaient été victimes. Ils avaient été appelés à témoigner pour contrer les thèses de Zundel, éditeur de l'ouvrage *Y a-t-il eu six millions de morts ?* selon lequel l'holocauste aurait été grandement exagéré.

Pour sa part, Jim Keegstra, ancien professeur d'histoire en Alberta, condamné samedi 20 juillet à 5 000 dollars d'amende pour avoir incité ses élèves à la haine contre les juifs, a, durant les trois semaines de son procès, défendu lui-même ses thèses. Agé de cinquante ans, radié des cadres de l'enseignement en 1982 et déchu de son poste de maire d'Eckville, au village d'Alberta, Keegstra est resté impavide au cours des audiences, pendant lesquelles vingt-trois de ses anciens élèves, aujourd'hui témoins à charge, ont lu des extraits de leurs devoirs ou de leurs notes de cours prises entre 1978 et 1982.

Les représentants de la communauté juive se sont réjouis dans l'ensemble de la condamnation des deux accusés, qui ont chacun décidé d'interjeter appel. Ils s'inquiètent toutefois de la publicité indirecte dont ont ainsi bénéficié les thèses de Keegstra et de Zundel.

## Yougoslavie

● FORTE HAUSSE DES PRIX. — Les prix du pain, de la farine, du sucre et de l'huile ont subi, vendredi 19 juillet, des hausses allant de 35 % à 48 %. Les prix de l'électricité, du charbon et des télécommunications ont aussi augmenté. Ces hausses s'ajoutent à l'augmentation de près de 30 % de la viande la semaine dernière. L'inflation a déjà dépassé 30 % au cours du premier semestre de cette année. Elle avait atteint plus de 80 % de juin 1984 à juin 1985. — (AFP.)

TOUTES PRÉPAS sciences-po  
2 centres : Neuilly et Quartier latin  
**CEPES**  
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tél. : 745.09.19

هكذا من الأصل



# AMÉRIQUES

## Argentine

### La mise en place du plan de rigueur Un remède de cheval apprécié

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — En ce moment, deux mots font l'actualité en Argentine : *el juicio* — le procès des anciens commandants en chef — et *el plan*, le plan de rigueur lancé il y a un mois par M. Alfonsín. Des deux, c'est assurément *el plan* qui a la vedette. Invités à faire maigre, et à se mobiliser contre l'inflation, les Argentins ont réagi avec un civisme dont on ne les croyait guère capables. En bons Latins, ils en ont même rajouté : ils sont devenus des enthousiastes du traitement de choc qui leur a été imposé, et le médecin en chef, M. Alfonsín, n'a jamais été aussi populaire.

Pourtant, le gel des prix et des salaires, et surtout l'arrêt de la planche à billets, annoncent dans l'immédiat récession et chômage. « Mais le calme est revenu, dit la directrice d'une agence de tourisme. Avant, les gens étaient nerveux, inquiets. Ils ne croyaient plus en l'avenir. Le plan a mis un peu de rationalité dans l'économie. »

#### Au bord de la panique

Buenos-Aires, naguère si versatile, si vite prise par la fièvre, offre un visage rassurant ces jours-ci. L'austral, la nouvelle monnaie, est d'une stabilité remarquable sur les panaches des maisons de change. Son taux n'a pas varié depuis un mois. Les restaurateurs et les commerçants s'écritent plus leurs prix au crayon comme du temps de la valse quotidienne des *escuettos*, mais à l'encre, comme si c'était pour l'éternité. Les salariés ne dévalisent plus les magasins dès qu'ils touchent leur paie, ce qu'ils faisaient quand le peso perdait le tiers de sa valeur en un mois.

Le spectre de l'hyperinflation s'est effacé, et avec lui certains discours enflammés, qui attribuaient à la dette extérieure et aux conditions fixées par les créanciers étrangers le même effet pervers sur les prix que les répressions de guerre imposées à l'Allemagne, dans les années 20. En fixant l'austral à 1,20 dollar, c'est-à-dire en lui donnant une valeur apparentement supérieure à celle du billet vert, les dirigeants ont fait une opération psychologique du meilleur effet, même si la trompe-l'œil a peu de chances de durer, le dollar ayant

recommencé à glisser au marché parallèle.

Bref, les perspectives commencent à s'inverser, et le gouvernement, « ému », « surpris » par la popularité du plan de rigueur, envisage déjà le moment où la stabilisation des prix permettra un redémarrage de la production.

Au début de juin, la panique était proche. La CGT avait déjà organisé une grève générale et réuni 200 000 protestataires sur la place de Mai. Les journalistes doutaient publiquement de l'avenir de M. Alfonsín et de la démocratie. Ils recensaient les erreurs commises depuis son arrivée au pouvoir, en décembre 1983, et dressaient le catalogue des promesses non tenues.

« Alfonsín est un radical, et les radicaux n'ont jamais été très forts en économie », dit Joaquín Morales Sola, directeur de la rédaction du quotidien *Clarín*. Leur parti n'avait pas beaucoup d'experts dans ce domaine. Le seul, c'était Bernardo Grinspun, qui a été ministre de l'économie jusqu'en février. Mais Grinspun ignorait les réalités du monde extérieur. Il voulait rompre avec le FMI. »

Pendant un an, M. Alfonsín a misé sur une relance par la consommation. En août 1984, le pouvoir d'achat avait augmenté de 60 %. Une légère reprise s'annonçait. Mais dès septembre, les courbes reprenaient dans l'autre sens : l'inflation s'accroissait pour atteindre, à la mi-1985, le rythme de 1 300 % par an. Le loyer de l'argent était tel (450 % par mois) que les entreprises s'investissaient plus et même désinvestissaient. Une fois de plus, en 1984, l'Argentine a pu constater qu'elle était un pays « bloqué », puisque son PNB a été cette année-là le même qu'en 1974.

#### La fièvre du dollar

Pour protéger leurs revenus, les Argentins achetaient du dollar. Les maisons de change n'ont jamais été aussi nombreuses dans le centre de la capitale. « Il y a aujourd'hui en Argentine deux fois plus de dollars que d'austral », dit un expert financier, M. Juan Carlos Casas. Des gens faisaient fortune en spéculant

sur la hausse des prix, alors que les revenus du travail, eux, n'étaient plus garantis. En lançant son plan de rigueur, le 14 juin, M. Alfonsín a promis de remettre les choses en ordre et de « clore définitivement le chapitre de la décadence nationale » (laquelle dure depuis un demi-siècle). « Le plan de réformes, a-t-il dit, ce n'est pas pour sauver un gouvernement, mais un système politique et un style de vie. »

Le plan prévoit une réduction drastique du déficit public. Celui-ci a atteint 130 % du PNB l'an dernier. L'Etat argentin, qui gère un important secteur de l'économie, a toujours été un piètre entrepreneur. Toutes ses entreprises sont déficitaires. La vénerie de son méro et de ses trains, par exemple, montre qu'aucun investissement n'a été fait dans les transports publics depuis des décennies. La machine étatique, en outre, est pléthorique, comme c'est souvent le cas en Amérique latine. « L'emploi public, c'est notre assurance-chômage », dit M. Juan Carlos Casas, président de la Chambre des députés, pour expliquer l'impossibilité de licencier en temps de crise. Selon certaines sources, l'arrivée des radicaux au pouvoir s'est traduite par l'embauche de cent mille nouveaux fonctionnaires.

#### La « conversion » du président

Dépenses excessives d'un côté, recettes en baisse de l'autre. L'Etat argentin ne parvient pas à faire rentrer l'impôt. L'évasion fiscale est évaluée à 400 % et l'exode des capitaux à environ 20 milliards de dollars. Les impôts directs ne correspondent qu'à 1 ou 2 % du PNB. La fiscalité frappe surtout — et de façon inexplicable — la production et l'exportation.

L'un des objectifs du plan de rigueur, c'est de ramener le déficit public à 2,50 % du PNB. Pour y parvenir, le gouvernement Alfonsín prévoit des coupes dans les dépenses de l'Etat, le relèvement des tarifs publics et une augmentation de la pression fiscale, notamment par l'institution d'une épargne obligatoire. Son engagement le plus important, c'est d'arrêter la planche à billets. Toute nouvelle émission de monnaie devra être garantie par des rentrées de devises. « Et nous tien-

ons cet engagement », assure M. Pugliese, même si nous n'arrivons pas à payer nos fonctionnaires. »

Le plan de réformes a surgi des conversations que M. Alfonsín a eues en février à Washington avec le président de la Réserve fédérale américaine, M. Volcker, et le président du FMI, M. de Larosière.

Assuré de l'appui des milieux financiers internationaux quand il a mis au point les mesures d'assainissement qui devaient être annoncées quatre mois plus tard, un premier prêt relais de 480 millions de dollars a été accordé à son gouvernement pour payer certains arriérés. Celui-ci n'acquiesce plus depuis plusieurs mois les intérêts de sa dette extérieure. Au premier trimestre de cette année, les impayés atteignaient le total de 2 milliards et demi de dollars. La dette argentine est actuellement de 45 milliards de dollars, presque six fois plus qu'à l'arrivée des militaires au pouvoir, en 1976. « A l'époque, les intérêts correspondaient à 16 % de notre recette d'exportations », dit Morales Sola. Aujourd'hui, ils en absorbent 70 %. Et le pire, c'est que notre endettement ne s'est traduit par aucun équipement nouveau, aucun ouvrage important. »

C'est en février que M. Grinspun est remplacé au ministère de l'économie par un technicien sans filiation politique, M. Juan Sourrouille. Et c'est le 26 avril, quand M. Alfonsín parle pour la première fois d'économie de guerre, que les observateurs notent un changement de ton et de pensée chez le président radical. « Jusqu'alors, il partageait les idées de la gauche et critiquait volontiers les hommes d'Etat argentins de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en les rendant responsables de notre dépendance économique », explique M. Juan Carlos Casas. Ce jour-là, au contraire, il a fait leur éloge et dit que c'était grâce à eux que l'Argentine avait cessé d'être un pays pauvre et désertique pour se hisser au cinquième rang mondial pour le revenu par habitant. »

Les grandes entreprises ont appuyé le plan, sensibles au fait que les Etats-Unis ont participé à son élaboration. La CGT n'a pas bronché, sachant que, dans le cas contraire, elle n'aurait pas été suivie. Prévu pour deux mois, le gel des prix et des salaires doit faire tomber à 70 % l'inflation en juillet. « Pour nous, c'est comme si c'était l'inflation zéro », disent les Argentins. Le public est invité à dénoncer les com-

merçants qui ne respectent pas le blocage des prix. Il n'hésite pas à le faire, et le commerçant coupable voit aussitôt son magasin fermé.

Mais le « congelamiento » (le gel) doit prendre fin en août. « Au-delà, il ne serait pas efficace », estime M. German Lopez, secrétaire général de la présidence. Déjà, les troubles sociaux ont commencé : pendant près de trois semaines, les ouvriers de Ford ont occupé leur usine. Le gouvernement les a délogés par la force, à l'aube du dimanche 14 juillet. L'austral commence à donner des signes de faiblesse. Au « parallèle », la « brèche » avec le dollar — comme on dit ici — est déjà de 200 %.

#### Une expérience sans précédent

La cote de M. Alfonsín reste néanmoins au beau fixe. « Il a plus de 70 % des Argentins avec lui », dit M. German Lopez. Beaucoup plus que lorsqu'il a été élu. « S'il préserve ce capital, son parti, l'Union civique radicale, gagnera aisément les élections du 3 novembre prochain, destinées à renouveler la moitié de la Chambre des députés. D'autant plus que son principal adversaire, le Parti justicialiste (peroniste) fait étalage de ses divisions de plus en plus graves et ne possède aucun leader ayant son autorité. »

Enfin, l'armée reste coite. Certes, le *juicio* suscite une certaine nervosité dans ses rangs. Elle a pu redouter, un moment, une chasse aux tortionnaires. Mais M. Alfonsín vient de la rassurer en parlant de la nécessité d'une « réconciliation définitive entre les Argentins ». Depuis son

arrivée au pouvoir, le président n'a pas perdu son temps. Il a renouvelé presque à 100 % le haut commandement. « Un vrai travail de fourmi », dit un diplomate occidental. Des cinquante-six généraux qu'il y avait dans l'armée de terre à la fin de 1983, il n'en reste que deux aujourd'hui. Les cinquante-quatre autres ont été mis à la retraite. »

En outre, les militaires ont perdu la direction des entreprises publiques qu'ils s'étaient généralement octroyée du temps de la dictature. Leur budget a été réduit de 40 %, et l'habitude a été reprise de soumettre les promotions dans les trois armes au erible du Sénat, ce qui n'est pas sans provoquer des grincements de dents dans les casernes.

M. Oscar Camillon, qui a été ministre des affaires étrangères du général Viola, en 1981, affirme qu'il y a une certaine « tension » dans les états-majors. Selon lui, les militaires, qui étaient démoralisés après la défaite des Malouines, commencent à redresser la tête et supportent de plus en plus mal d'être dans leurs casernes « comme dans des ghettos ».

« Mais tension ne veut pas dire danger », dit-il. L'armée sait bien qu'elle ne peut pas revenir au pouvoir. »

Telle est la nouveauté, dans ce pays où les putschs n'ont pas cessé depuis un demi-siècle. La grande majorité des Argentins font aujourd'hui une expérience inédite. Ils vivent — enfin — dans une vraie démocratie, en ayant la certitude que la prochaine élection ne sera faussée ni par la fraude, ni par des proscriptions, ni par un diktat de l'armée.

CHARLES VANHECKE.

#### PUBLICATION JUDICIAIRE

Extrait de jugement  
D'un jugement rendu le 4 mai 1984 par la troisième chambre du Tribunal de grande instance de Paris, il a été littéralement extrait :

« Du qu'en offrant à la vente et en vendant des rideaux de douche sous la dénomination « LIBERTY », les sociétés BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE et DOXA FRANCE ont commis des actes de contrefaçon de la marque LIBERTY, déposée le 22 février 1978 sous le n° 270064 enregistrée sous le n° 104 2317 en renouvellement de dépôts antérieurs, marque dont la société LIBERTY & Co. Limited est propriétaire. »

« Dit que les sociétés BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE et DOXA FRANCE doivent, dans un délai d'un mois à compter de la signification du jugement, cesser d'offrir en vente des rideaux de douche sous l'appellation « LIBERTY », sous astreinte de 300 F par infraction constatée. »

« Condamne la société BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE et DOXA FRANCE à payer respectivement la somme de 3 000 (trois mille) francs et la somme de 10 000 (dix mille) francs à titre de dommages-intérêts à la société LIBERTY en réparation de son préjudice. »

Marcel SPEZ,  
avocat à la Cour d'appel de Paris.

#### ABONNEMENTS VACANCES

FRANCE	ETRANGER (voie normale)
1 mois... 150 F	1 mois... 261 F
2 mois... 260 F	2 mois... 482 F
3 mois... 354 F	3 mois... 687 F

(Pour les tarifs d'abonnement à l'étranger par voie aérienne, veuillez nous consulter au 246-72-23, poste 2391.)

Pour recevoir régulièrement le Monde à votre adresse de vacances, retournez ce bulletin rempli en majuscules, au moins UNE SEMAINE avant votre départ, et adressez-le avec le règlement correspondant à :

LE MONDE ABONNEMENTS  
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Je m'abonne au MONDE du .....  
NOM ..... PRÉNOM .....  
N° ..... Rue .....  
Code postal ..... Localité .....  
Pays .....  
Ci-joint mon versement ..... F.

#### Echec au Voleur

**3.600 F TTC**  
Prix et dépt. compris  
PARIS-BANLIEUE  
Facilités de paiement  
Matériel  
GARANTI 5 ANS

- 1 serrure de sécurité FICARD-BRICARD (5 points de fermeture)
- 1 blindage EZ en 15/10"
- 3 cornières anti-pince en acier (avec vis rappel à l'intérieur)
- Renforcement du bâti bois par une cornière en L
- 4 goujons anti-dégondage
- 1 bas de porte

**HABITAT PROTECTION**  
101, RUE DE L'ARRE GROLLET  
75015 PARIS  
**T. 530.12.35**  
(lignes groupées)

UN MOTEUR TRANSFORME LA CHAUFFURE EN MOUVEMENT. UN FREIN TRANSFORME UN MOUVEMENT EN CHAUFFURE. CONCLUSION LOGIQUE : AUCUN INVESTISSEMENT EN MOUVEMENTES ET EN MOUVEMENTES CRÉÉ PAR LES PERTES D'ÉNERGIE DUES AU FREINAGE.

VOLVO FLYGMOTOR MIS AU POINT D'UN ACCUMULATEUR HYDRAULIQUE. CE SYSTÈME RÉCYCLE L'ÉNERGIE MONTÉE SUR UN AUTOBUS URBAIN ET L'ÉNERGIE PRODUITE PAR LE FREINAGE. CONCLUSION ÉCONOMIQUE : UNE RÉDUCTION DE 25 À 30 % DE LA CONSOMMATION DE CARBURANT ET UNE ÉMISSION ÉQUIVALENTE DES GAZ D'ÉCHAPPEMENT.

VOLVO EST COFFRE À SECOURS DE PARIS (R.M.).



# politique

COHABITATION : LA RÉPONSE DU PRÉSIDENT DU RPR A M. MITTERRAND

## M. Chirac : « Pas le moindre compromis »

M. Jacques Chirac, qui était, dimanche 21 juillet, l'invité du « Forum » de RMC, a affirmé son refus de tout compromis avec M. François Mitterrand en cas de changement de majorité parlementaire en 1986. Le président du RPR a notamment déclaré, en se référant aux propos tenus les 10 et 11 juillet par le président de la République : « Nous assistons depuis quelques semaines à une bien étrange gymnastique oratoire de la part du président de la République (...). Il dit tout et son contraire, ce qui ne simplifie pas le débat politique en France (...). Donc vous me permettez d'attendre qu'il ait définitivement fixé sa pensée et qu'il ait bien voulu nous le livrer, avant de la commenter, parce que pour le moment on est un jour dans le zig, un jour dans le zag, et ce n'est pas facile ».

M. Chirac a toutefois ajouté : « M. Mitterrand oublie que sous la IV<sup>e</sup> République on ne gouverne pas contre le peuple, on ne finasse pas avec l'expression démocratique du suffrage universel. On ne peut pas imaginer qu'un gouvernement issu d'une majorité votée par le peuple, et qui serait différente de celle que souhaite M. Mitterrand, n'ait pas en réalité le pouvoir d'assumer la

politique sur laquelle il s'est engagé, et ceci sans compromis possible, ni avec les socialistes ni avec le chef de l'Etat ».

« On ne peut pas imaginer notamment que cette majorité n'ait pas les pouvoirs nécessaires pour conduire une politique étrangère ou une politique de défense, politiques qui ont de très importantes conséquences sur la politique intérieure, financière notamment : on ne peut pas imaginer qu'un tel gouvernement puisse être dessaisi d'une partie de ses responsabilités et être frappé ainsi d'une sorte d'hémiparésie politique ; ce n'est pas imaginable ».

« Alors il appartient au président de la République de prendre ses décisions au lendemain des élections. Dans l'hypothèse où celles-ci seraient gagnées par l'actuelle opposition, le gouvernement nommé par le président de la République conformément à la Constitution, devrait avoir par définition la confiance de la majorité de l'Assemblée, sinon il serait renversé. Cette confiance sera fonction de plusieurs critères : d'abord la confiance dans l'homme qui sera chargé d'être à la tête du gouvernement ; il devra clairement affirmer

qu'il n'a pas la moindre intention de faire le moindre compromis avec le chef de l'Etat sur le plan de la conduite de la politique, et qu'il entend respecter les engagements pris lors de la campagne électorale ; d'autre part, il devra être entouré d'une équipe de gens qui inspirent les mêmes sentiments à la majorité nouvelle, le cas échéant ; et enfin il devra clairement indiquer quelle sera sa politique, et cette politique devra être strictement et rigoureusement conforme aux engagements pris par l'opposition pendant la campagne électorale. Sans ces réserves, alors une majorité soutiendrait un gouvernement et le président de la République fera ce qu'il entend devoir faire ».

« Il peut démissionner, il peut rester, c'est son problème ; si d'aventure il avait une acclan au sein de la majorité, alors il prendrait l'initiative d'une crise politique grave et les Français jugeraient ».

Selon le président du RPR, « on ne peut pas faire confiance à des hommes qui, il y a quelques mois à peine, se sont livrés à des agressions contre les libertés essentielles de notre pays ». « Je prends un exem-

ple, a dit M. Chirac. Dans quelques semaines les présidents des chaînes de télévision et de radio nationales vont être nommés, théoriquement, par la Haute Autorité. Mais nous avons vu récemment encore que l'avis de la Haute Autorité était pris en bien peu de considération par l'Etat, qui a imposé son candidat, qui a respecté les libertés de la chaîne. Alors nous allons voir ce qui va se passer ».

« Les gens qui vont être nommés, auront un rôle important pendant la campagne électorale, dans quelques semaines ; nous verrons si M. Mitterrand est véritablement un homme qui respecte les libertés. S'il laisse la Haute Autorité librement, dans des conditions convenables, nommer les présidents des chaînes, alors nous pourrions dire qu'effectivement il s'est passé quelque chose et qu'il a compris qu'il ne fallait pas trop jouer avec les libertés ; si, au contraire, les pressions conduisent à la nomination d'hommes politiquement engagés à la présidence des chaînes, alors nous pourrions dire que quelque soit le discours de M. Mitterrand, il ne respecte pas les libertés, qu'il prétend défendre, qu'une fois de plus il met en cause les libertés ».

## Ferme refus

Plus sévère à l'égard de M. Mitterrand et plus clair dans sa conception d'une éventuelle cohabitation : tel est apparu M. Jacques Chirac dimanche, au micro de Radio Monte-Carlo. Pour la première fois, le président du RPR avait l'occasion de répondre aux diverses prises de position de M. François Mitterrand sur l'hypothèse d'une éternité en 1986. Les propos présidentiels de Carcassonne le 25 juin, de Villerville le 10 juillet et de l'Élysée le 14, notamment selon M. Chirac d'une « étrange gymnastique oratoire ». En conséquence la maire de Paris demeure dans l'incertitude sur la pensée de M. Mitterrand. Pourquoi d'ailleurs entretient-il dans le jeu de ce dernier ? Toutefois sans attendre d'en savoir davantage, M. Chirac expose dès maintenant sa propre conception de la cohabitation avec une précision plus grande et avec le souci manifeste de dissiper les quelques ombres qui pouvaient entourer l'entourer. Il le fait sur un ton modéré mais résolu, avec calme mais aussi avec fermeté. Il pose comme un principe démocratique fondamental que « sous la IV<sup>e</sup> République, on ne gouverne pas contre le peuple ». Cela signifie que l'élection la plus récente exprime la volonté populaire qui doit être prise en compte. M. Chirac ne précise pas formellement que celle-ci efface l'élection antérieure — en l'occurrence le

scrutin présidentiel de mai 1981 — mais il le suggère avec force. Il se garde d'aller plus avant dans cette conception qui pourrait aboutir à l'instauration d'un régime quasi présidentiel comme l'envisageaient certains, aussi bien parmi les « gauchistes » qu'au sein du CERES.

Pour le moment, M. Chirac se contente donc d'affirmer que la légitimité la plus fraîche, la plus « à jour » de la représentation nationale, sera celle issue des élections législatives de 1986. Le gouvernement désigné alors par M. Mitterrand n'aurait donc pas la confiance de la majorité de l'Assemblée, mais il serait soutenu par la nouvelle majorité parlementaire devra appliquer, dit-il, la politique pour laquelle cette majorité aura été élue. Cette politique, exprimant le programme de l'actuelle opposition forme un tout indissociable. Il ne saurait y avoir de séparation entre les secteurs. M. Chirac souligne au passage que la politique étrangère ou de défense, par ses répercussions financières notamment, ne peut être isolée de la politique générale du gouvernement. Il écarte ainsi totalement le partage des responsabilités fait par M. Mitterrand.

Pour le président du RPR la seule dichotomie acceptable est celle prévue par la Constitution qui accorde de façon explicite des pouvoirs propres au président de la République en tant que tel (le Monde du 19 juillet). En revanche

ce dernier, souligne le président du RPR, ne devra pas se prévaloir du rôle politique qu'il remplit dans les faits lorsqu'il est également le chef de la majorité, c'est-à-dire lorsque la majorité présidentielle et majorité parlementaire coïncident.

Dans l'hypothèse envisagée pour 1986, il n'y a donc pas de marchandage possible.

Si le président de la République n'accepte pas cette répartition des rôles — qui réduit le sien à la portion congrue — alors ce sera lui d'ouvrir une « crise politique grave ».

### Un test

Cette conception n'est pas éloignée de celle que défendait M. Giscard d'Estaing dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs dans la perspective d'une éventuelle victoire de la gauche aux élections législatives de 1978. Elle n'est pas non plus au fond très différente de celle que défend aujourd'hui M. Raymond Barre. Si le député de la Corrèze souhaite que la majorité la plus récente puisse appliquer sa politique sans être entravée par la majorité la plus ancienne, le député du Rhône, lui, souhaite que cette dernière majorité se mette aussitôt en harmonie avec l'autre par une démission du chef de l'Etat. M. Chirac voudrait également, mais il constate que rien dans les textes ne peut contraindre le prési-

dent au départ et à l'organisation d'une nouvelle élection présidentielle. Le chef du RPR se trouve ainsi contraint de demander seulement (1) l'effacement de celui qui incarne une politique qui viendrait d'être condamnée par le suffrage universel. M. Mitterrand voudrait forcer la majorité à un compromis sous peine qu'elle se trouve confrontée à une cohabitation-combat. M. Chirac lui répond en refusant le compromis et l'association. La fermeté qu'il manifeste ainsi tient également compte des contraintes de la réalité, et elle se veut pragmatique. C'est aussi au nom du pragmatisme que le président du RPR a annoncé qu'en janvier, donc des avant les élections, une sorte de « commission du bilan » de la gauche, analogue à celle qu'avait présidée M. Bloch-Lainé après la défaite de M. Giscard d'Estaing, serait créée par l'opposition. M. Chirac jugea si M. Mitterrand « est véritablement un homme qui respecte les libertés » s'il laisse la Haute Autorité désigner, en toute indépendance, les présidents des chaînes de télévision. Il ne fait, cependant, guère de doute que avec la sévérité dont il fait preuve à l'égard des socialistes, M. Chirac recherchera bien d'autres tests pour se convaincre qu'aucune cohabitation politique n'est possible avec leur chef.

ANDRÉ PASSERON.

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

## Petite « troisième force » deviendra-t-elle grande ?

Le Sénat doit commencer, mardi après-midi 23 juillet, l'examen du projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Après les nouvelles d'usage, le nouveau statut du territoire devrait être voté à la fin de la semaine.

Un regain de tension est perceptible dans le territoire après l'affrontement qui s'est produit, dimanche 21 juillet, entre plusieurs clans canaques de la région de Porohe, au sein de la tribu de Tchamhouane, à la suite d'un différend provoqué par l'attribution de certaines terres, suite à une décision de l'Office foncier. Cet affrontement a fait un mort, un Mélanésien âgé de trente ans.

A Nouméa, les débats politiques sont actuellement centrés sur l'hypothèse émergeant d'une « troisième force » qui viendrait, comme le souhaite M. Edgard Pisani, empêcher le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR), ou le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), de contrôler le futur Congrès territorial, qui réunira l'ensemble des conseillers régionaux élus en principe le 8 septembre.

De notre correspondant

Nouméa. — Si l'on juge de l'importance ou de l'avenir d'une formation politique aux réactions qu'elle suscite, alors on peut dire que les trois cents signataires de l'appel *Halte à la haine* peuvent espérer jouer un rôle politique dans les prochains mois en Nouvelle-Calédonie.

Le 4 juillet, une trentaine de personnalités modérées, d'adhésions politiques diverses, signent un manifeste contre la violence. Parmi eux, on trouve un ancien conseiller de gouvernement, membre du mouvement indépendantiste LKS (Libération kanak et socialiste), plusieurs syndicalistes, quelques militants de la discrète section calédonienne du Parti socialiste, ainsi que d'anciens élus de l'ex-FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne), dont un ancien sénateur centriste, M. Lionel Chierrier.

Une quinzaine de jours plus tard, un nouvel encart dans la presse locale rassemble, cette fois, plus de trois cents signataires. Déjà, les critiques pleuvent. Elles prennent tout d'abord la forme d'une lettre ouverte du député RPR, M. Jacques Laffleur, président du RPCR qui dénonce « la manipulation » que constitue, selon lui, cette « troisième force destinée à construire de toutes pièces une majorité favorable à l'indépendance-association » (le Monde du 17 juillet). De son côté, dans son journal hebdomadaire, *Buenavendo*, le FLNKS critique ce qu'il appelle « une apologie de l'hypocrisie bourgeoise qui transparaît derrière une certaine naïveté bon enfant (...) ». « Dans le contexte qui est le nôtre », écrit M. François Burck, nous pouvons dire que cette souscription sort tout droit des patrons coloniaux qui évitent le mot de justice parce qu'ils veulent ignorer la situation coloniale et agir comme si elle n'existait pas ».

Malgré la foute de temps, son poids électoral risque d'être limité dans la perspective des prochaines élections régionales, le Mouvement *Halte à la haine* dérange d'autant plus la classe politique locale qu'il apparaît, en effet, comme la partie la plus saillante d'une « troisième force » se situant entre le FLNKS et le RPCR.

Ce courant modéré comprend pour l'instant plusieurs composantes indépendamment engagées. En première ligne, figure le LKS de M. Nidhad Nalacine, seul parti indépendantiste modéré à avoir siégé à l'Assemblée territoriale.

## Une élection cantonale

LOZÈRE : canton de Marvejols (1<sup>er</sup> tour).  
Inscrits : 5 025 ; votants : 3 670 ; suff. expr. : 3 622. MM. Roujon, div. opp., 1 866 ; EDU, Benoit, div. opp., 743 ; de Chambrun, PS, 726 ; M<sup>me</sup> Planchon, PC, 145 ; M<sup>me</sup> Mathis, FN, 142.

[Avec 51,51 % des suffrages exprimés, M. Jean Roujon, div. opp., a été élu, dès le premier tour de scrutin partiel, conseiller général de canton de Marvejols. Il succède à son père, Jules Roujon (UDF-FR), sénateur de la Lozère, maire de Marvejols, décédé le 26 mai dernier. Jules Roujon avait été réélu dans ce canton dès le premier tour des élections de mars 1982 avec 2 665 voix contre 728 à M<sup>me</sup> Rouvière, PS et 416 à M<sup>me</sup> Planchon, PC, pour 3 809 suffrages exprimés, 3 898 votants et 5 026 électeurs inscrits.]

D'un scrutin à l'autre, la droite a su élargir ses positions : en mars 1982, Jules Roujon, candidat unique de l'opposition, avait obtenu 69,96 % des suffrages ; dimanche 21 juillet, les deux candidats de la droite et celui du Front national ont totalisé 75,95 %.

A gauche, le PS s'est maintenu. Son candidat M. de Chambrun (28,04 % des suffrages) a réalisé une score remarquable à celui de M<sup>me</sup> Rouvière en 1982 (19,11 %). Le PC, en revanche, a enregistré un recul sensible (plus de six points) : M<sup>me</sup> Planchon, qui avait obtenu 10,92 % des suffrages, s'en est ramené cette fois que 4 %.

après les élections du 18 novembre. Il est à l'heure actuelle aussi isolé du FLNKS que des anti-indépendantistes. Plusieurs de ses membres ont signé l'appel « *Halte à la haine* ».

Plus récent est le Parti fédéral kanak d'OPAO (PFKO) de M. Gabriel Pata, ancien membre de l'Union calédonienne, exela pour s'être opposé au boycottage actif des dernières élections. M. Pata a remplacé à l'Assemblée territoriale M. Jean-Pierre Aifo et défend aujourd'hui la thèse de l'indépendance-association. Enfin, on retrouve dans cette « troisième force » des élus de l'ex-FNSC, constituée, en 1979, pour rassembler certains gauchistes et des partisans de l'autonomie interne, puis rallié aux indépendantistes.

### Partage géographique et ethnique

« La « troisième force » est « *infatigable* », estime l'un de ces centristes M. Gaston Morlet, ancien conseiller de gouvernement. Selon lui, un rassemblement modéré est indispensable parce qu'il correspond à la volonté, mal exprimée, de Calédoniens soucieux par dessus tout de rester sur le « *Caillou* », en évitant toute violence, à un moment où les deux principales formations se sont radicalisées. Et le nouveau centre, qui est en train d'émerger, lui apparaît d'autant plus cohérent qu'il conduit à une tactique électorale qui pourrait se montrer efficace.

On assiste, en effet, à un partage géographique entre les différentes composantes modérées : le FLNKS est, dans une moindre mesure, le PFKO œuvre dans les zones à forte concentration mélanésienne comme la côte est et les îles Loyauté, tandis que les candidats émanant de la FNSC, voire du Mouvement *Halte à la haine*, tentent de rallier les suffrages dans les régions comme Nouméa et la côte ouest. A cela se superpose tout naturellement une répartition ethnique, le LKS étant plus apte à rallier les votes canaques que des candidats eurocentres.

Pour les élections régionales, estime M. Morlet, une alliance centriste serait assurée d'une petite représentation dans la région de Nouméa où le RPCR est certain de l'emporter largement, et dans les autres régions une telle alliance aura un rôle important dans la mesure où aucun des deux grands partis n'ayant à lui seul la majorité, ce seront inévitablement des candidats modérés qui feront la balance dans les conseils de régions.

Ce raisonnement explique les vives réactions déclinées par la volonté centriste exprimée par les signataires de cet appel « *Halte à la haine* ». Les dirigeants du FLNKS y voient un risque d'érosion de leur électorat de la part du LKS dans des régions qu'ils considèrent comme leur étant acquises. Le RPCR est agacé par cette réurgence inattendue dans laquelle il craint de perdre son aile modérée.

FREDERIC FILLOUX.

• Manifestations en Guadeloupe. Plusieurs manifestations ont eu lieu, vendredi 19 juillet, à Guadeloupe, après la décision de la chambre d'accusation de Basses-Terre de refuser la libération du militant indépendantiste Georges Faisans, incarcéré à la prison de Fresnes, où il pourrait une grève de la faim depuis le 3 juin. Trois cents personnes se sont rassemblées jusqu'à 1 heure du matin devant la mairie de Pointe-à-Pitre, tandis qu'une autre manifestation de protestation avait lieu dans un endroit différent à l'appel du Parti communiste guadeloupéen. Samedi, durant toute la journée, des groupes de manifestants ont parcouru les rues de Pointe-à-Pitre et de sa banlieue en réclamant la mise en liberté de Georges Faisans. — (Corresp.)

### POINT DE VUE

## La lettre et l'esprit

par JACQUES BARROT (\*)

Le président de la République a relancé, à son tour, le débat sur la cohabitation. Est-ce dans un souci de réalisme ? Est-ce l'effet d'une prise de conscience de l'échec inévitable de sa majorité en 1987 ? Ne serait-ce qu'un tendre des malentendus les mailles d'un filet ou se ferait piéger une opposition victorieuse ?

L'esprit des institutions ne souffre pas d'ambiguïté : depuis 1962, elles consacrent à la fois une prééminence présidentielle et un partage des tâches qui épousent une cohérence et une solidarité entre le président et le premier ministre, lié, lui-même, à sa majorité parlementaire.

Une véritable cohabitation conforme à cet esprit exigerait un compromis, mais un vrai compromis, source d'une certaine harmonie : le président cherchant à biter une nouvelle majorité, sur la base d'une nouvelle politique, en convertissant à cette entreprise tout ou partie de ses amis socialistes. Mais ce serait du même coup obligatoirement avouer ses échecs et ses fautes économiques et politiques. Par avance, le Parti socialiste l'a refusé et a fermé cette issue.

Dans le même temps, le président a refusé la « cohabitation-soumission » à laquelle pensaient pouvoir l'acquiescer certaines voix de l'opposition, qu'il a mises momentanément entre parenthèses l'esprit de la Constitution. Selon ce scénario, le président aurait pu laisser se mettre en place, « sans brancard », une politique à laquelle il serait délibérément hostile.

Nous allons donc — inévitablement — vers la cohabitation-combat. Car la lecture littérale de la Constitution apporte, article après article, à la fois ce qui essore l'autorité du président et de quoi permettre au gouvernement de « conduire la politique de la nation ». Imagine-t-on François Mitterrand, chef d'une opposition victorieuse en 1987 ou 1989, laissant de bon gré au président la conduite de la politique étrangère et de la défense, alors qu'il avait

annoncé à l'avance des choix radicalement opposés, par exemple l'abandon de la force stratégique. Vécue dans un climat d'antagonisme profond, avec le retour du Parti socialiste dans l'opposition et la perspective d'élections présidentielles au passage que la politique étrangère ou de défense, par ses répercussions financières notamment, ne peut être isolée de la politique générale du gouvernement. Il écarte ainsi totalement le partage des responsabilités fait par M. Mitterrand.

Pour le président du RPR la seule dichotomie acceptable est celle prévue par la Constitution qui accorde de façon explicite des pouvoirs propres au président de la République en tant que tel (le Monde du 19 juillet). En revanche

annoncé à l'avance des choix radicalement opposés, par exemple l'abandon de la force stratégique. Vécue dans un climat d'antagonisme profond, avec le retour du Parti socialiste dans l'opposition et la perspective d'élections présidentielles au passage que la politique étrangère ou de défense, par ses répercussions financières notamment, ne peut être isolée de la politique générale du gouvernement. Il écarte ainsi totalement le partage des responsabilités fait par M. Mitterrand.

Et si le président avait finalement rendu service aux hommes de l'opposition en les amenant à revenir à l'esprit des institutions ? Cela devrait inéluctablement rapprocher les points de vue des uns et des autres. Tous les responsables de l'opposition pourraient alors, d'une même voix, rappeler solennellement aux Français que, sous la IV<sup>e</sup> République, seule l'autorité d'un président de la République, investi clairement de la confiance du peuple, peut éviter que le pays ne soit voué à des conflits insurmontables et à la paralysie.

Certes, c'est au président lui-même qu'il appartient de mettre ou non en question son mandat, le mandat qu'il tient du pays. Mais, au moins, il aura été prévenu, et les Français avec lui, des risques qu'il ferait courir à la France s'il ne faisait pas, dans l'hypothèse où l'opposition l'emporterait en 1986, l'apport d'apports clairs en 1986.

(\*) Secrétaire général du CDS, député de Haute-Loire, ancien ministre.

## LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS

### M. Stirn : La constitution de listes d'Entente socialiste et démocrate permettrait de gagner 210 sièges

M. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine, député non inscrit du Calvados, ancien secrétaire d'Etat, fait partie des personnalités extérieures au PS auxquelles l'état-major du de ce parti souhaite faire une place sur les listes socialistes en 1986. Au moment où son « parachutage » dans la Manche est formellement contesté par les militants socialistes locaux, M. Stirn a répondu à nos questions.

« Vos déclarations avec les militants socialistes de la Manche ne vous font-elles pas regretter votre départ de l'UDF et votre éloignement du Calvados ?

— Non, il fallait créer pour les réformistes un mouvement précurseur, préluce à un grand rassemblement socialiste et démocrate. C'est le sens de toute ma vie politique. Un jour, ceux qui, à l'UDF et au RPR, sont des réformistes, suivront cette voie, comme le font déjà de nombreux électeurs ralliés à l'UDF. Quant à mes électeurs du Calvados, le choix de la Manche, comme mes mandats de maire et de conseiller général de Vire, me permettront de leur être fidèle.

— Considérez-vous que le meilleur moyen d'élargir la majorité présidentielle soit de vous allier si étroitement au Parti socialiste au point, par exemple, que vous-même, président de l'UDF, arriviez à conduire une liste socialiste ?

— Oui, il faut créer une dynamique. Ce n'est pas en négociant sur nos différences mais en valorisant nos convergences, profondes et essentielles, que nous y arriverons. Je ne dirai pas une liste socialiste, mais une liste de majorité prési-

Propos recueillis par ANNE CHAUSSEBOURG.

Quinze ans pour retrouver de 400 millions

Un Vendéen des imitations

FAITS ET JUGES

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures

Le client d'un supermarché frappé au cœur d'un corridor

Mort de ses blessures



# société

## Quinze ans de recherche pour retrouver un trésor de 400 millions de dollars

Quatre cents millions de dollars (3 500 millions de francs) : tel est le trésor qui dormait depuis trois cent cinquante ans dans les débris d'un galeon espagnol et qui a été retrouvé le 20 juillet au large de la Floride, sous une quinzaine de mètres d'eau, par la société Treasure Salvage après quinze années de recherche.

Le 6 septembre 1622, la flotte espagnole, partie de La Havane à destination de l'Espagne, est prise dans un cyclone. Plusieurs navires font naufrage, dont les galeons *Nuestra Señora de Atocha* et *Santa Margarita*.

M. Mel Fischer s'est fait une spécialité de repêcher les trésors engloutis sous la mer. Il a fondé une société, Treasure Salvage, et a commencé à rechercher les galeons perdus, en se référant à des informations trouvées dans les archives des Indes (de Séville). En 1971, il trouve la grande ancre de *Nuestra Señora de Atocha* et divers objets précieux.

En 1975, son fils Dirk et sa fille Angel meurent noyés en cours des opérations de recherche. Cependant,

## SOS Racisme envisage un rassemblement international à Paris en décembre prochain

SOS Racisme ne se repose pas sur ses lauriers. Après la fête de la Concorde (300 000 personnes) à Paris, le 15 juin dernier, l'association qui a popularisé le badge « Touche pas à mon pote » nourrit le projet d'un autre grand rassemblement antiraciste, mais de dimension internationale cette fois, pour le début décembre, à Paris. Il s'agit de faire défiler, puis de réunir pour un spectacle, tous les signataires et les sympathisants d'une charte contre le racisme. Ce texte, en cours d'élaboration, revendiquerait l'égalité des droits au-delà des origines ethniques, et notamment le droit de vote des immigrés aux élections locales. Il serait présenté à la signature des différentes forces politiques et des gouvernements européens et servirait de référence au combat des associations antiracistes.

Afin de préparer ces initiatives, SOS Racisme enverra, en tournée dans l'Europe du Nord, à partir du jeudi 25 juillet, une cinquantaine de jeunes responsables du mouvement ou d'associations locales. Ils seront chargés de tisser ou de renforcer les liens avec les antiracistes belges, néerlandais, allemands, danois, suédois et norvégiens. En Belgique, « Touche pas à mon pote » est déjà bien connu : le slogan a été traduit en néerlandais (30 000 badges vendus) et teste depuis quelques semaines une perçote en Norvège.

Les envoyés de SOS intitulés « voyageurs de l'égalité » doivent participer à un défilé de bateaux à voile sur les canaux d'Amsterdam et être reçus officiellement à la maison d'Anne Frank. En Suède, ils doivent rencontrer le premier ministre, M. Olaf Palme et participer en Norvège à une caravane antiraciste. De ce périple sera tiré un film, qui sera présenté à l'occasion des « États généraux » contre le racisme organisés par SOS dans plusieurs villes de France et destinés à préparer le grand rassemblement de décembre.

## Un jeu pluriculturel

Décidément, les militants antiracistes débordent d'imagination. Voici un nouveau jeu de société, « Hexagone, France plurielle », inventé par deux membres d'une association de Montreuil, âgés de vingt-sept ans : un animateur culturel marocain, Mohamed Berhoun, et un docteur en droit au chômage, de nationalité française, Michel Briganti.

Objectif : « faire découvrir la richesse de la France dans toutes ses composantes culturelles ». Les deux hommes ont imaginé une formule à mi-chemin entre le jeu de l'Oie et le Monopoly. Il s'agit d'un tour de France (deux à six joueurs) qui nécessite un peu de chance et un certain nombre de connaissances « pluri-culturelles ».

En lançant un dé à six couleurs, chaque joueur commence par connaître le communautaire qu'il représentera : européenne, française, minoritaire (« Damiens », Coréens, Bretons, etc.), asiatique, africain, maghrébin ou caennais. Son pion traverse des cases portant un point d'interrogation. Pour le Maghrébin, par exemple : « Quatre cinquièmes des musulmans sont arabes. Vrai ou faux ? » Si la réponse est inexacte, le joueur revient à la case départ. Inutile de consulter des dictionnaires : la boîte contient un livret-réponses, très didactique, avec des références et même une bibliographie.

Au hasard des dés, on pioche des cartes. « Hugobrynn, vous refusez de suivre votre équipe en Afrique du Sud. Avancez de quatre cases. » Ou au contraire : « Vous pratiquez l'exécution. Reculez de quatre cases. » Si « vous faites une demande de naturalisation », il faut passer un tour (car la procédure est très longue).

Au hasard des cartes, on tombe sur : « Vous êtes raciste. Faites reculer l'un de vos partenaires de cinq cases. » C'est la seule vacherie du jeu, assure Mohamed Berhoun. Un jeu qui prévoit des comédies d'identité, un séjour en prison et des expulsions, mais veut surtout développer l'esprit de solidarité. Ainsi, cette carte : « On refuse de vous servir un café. Vous vous tournez vers votre partenaire de droite qui vous offre à boire. »

Il n'existe en réalité qu'un seul exemplaire de « Hexagone, France plurielle ». Après avoir déposé la marque, les deux inventeurs cherchent des subventions pour l'éditer eux-mêmes. Pas question de s'enrichir sur le dos des immigrés : tous les bénéfices iront à une association. D'ici là, les quatre cent quarante-neuf cartes seront réexaminées pour atteindre le côté jeu du jeu. Une pointe d'humour supplémentaire ne les obligerait pas forcément...

## Un Vendéen champion de France des imitateurs du cri du cochon !

De notre correspondant

Tarbes. — Pour la troisième fois, le champion de France du meilleur imitateur du cri du cochon a été remporté par M. Jean Dail'Angelo, retraité de son état et habitant Labastide-Saint-Georges. Ce titre permettra à l'intéressé d'exprimer ses talents à la télévision, en compagnie de Coluche, ainsi que dans une prochaine émission de Guy Lux.

La quatrième édition de cette compétition s'est tenue le 21 juillet à Tria-sur-Baïse (Hautes-Pyrénées), chef-lieu de canton qui revendique le titre enviable de « plus important marché de France » et d'un « porc » qu'on peut qualifier de « porc de France », d'un porc de 7 000 porcets.

Vingt concurrents, admis après une sévère sélection parmi les meilleurs amateurs du « langage varié » des truies, verrats et autres porcets, ont concouru le plus sérieusement du monde devant un jury comprenant trois vétérinaires, le maître-pâtissier de l'endroit, M. Lopez, qui ne cache pas son orgueil de peser 130 kilos, et un représentant des éleveurs. Le jury a tenu à souligner avant toute chose qu'« il faut savoir « piger » le cochon, que ce dernier, contrairement aux préjugés, est un animal qu'on peut qualifier de sociable, en tout cas plus intelligent que le cheval et la vache ».

Devant plusieurs milliers de vacanciers venus de la côte basque, les six meilleurs spécialistes repêchés, dont un enfant prodige de sept ans, Sylvain Mojica, ont été récompensés par des prix consistant en cochonnailles diverses. L'événement a été filmé par deux équipes de FR 3 et une équipe de la télévision allemande. Une équipe de la chaîne américaine CBS avait déclaré forfait au dernier moment.

GILBERT DUPONT.

## FIERS ENFANTS DE WALHENEIM...

Régis Kehren, dix-sept ans, vient d'obtenir, à Strasbourg, 20 sur 20 à l'option de langue régionale alsacienne du baccalauréat qui était organisée cette année pour la première fois. Le jury a été subjugué par sa prestation, précédée d'un : « Nous les Alsaciens, devons être fiers ». Le candidat a ensuite raconté une promenade à bicyclette de Sélestat à Colmar, évoquant la bibliothèque humaniste de la première ville puis le musée Untertinden de la deuxième.

En vacances au Togo, Régis Kehren s'est étonné que sa performance suscite de la curiosité. N'est-ce pas énorme de parler la langue du pays ? Il faut dire que si son père est togolais, sa mère est alsacienne et qu'il a appris cette langue chez ses grands-parents, à Walheneim.

Ph. Bo.

● Manifestation antiraciste à Marignane. — Un millier de personnes ont manifesté, samedi 20 juillet, à Marignane (Bouches-du-Rhône) pour demander que toute la

lumière soit faite sur les circonstances de la mort de Laid Meghit, un Algérien âgé de treize ans, tué par balles dans la nuit du 14 au 15 juillet (Le Monde du 20 juillet).

## FAITS ET JUGEMENTS

### Le client d'un supermarché frappé au cours d'un contrôle meurt de ses blessures

Jean Mathon, trente-trois ans, est mort vendredi 19 juillet en CHR de Lille (Nord) où il avait été transporté neuf jours plus tôt, après avoir été passé à tabac dans un supermarché de Biache-Saint-Vaast (Pas-de-Calais) où on l'accusait d'avoir volé une bouteille de bière.

Interpellé alors qu'il payait une bouteille de bière à la caisse, Jean Mathon, qui en dissimulait une autre, avait été conduit dans le bureau du directeur, M. Christian Legrand. Trois autres employés s'y trouvaient et, parmi eux, M. Jean-Pierre Coquel, le boucher du magasin. Le directeur et le boucher avaient violemment frappé M. Jean Mathon qui, ont-ils affirmé, avait essayé de prendre la fuite. Jean Mathon n'a jamais repris connaissance.

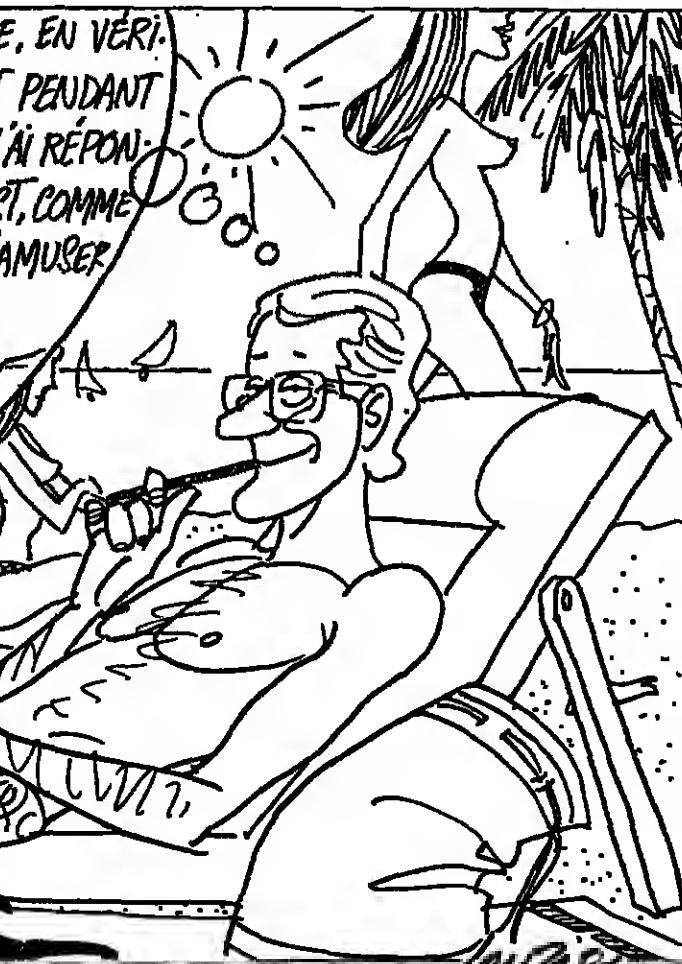
MM. Christian Legrand et Jean-Pierre Coquel ont été inculpés de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort et écroués. Les deux autres employés ont été inculpés de non-assistance à personne en danger et laissés en liberté.

### Le butin d'une escroquerie portant sur vingt millions de francs est retrouvé

Après huit mois d'enquête, les policiers de la brigade financière ont récupéré la quasi-totalité des 20 millions de francs détournés au début de l'année par le chef du service étranger du Banco de Bilbao à Paris. M. Jean Saudry avait très simplement viré cette somme par téléx sur l'un de ses comptes en Suisse, ouvert sous un nom d'emprunt. Il avait ensuite retiré en liquide 17 millions de francs et les avait déposés sur le compte d'un ami. Mais la Commission des banques helvétiques, sur la demande de la police française, avait accepté de bloquer ce compte.

Aux abois, sans argent, M. Jean Saudry se constitue prisonnier le 25 février dernier (Le Monde du 28 février). Inculpé d'escroquerie et de chantage, il est écroué. Où est passé le reste du butin ? M. Jean Saudry affirme qu'il l'a confié à un homme d'affaires américain qui l'aurait escroqué à son tour. Mais cet Américain n'existe pas : le lundi 15 juillet, Augustin Honrado Alvarez, quarante-deux ans, est arrêté. Directeur d'une succursale de la Banque de Bilbao à Paris, il avait « écrit » 8 des 20 millions de francs escroqués sur son compte suisse.

● Manifestation de nationalistes corses à Ajaccio. — Quelques milliers de personnes ont manifesté, samedi 20 juillet, à Ajaccio, pour soutenir les sept nationalistes corses actuellement jugés à Lyon pour l'assassinat de Jean-Marie Leccia et Salvatore Contini à la prison d'Ajaccio. La nuit précédente, des tracts signés par le FLNC (Front de libération nationale de la Corse) avaient été répandus à Ajaccio. Pour le mouvement dissous, le procès de Lyon « sera celui du colonialisme et de ses méthodes répressives et réaffirmera les droits du peuple corse, aujourd'hui niés ».



## Test: Avez-vous l'âme d'un créateur d'entreprise?

- B Les économies du grand-père.  
C 1.000.000 F
- 4) A quel secteur donneriez-vous votre préférence?  
A Les moteurs à eau pour dirigeables une place.  
B Services.  
C Micro-informatique professionnelle.
- 5) Chaque année, le marché de la micro-informatique progresse en volume de:  
A Plus que ça mais peut-être moins.  
B Environ 20%.  
C + de 40%.
- 6) Qu'est-ce que la franchise?  
A Le contraire de l'hypocrisie.  
B Une vache australienne.  
C Une nouvelle formule d'entreprise.
- 7) Aux USA, Canada, Europe, Entré Computer Centers a accordé  
A Une  
B 100  
C Plus de 300 franchises.
- 8) Pour la première année vous envisagez  
A 1.000.000  
B 5.000.000  
C 15.000.000 de francs de CA.
- 9) Vous souhaitez  
A Travailler seul, en ermite de la finance.  
B N'employer que des stagiaires pour réduire la masse salariale.  
C Employer 8 personnes de grande compétence pour être certain de réussir.
- 10) Vous préférez  
A Vous lancer tout seul, quitte à prendre un maximum de coups en un minimum de temps.  
B Ne pas vous lancer du tout.  
C Vous entourer de vrais professionnels.
- Calculez vos points. A = 10, B = 20, C = 30.  
Si vous avez 100. Rien ne va plus, sauf votre sens de l'humour.
- Si vous avez entre 200 et 250 points, vous êtes sans aucun doute un créateur d'entreprise.  
Si vous avez entre 250 et 300 points, vous avez bien compris les mérites d'un système qui a fait ses preuves 3 solutions s'offrent à vous:  
• Vous avez 1 million de francs. Vous pouvez devenir franchisé Entré.  
• Vous connaissez parfaitement l'informatique. Vous pouvez être directeur des ventes ou directeur support clientèle et détenir 200.000 F d'actions ou plus.  
• Vous pouvez investir 500.000 F en actions sans participation active dans un centre.  
N'attendez pas la rentrée pour appeler Entré Computer Centers au (1) 574.97.77.  
Son objectif en France: 56 franchises. 21 ont déjà été accordées à Paris, Lyon, Grenoble, Montpellier, Bordeaux, Toulouse, Lille...

ENTRÉ COMPUTER CENTERS

ISTH  
Institut privé des Sciences et Techniques humaines  
PRÉPARATIONS ANNUELLES  
OCTOBRE à JUIN  
PRÉPARATIONS INTENSIVES  
AOUT-SEPT.  
● Deux  
**DRIT SC ECO**  
● Et 3<sup>e</sup> Année de licence  
● Tous centres et options  
TARX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE  
DEPUIS 1953  
AUGÉLIL 8, Av. Léon Huez  
75016 Paris Tél. 224.10.72



## SOCIÉTÉ

## UN SONDAGE SOFRES POUR « LE MONDE » ET FRANCE-INTER

## 1. - Des techniques approuvées

Les nouvelles techniques pour avoir un enfant se multiplient, comme par exemple les dons de sperme (l'insémination artificielle), la fécondation *in vitro* (les « bébés-éprouvette ») ou le prêt d'utérus (les « mères porteuses »).

D'une façon générale, diriez-vous que ces progrès de la médecine sont...

	... plutôt positifs %	... ou plutôt négatifs %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	63	28	9
<b>SEXE</b>			
- Homme .....	61	29	10
- Femme .....	64	28	8
<b>ÂGE</b>			
- 18 à 24 ans .....	80	16	4
- 25 à 34 ans .....	78	19	3
- 35 à 49 ans .....	60	31	9
- 50 à 64 ans .....	53	33	14
- 65 ans et plus .....	41	43	16
<b>PROFESSION DU CHEF DE FAMILLE</b>			
- Agriculteur, salarié agricole .....	58	29	13
- Petit commerçant, artisan .....	55	35	10
- Cadre supérieur, profession libérale, industriel, gros commerçant .....	74	23	3
- Cadre moyen, employé .....	73	19	8
- Ouvrier .....	71	23	6
- Inactif, retraité .....	45	41	14
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>			
- Parti communiste .....	79	15	6
- Parti socialiste .....	73	19	8
- UDF .....	57	36	7
- RPR .....	56	33	11
<b>NIVEAU D'INSTRUCTION</b>			
- Primaire .....	46	39	15
- Secondaire .....	68	26	6
- Technique ou commercial .....	71	23	6
- Supérieur .....	79	16	5
<b>RELIGION</b>			
- Catholique pratiquant régulier .....	48	40	12
- Catholique pratiquant occasionnel .....	62	28	10
- Catholique non pratiquant .....	66	26	8
- Sans religion .....	71	20	9
<b>JUGEMENT SUR LA LOI DE LTVG</b>			
- Favorable .....	74	19	7
- Hostile .....	43	47	10

## 2. - Pour quelles utilisations ?

A vos yeux, comment doivent être utilisées ces techniques ?

	C'est une nouvelle façon d'avoir des enfants qui correspond aux progrès de la science %	C'est seulement en moyen de résoudre des problèmes de stérilité %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	13	74	13
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>			
- Parti communiste .....	18	70	12
- Parti socialiste .....	12	78	10
- UDF .....	11	70	11
- RPR .....	14	71	15
<b>RELIGION</b>			
- Catholique pratiquant régulier .....	9	70	21
- Catholique pratiquant occasionnel .....	12	79	9
- Catholique non pratiquant .....	14	73	13
- Sans religion .....	16	75	9
<b>JUGEMENT SUR LA LOI DE LTVG</b>			
- Favorable .....	15	78	7
- Hostile .....	13	67	20

## 3. - Y recourir soi-même

Vous, personnellement, si vous aviez (ou si vous aviez eu) une difficulté pour avoir un enfant, envisageriez-vous (ou auriez-vous envisagé) de recourir à l'une de ces techniques ?

	Oui %	Non %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	41	49	10
<b>SEXE</b>			
- Homme .....	39	49	12
- Femme .....	43	49	8
<b>ÂGE</b>			
- 18 à 24 ans .....	53	35	12
- 25 à 34 ans .....	63	31	6
- 35 à 49 ans .....	39	55	6
- 50 à 64 ans .....	32	56	12
- 65 ans et plus .....	14	69	17
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>			
- Parti communiste .....	55	37	8
- Parti socialiste .....	57	41	8
- UDF .....	36	52	12
- RPR .....	36	55	9
<b>RELIGION</b>			
- Catholique pratiquant régulier .....	24	61	15
- Catholique pratiquant occasionnel .....	40	49	11
- Catholique non pratiquant .....	43	48	9
- Sans religion .....	51	37	12
<b>JUGEMENT SUR LA LOI DE LTVG</b>			
- Favorable .....	52	38	10
- Hostile .....	23	70	7

## Oui à la procréation artificielle comme remède à la stérilité

(Suite de la première page.)

On note toutefois quelques « bouffées libertaires », concernant la possibilité laissée à une femme seule d'avoir un enfant de la sorte, ou encore à propos de l'insémination post mortem avec le sperme congelé du mari décédé. En revanche, les barrières traditionnelles jouent pleinement pour s'opposer à l'homme seul qui désirerait « materner » ou aux couples d'homosexuels (hommes ou femmes) désireux de se donner l'illusion d'engendrer. Barrières encore avec le refus de transgresser les règles biologiques, 67 % des personnes interrogées estimant qu'on devrait interdire la possibilité à un couple d'avoir un enfant après la ménopause.

Le sondage met en évidence une intéressante contradiction. Tout en se prononçant largement en faveur de ces nouvelles techniques (63 % contre 28 %), les personnes interrogées ne sont guère pressées d'aider personnellement à leur extension. Ainsi l'éventualité d'un don de sperme n'est envisagée que par 42 % des hommes et le prélèvement d'ovules que par 32 % des femmes. On retrouve là les réflexes d'opposition bien connus en matière de dons d'organe, doublés d'une inquiétude sur l'établissement d'une filiation « aveugle » et non maîtrisée.

La question sur les mères porteuses reflète l'embarras de beaucoup de Français. La non-rétribution de la femme est cependant défendue par la majorité (54 %), particulièrement par les proches du PCF, les catholiques pratiquants et les personnes opposées à l'avortement (1). Cette rétribution trouve surtout des partisans chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans.

Enfin, les hommes politiques et les responsables du Comité national d'éthique devront prendre en considération les résultats de la question numéro 10 qui relèguent au dernier rang (9 %) le rôle du Parlement. Les comités d'éthique ne réunissent que 28 % des suffrages (38 % chez les catholiques pratiquants). Vainqueurs : les médecins, qui « au cas par cas » devront, pour 35 % des personnes interrogées, fixer les règles applicables dans ce domaine.

Refuge quelque peu illusoire sans doute mais qui témoigne du souci, exprimé par ailleurs, de voir ces techniques ne pas quitter la sphère thérapeutique, donc médicale. Une position différente de celles de MM. Robert Badinter, ministre de la justice, et Edmond Hervé, secrétaire d'Etat à la santé (le Monde daté 21-22 avril), qui envisagent de dissocier ces techniques d'une stricte réponse thérapeutique.

Le croisement des réponses avec les préférences partisans permet d'établir une opposition droite-gauche sans ambiguïté. Les sympathisants socialistes (et plus encore les communistes) apparaissent plus favorables que ceux de l'UDF et du RPR à ces nouvelles techniques. Ils envisagent plus facilement d'y avoir recours ou de faire don de leurs gamètes. Et ils penchent davantage en faveur de la levée de l'anonymat (pour l'insémination artificielle).

## Ne pas mettre en cause la filiation

Quant aux barrières religieuses, elles demeurent très fortes, comme le montrent d'une manière générale les réponses à la question numéro 1. Les divergences d'opinion sur la question de l'avortement ne jouent pas là où existent certains consensus manifestes (réponses à caractère thérapeutique, gratuité du don, rétribution des mères porteuses, anonymat, fixation des règles). Elles apparaissent nettement, en revanche, dès lors qu'il y a « mise en situation ». Ainsi les adversaires de l'IVG sont en grande majorité ceux qui jugent négativement ces techniques, ne veulent pas y avoir recours et refuseraient de donner leur sperme ou leurs ovules. De même, l'analyse des réponses à la question numéro 9 les montre désireux de voir interdites la plupart des possibilités offertes.

Cette première cartographie d'opinion est, à l'évidence, bâtie sur un terrain encore mouvant, souvent mal connu. Au travers de ces grilles n'en apparaît pas moins une constante : le refus collectif de mettre en cause - alors même qu'on le pourrait - les bases de la filiation.

Le garde des sceaux avait-il y a peu, défendu devant le Conseil de l'Europe l'idée d'un droit à procréer sans. Un droit, qui, s'il était inscrit dans la loi, conduirait à détourner les techniques de « procréation assistée » de leurs objectifs thérapeutiques. N'aurait-il pas à remettre en cause les fondements même de la pratique médicale, faisant du thérapeute un technicien potentiel, non plus au chevet d'un souffrant, mais à la merci des désirs - voire des fantasmes - de sujets capables, par ailleurs, de procréer de manière naturelle ?

JEAN-YVES NAU.

(1) Dans les tableaux, nous n'avons retenu que les « ventilations » les plus significatives.

Ce sondage a été réalisé du 22 au 26 juin 1985 à partir d'un échantillon national de mille personnes âgées de dix-huit ans et plus.

## 4. - Quels donneurs ?

Pour aider des personnes qui cherchent à avoir un enfant, seriez-vous prêt à faire don de votre sperme ou à ce que l'on vous prélève des ovules ?

	Oui %	Non %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	36	53	11
<b>SEXE</b>			
- Homme .....	42	48	10
- Femme .....	32	57	11
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>			
- Parti communiste .....	52	33	15
- Parti socialiste .....	46	45	9
- UDF .....	24	67	9
- RPR .....	34	54	12
<b>RELIGION</b>			
- Catholique pratiquant régulier .....	22	66	12
- Catholique pratiquant occasionnel .....	32	57	11
- Catholique non pratiquant .....	39	51	10
- Sans religion .....	49	38	13
<b>ENVISAGERAIT DE RECOURIR AUX NOUVELLES TECHNIQUES</b>			
- Oui .....	68	23	9
- Non .....	13	80	7
<b>JUGEMENT SUR LA LOI DE LTVG</b>			
- Favorable .....	47	43	10
- Hostile .....	19	71	10

## 5. - Rétribution du don du sperme

A l'heure actuelle, le don du sperme comme le don du sang n'est pas rétribué. Pensez-vous que...

	... cette gratuité doit absolument être maintenue %	... ou qu'il serait souhaitable de rémunérer cet acte %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	83	6	11

## 6. - Les prêts d'utérus

S'agissant des femmes qui prêtent leur utérus pour porter un enfant, quelle est votre opinion ?

	La mère porteuse ne doit pas être rétribuée %	La mère porteuse doit être rétribuée %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	54	26	20
<b>SEXE</b>			
- Homme .....	48	29	23
- Femme .....	61	22	17
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>			
- Parti communiste .....	58	27	15
- Parti socialiste .....	52	31	17
- UDF .....	56	24	20
- RPR .....	57	22	21
<b>RELIGION</b>			
- Catholique pratiquant régulier .....	60	16	24
- Catholique pratiquant occasionnel .....	55	26	19
- Catholique non pratiquant .....	57	26	17
- Sans religion .....	46	31	23

## 7. - L'anonymat du donneur

Lorsque la procréation intervient grâce à un donneur de sperme, plusieurs solutions sont envisageables. Laquelle a votre préférence ?

	%
L'anonymat doit être respecté : les parents bénéficiaires ne doivent pas connaître l'identité du donneur et le donneur ne doit pas connaître l'identité des parents .....	59
L'anonymat doit être respecté, sauf si les parents et le donneur souhaitent connaître leur identité respective .....	23
L'anonymat doit être écarté : le donneur doit savoir qui seront les parents et les parents doivent connaître l'identité du donneur .....	8
Sans opinion .....	10

## 8. - Dire la vérité aux enfants ?

Le problème se pose également de l'anonymat à l'égard de l'enfant. Quelle est, selon vous, la solution souhaitable ?

	L'enfant ne doit rien savoir de tout %	L'enfant doit savoir qu'il y a eu un donneur mais, sans connaître son identité %	L'enfant doit connaître l'identité du donneur %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	52	25	11	12
<b>SEXE</b>				
- Homme .....	50	24	12	14
- Femme .....	54	26	10	10
<b>RELIGION</b>				
- Catholique pratiquant régulier .....	53	20	10	17
- Catholique pratiquant occasionnel .....	55	22	12	11
- Catholique non pratiquant .....	51	26	12	11
- Sans religion .....	50	20	11	11

## 9. - Autoriser ou interdire ?

La question se pose de savoir qui doit pouvoir bénéficier des nouvelles techniques de procréation. Pour chacun des cas suivants, estimez-vous que l'on devrait autoriser ou interdire le recours à ces nouvelles techniques ?

	On devrait autoriser %	On devrait interdire %	Sans opinion %
- Pour permettre à un couple marié de résoudre un problème de stérilité .....	76	16	8
- Pour permettre à un couple vivant en union libre de résoudre un problème de stérilité .....	52	37	11
- Pour permettre à un couple d'avoir un enfant après la ménopause .....	19	67	14
- Pour permettre à une femme d'avoir un enfant de son mari décédé (grâce à son sperme congelé) .....	44	43	13
- Pour permettre à une femme seule d'avoir un enfant .....	42	46	12
- Pour permettre à un homme seul d'avoir un enfant .....	29	59	12
- Pour permettre à un couple d'homosexuels, hommes ou femmes, d'avoir un enfant .....	14	75	11

## 10. - Qui décidera ?

Qui devrait, selon vous, fixer les règles applicables à ces nouvelles méthodes de procréation ?

	Le médecin en cas par cas %	Des comités d'éthique réunissant des spécialistes des questions des familles %	Le Parlement par le vote d'une loi %	Personne : il n'y a pas de règles à fixer %	Sans opinion %
Ensemble des Français .....	35	28	9	19	9
<b>SEXE</b>					
- Homme .....	31	29	12	19	9
- Femme .....	38	27	7	19	9
<b>PRÉFÉRENCE PARTISANE</b>					
- Parti communiste .....	34	24	16	20	6
- Parti socialiste .....	34	27	13	17	9
- UDF .....	37	33	10	12	8
- RPR .....	35	30	7	17	11

سكنا من الأصل



## Le sport et l'argent

(Suite de la première page.)

Il n'y a plus d'amateurisme marron : s'il demeure interdit de monnayer sa participation aux Jeux Olympiques, plus rien n'empêche les instances officielles de récompenser ouvertement leurs champions. Ainsi, les lauréats français de Los Angeles ont perçu, sur les crédits extra-budgétaires affectés au Fonds national du développement du sport (FNDS), 100 000 F pour une médaille d'or, 50 000 F pour une médaille d'argent et 30 000 F pour une médaille de bronze.

Le mot *amateurisme* a disparu de la charte olympique à l'occasion des Jeux d'été de Munich, en 1972, et, contrairement à sa tenace légende, le baron Pierre de Coubertin ne voulait pas tous ses saints à la blanche hermine. Certes, le rénovateur des JO, qui était avant tout un humaniste, affirmait : « Nous n'avons pas travaillé pour que les intérêts mercantiles ou électoraux s'en emparent ». Mais il assurait aussi : « L'amateurisme, c'est une vieille momie qu'on ressort périodiquement du placard. Ce qui compte, c'est l'état d'esprit. » Et, si un Guy Druot ou un Ingmar Stenmark ont été sanctionnés, c'est pour en avoir trop dit ou trop fait...

Lors de son congrès réuni à Athènes, en 1982, la FIAA (Fédération internationale d'athlétisme amateur) a autorisé - article 17 - la création d'un « fonds de dépôt » au profit des athlètes, gérés, dans chaque pays membre, par les instances dirigeantes. Dans la pratique, comme le confirme M. Pierre Weiss, directeur administratif de la Fédération française, le cachet, négocié avec le champion, est versé, par tout organisateur de meeting, de la main à la main, en liquide et en dollars.

Mais, même si elle s'accompagne de dispositions résolument rigoristes, la mesure adoptée par

la FIAA équivaut à une reconnaissance officielle : un athlète peut toucher de l'argent. On n'en est plus au temps où, pour échapper aux foudres d'Avery Brundage (président américain du Comité international olympique, décédé en 1975), plus courtinien que Pierre de Coubertin, l'athlète ne pouvait se faire payer qu'en nature : un Michel Jazy, par exemple, a ainsi accumulé une jolie collection d'appareils ménagers.

### La tête sous le capot

Plus personne, donc, ne se formalise sur le principe : avec le développement de l'audiovisuel, le sport est devenu un spectacle à part entière, qui captive d'immenses auditoires - près de deux milliards de téléspectateurs se passionnent pour les JO d'été ou la coupe du monde de football, les deux épreuves « universelles ». Avec l'appui, pour ne pas dire le battage, des médias et des milieux publicitaires, il draine des foules considérables, lorsque, justement, le spectacle en vaut la peine : 97 % des places ont été vendues à Los Angeles et, tous comptes faits, le comité d'organisation américain a réalisé un bénéfice de cent cinquante millions de dollars, qu'il a répartis ensuite.

Dès lors, il ne paraît plus scandaleux que les artistes de la piste ou de la pelouse soient rémunérés comme ceux de la scène ou de l'écran, d'autant que, pour des raisons physiologiques évidentes, la longévité sportive est moindre : la carrière d'un compétiteur de haut niveau excède rarement dix ans, quand elle ne passe pas comme un météore dans le ciel de la gloire, et, avec l'évolution des techniques et la concurrence de plus en plus vive, il y aura de moins en moins de Raymond Poulidor, sauf dans quelques disciplines réputées moins

« usantes », comme le golf ou les sports équestres. Un champion doit donc songer très tôt à sa retraite, c'est-à-dire à son insertion (et non pas *réinsertion*, fait remarquer le président du CNOF) socio-professionnelle.

Tout cela dit, les rapports entre le sport et l'argent sont placés sous les signes de l'inégalité, de l'injustice, de la disproportion. La surenchère vient, nul ne s'en étonnera, des États-Unis. En 1984, le plus mirifique contrat jamais établi dans un sport d'équipe - en l'occurrence le football américain - a été conclu entre un *quarter back* (demi de mêlée), Steve Young, vingt-deux ans, et le club des *Express* de Los Angeles : quarante-deux millions de dollars. C'est vertigineux et original aussi : cette somme doit être progressivement versée jusqu'en... 2027, date à laquelle Steve Young, qui sera alors âgé de soixante-cinq ans, ne jouera évidemment plus depuis longtemps. Mais, du moins, le jeune *quarter back* peut-il ainsi attendre tranquillement la retraite des vieux travailleurs...

D'autres contrats, presque aussi substantiels, ont été parés, l'an dernier, par le basket-ball *Earving* - Magic - Johnson (25 millions de dollars en vingt-cinq ans), le joueur de base-ball Dave Winfield et le hockeyeur sur glace canadien Wayne Gretzky (21 millions de dollars en dix ans).

A ce niveau fou, fou, fou, on plaindrait, pour un peu, les pilotes de formule 1, les skieurs et les skieuses du « cirque blanc » et l'élite du golf. C'est, bien sûr, une boutade : même si M. Jean-Marie Balestre, président des fédérations internationale et française du sport automobile, considère que sa discipline n'est « pas un sport de riche, mais un sport coûteux », les virtuoses de la monoplace ne sont pas des *smicards*. Pour ne citer que lui, Alain Prost avait

gagné, en 1984, 16 millions de francs. C'est une estimation : le monde de la formule 1 est, au propre comme au figuré, un circuit fermé, et il est très difficile d'être dans le secret argenté des dieux du volant. Qu'on les utilise un peu, et les écuries de courses mettent la tête sous le capot ou se cabrent à la puissance de leurs ébavures-vapeur. Une évaluation paraît cependant plausible : un Niki Lauda doit empocher, en un an, ce qu'un John McEnroe amasse en un semestre, alors qu'il n'y a aucune commune mesure entre les risques physiques encourus par l'un et par l'autre des champions. Tout est donc relatif...

### Des JO « open » ?

C'est la même loi d'un silence gêné qui règne dans les coulisses du « cirque blanc ». Ne serait-ce que pour des raisons fiscales, il y a autant de différence entre les sommes déclarées et les gains réels qu'entre les parties visibles et cachées de l'iceberg. On cite, sous réserves, un chiffre de 500 000 francs pour Perrine Pelen en 1984.

Item en football : Michel Platini gagne officiellement 2 millions de francs par an à la Juventus de Turin. C'est sans compter les primes de match, les contrats publicitaires, la production d'émissions télévisées et autres royalties, et, justement, tout cela compte beaucoup. Parce qu'il est devenu une star, sinon « la » star actuelle du football mondial, évidemment grâce à son talent, Michel Platini est l'exemple même de la nébuleuse du sport-business.

Bref, les temples du sport sont encore loin d'être des maisons de verre, tant s'y presse la foule grossissante des marchands, et cela, malgré les efforts de clarification entrepris, ici et là, notamment par les instances olympiques. M. Juan Antonio

Samaranch, président du CIO, lève progressivement les coins du voile de l'hypocrisie, en accréditant, sous la bannière aux cinq anneaux, des professionnels reconnus : si elle avait été uniquement composée d'amateurs, l'équipe de France de football n'aurait pas remporté le titre à Los Angeles. Et il est à prévoir - pourquoi pas à l'occasion du centième anniversaire de leur renaissance, en 1996 ? - que les JO seront un jour *open*, à l'instar de la Coupe Davis.

Mais il reste de vastes zones d'ombre, hors Jeux cette fois, concernant en particulier les transferts de joueurs dans des sports d'équipe : si l'exemple américain peut servir de modèle, *a contrario* de sa démesure, c'est que, outre-Atlantique, on s'efforce de mettre tout sur la table et non pas dessous...

### Un diabolique ménage à trois

L'Europe sportive n'a pas encore cette mentalité : alors que le vieux continent ne peut rivaliser en millions de dollars, la cachoterie y est de mise, et cette disposition d'esprit engendre de tristes histoires, comme l'affaire de la « caisse noire » de Saint-Etienne. En Italie, en Yougoslavie, en Belgique, de pareils scandales ont éclaté. Pas aux États-Unis, où il n'y a jamais eu, à notre connaissance, de *Watergate* sportif.

Plus on descend, en Europe, dans la hiérarchie des valeurs, plus les petits mystères s'épaississent. Pudique comme une grand-mère qui ferait du vélo, le « porteur d'eau » du Tour de France cycliste cache volontiers, dans ses cuissards, des feuilles de paie, qui ne sont pourtant pas mirobolantes, sauf si l'on fait partie de la formation victorieuse : il est, en effet, de tradition que le maillot jaune abandonne ses gains à ses neuf

coéquipiers. Ainsi, l'an dernier, les partenaires de Laurent Fignon se sont officiellement partagé quelque 300 000 francs, le vainqueur de la « Grande boucle » étant assuré, lui et les autres vedettes, de disputer ensuite une trentaine de critères, à raison d'au moins 40 000 francs par course. Et, dans ces rondes-exhibitions, le « porteur d'eau » n'a quand même pas que des gouttes.

Mais, entre lui et John McEnroe, il y a un océan d'or, comme s'étend une mer d'argent entre Alain Prost et Bernard Hinault. En boxe, quelle comparaison faire entre Marvin Hagler et tous ceux qui parviennent tout juste à gagner leur pain à la force du poignet ? Le pugiliste noir américain a perçu l'abrutissante somme de 5,5 millions de dollars - plus 45 % de la recette - pour son dernier « combat du siècle » (il en a livré plusieurs...), organisé, comme il se doit, à Las Vegas. Certes, c'est l'étoile du ring, mais, à ce tarif-là, beaucoup seraient prêts à tout encaisser - c'est le mot - plutôt que de jouer au petit soldat dans une épreuve de biathlon !

Disparité : c'est, on l'a dit, le terme qui caractérise la relation sport-argent. Les modes, les vedettes, les élans du public, les disciplines spectaculaires y contribuent, bien sûr, pour l'essentiel. Mais, ce qui fait mousser tel événement plutôt qu'un autre, ce qui fait ou défait les champions, c'est un mélange à trois diaboliquement habile : la publicité, le sponsoring et l'audiovisuel.

MICHEL CASTAING.

Prochain article :

LA TÉLÉVISION  
A TOUS LES DROITS

**L'ÉTÉ SEUIL**

Un roman bourgeois ou se bousculent les rêves et les appels de toute une génération.

Katherine Pancol  
Scarlett, si possible



# LA VICTOIRE DUMA



هكذا من الأصل



**\* Pour sa 2<sup>e</sup> année d'existence, l'équipe La Vie Claire-Radar-Wonder triomphe : 1<sup>re</sup> au Tour d'Italie, 1<sup>re</sup> au Tour de Suède, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> au Tour de Suisse, 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> au Tour de France, victorieuse de tous les classements par équipe.**







## Le Monde ECONOMIE

### L'INDUSTRIE DU VOYAGE

Il existe une malédiction du tourisme, car les vacances sont assimilées à l'oisiveté dans les systèmes de valeurs socialistes ou capitalistes, par les civilisations asiatiques comme par les cultures judéo-chrétiennes.

Considérée comme futile dans ses buts, l'industrie du voyage prouve pourtant, année après année, qu'il faut compter avec elle. Elle a assuré le décollage économique

de l'Espagne. Elle dégage des recettes « invisibles » qui permettent à la France comme à l'île Maurice de tendre vers l'équilibre de leurs balances des paiements. Elle aide la Chine à recueillir les devises avec lesquelles celle-ci achètera centrales nucléaires, Airbus et usines automobiles.

Pas sérieux le tourisme ? Il faut voir avec quel professionnalisme les armateurs

de croisières norvégiens et la compagnie Air France au Japon démarchent une clientèle qui sait ce qu'elle veut et n'hésite pas à se tourner vers la concurrence. Il y a gros à gagner... ou à perdre.

A contrario, la Chine, qui a misé de façon imprudente sur un développement accéléré des circuits touristiques, prouve qu'on ne s'improvise pas pays réceptif. La

chaîne qui compose les voyages doit être complète. Avions, trains, bus, hôtels, restaurants, guides, interprètes, comptent autant que les musées et les palais impériaux pour attirer et retenir le touriste. Il est normal de traquer les devises. Encore faut-il savoir accueillir selon les normes internationales et éviter d'y perdre son âme.

### La grande pagaille de Chine

LA Chine ne semble pas mieux maîtriser son tourisme que les autres secteurs économiques qu'elle a lancés dans une modernisation débevelée. Même en affichant 12,8 millions de touristes (y compris les Chinois d'outre-mer), hommes d'affaires et membres de missions de toutes sortes, l'empire du Milieu est, certes, encore loin des 40 millions de l'Italie, de la France ou de l'Espagne. Il n'empêche qu'en ouvrant à deux battants ses portes aux visiteurs étrangers, dont le nombre a été multiplié par quatre ou cinq depuis cinq ans, la Chine a fait monter dangereusement la pression socio-économique. Celle-ci a, d'ores et déjà, provoqué une dégradation sérieuse des conditions d'accueil.

Au début du mois de mars 1983, le gouvernement chinois avait réuni à Pékin un millier de professionnels du voyage, de l'hôtellerie et de l'aviation civile, venus du monde entier. Après une vigoureuse autocritique, les responsables chinois avaient promis de tenir leurs prix, d'augmenter les capacités de leurs avions et de leurs hôtels, et d'améliorer la qualité des prestations touristiques fournies (le Monde du 12 mars 1983). Deux ans après, ces bonnes résolutions sont restées lettre morte.

Ce sont peut-être les prix qui ont causé le moins de mauvaises surprises. D'abord parce qu'ils étaient déjà astronomiques : le moindre bureau-chambre d'hôte coûte, à la société étrangère qui veut y installer un homme à elle, de 2,5 millions à 5 millions de francs par an. Pour ces riches capitalistes, les augmentations de

*Parce qu'elle ignore les lois du marché la Chine s'est empêtrée dans son tourisme*

30 % à 40 % du prix des locations sont appliquées sans préavis ni discussion. Le prix pour un banquet est passé depuis 1983 de 20 yuans (65 F) à 80 yuans (260 F) par personne. L'ouverture du restaurant Maxim's peut-être...

En revanche, les organisateurs de voyage reconnaissent que les augmentations qui leur ont été imposées sont démesurées : moins de 10 % supplémentaires par an. Ce qui met les deux semaines d'hiver en Chine à 12 000 F environ et les trois semaines d'été à 20 000 F ou 25 000 F, voyage compris au départ de France.

Lhassa : 715 F par jour

Du côté des capacités hôtelières, rien ne va plus dans les quatre villes calamiteuses - Pékin, Shanghai, Xian et Guilin - où le nombre des hommes d'affaires et des touristes excède en période de pointe les possibilités d'hébergement. Bien qu'une cinquantaine d'hôtels aient été ouverts depuis trois ans, on a vu des groupes de visiteurs loger dans des établissements militaires, de même que des « charters » de l'armée de l'air ont dû accheminer entre Hangzhou et Guilin des groupes occidentaux.

C'est dans le domaine de l'hygiène et de la propreté que la

dégradation inquiète le plus les professionnels. Pour la première fois, les touristes français (27 000 en 1984) perdent patience devant la saleté et l'absence d'entretien de certains hôtels. Les rapports des accompagnateurs français illustrent ce mécontentement. Datong, « un hôtel épouvantable », ou « un hôtel relativement neuf dans un état lamentable », ou « un établissement qui n'a jamais été fini », ou encore « un établissement sale avec une restauration infâme et des sanitaires insupportables ». L'état de saleté de la cafétéria de l'aéroport de Pékin décourageait les routards les plus endurcis !

Pour expliquer cette pagaille, il faut se souvenir que la Chine reste une société de pénurie. Comme le disent sans cesse les interlocuteurs chinois : « Me Yo », c'est-à-dire : « Il n'y en a pas ». Car il n'y a pas assez d'avions ni d'hôtels, pas assez d'interprètes formés, pas assez de serveurs, pas assez de professionnels, pas assez de conscience des standards internationaux pour accueillir des groupes étrangers.

Le décalage par rapport aux exigences du marché est frappant. Ainsi les Chinois ont-ils du mal à fixer le juste prix. Trois jours sur le fleuve Yang-Tsé sont facturés en classe économique 100 yuans (325 F), ce qui est donné, mais

1 000 yuans (3 250 F) en classe superluxe, ce qui est hors de prix. La journée à Lhassa, capitale du Tibet, coûte, transport aérien exclu, 220 yuans (715 F), un prix dissuasif.

Les réceptionnistes ne comprennent pas que les PDG d'entreprises occidentales refusent de dormir à deux par chambre dans un hôtel pékinois de grand luxe. M. Paul Quilès, ministre français de l'urbanisme, du logement et des transports, et M. Chen Puri, ministre chinois des chemins de fer, qui accompagnait ce dernier dans sa visite officielle du mois de mai, ont été logés dans un hôtel en réfection - Shanghai Mansions - qu'une direction normale aurait fermé pour raison de sécurité. L'indignation des étrangers placés dans ces situations spartiates est incompréhensible pour les Chinois, tout comme est incompréhensible pour eux leur exaspération d'avoir à patienter une journée entière pour acheter un billet d'avion.

Les critiques de Han Suyin

En constatant un tel hiatus entre les possibilités d'accueil du pays et les projets des dirigeants, on a envie de crier casse-cou. Car il faut avoir une bonne dose d'inconscience pour espérer recevoir, comme les responsables tibétains viennent de le déclarer, 100 000 visiteurs par an à Lhassa avant l'an 2000. Pour mémoire, le Tibet accueillera, en 1985, 5 000 touristes.

On croit rêver en voyant se commettre au pays de Mao Zedong et de Confucius les sacrilèges culturels que l'Egypte de Sadate a évités en refusant une



opération de promotion immobilière au pied des pyramides. Dans sa rage de tirer un maximum d'argent de ses joyaux monumentaux, le gouvernement chinois a accepté l'offre japonaise d'« optimiser » la vallée des tombeaux des treize empereurs Ming (1368-1644) grâce à des équipements de loisirs adéquats, à savoir un golf de dix-huit trous, un parc d'attractions, un lac pour les sports nautiques, un village de yourtes mongoles reconstruites pour l'édification des touristes étrangers, des hôtels et un stade de neige où viendraient skier les Chinois eux-mêmes.

Mao est tellement mort que l'armée de l'air fournit l'hélicoptère russe Mi 8 qui emporte, à chaque rotation, vingt-huit touristes au-dessus des tombeaux Ming (intéressants seulement de l'intérieur). 90 % des passagers de ces vols sont de nationalité chinoise. Ils ont payé 20 yuans (65 F) pour ce vol historique, c'est-à-dire l'équivalent d'une semaine de salaire.

Il ne s'est guère trouvé que des étrangers pour pouvoir protester - en anglais - dans les colonnes du quotidien *China Daily* contre ce viol d'un haut lieu du patrimoine national. L'écrivain Han Suyin fait partie de ceux qui n'ont pas mâché leurs mots à ce sujet.

Les visiteurs de la Chine lui vouent, pour l'heure, une admiration qui leur permet de fermer les yeux sur des problèmes d'intendance exaspérants. Hommes d'affaires, diplomates, intellectuels ou photographes impénitents, ils restent fascinés par les mutations fulgurantes de ce milliard de paysans et par cette civilisation immémoriale qui s'essaye au troisième millénaire. Mais quand ils s'éveilleront ?...

ALAIN FAUJAS.

Lire page 14 les articles d'Alain DEBOVE et R.-P. FARINGAUX.



### Le retard technologique

*Le pays a mieux résisté que d'autres à la crise économique. Mais le renouvellement des structures industrielles a commencé trop tard.*

LA seconde République d'Autriche vient de fêter son trentième anniversaire. Un événement qui a permis aux dirigeants du pays de tourner avec fierté leur regard vers le passé. L'Autriche, qui partait moralement, politiquement et économiquement de zéro au lendemain de la seconde guerre mondiale, a accompli un travail de redressement impressionnant. Et les pronostics économiques d'ici à la fin de la décennie sont rassurants : une croissance annuelle de 2 % à 2,5 %, une inflation qui ne dépassera pas 4 % et un taux de chômage de 4 % à 4,5 % au maximum.

Le « miracle » à l'autrichienne s'est fait à la « belle époque » du développement économique de l'Europe occidentale, du début des années 50 au début des années 70. Mais il est incontestable que l'Autriche a mieux résisté que bien d'autres pays à la dépression mondiale qui a suivi le premier choc pétrolier. Les secrets de la réussite se résument en deux mots : la stabilité politique et la paix sociale exemplaire qui caractérisent ce pays, nées toutes les deux d'une histoire tourmentée.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'Autriche, durement éprouvée par la misère économique et la guerre civile de l'entre-deux-guerres, qui ont mené tout droit à l'Anschluss en 1938, a opté pour la réconciliation politi-

que et le consensus social. En 1946/47, cette volonté de concertation a rendu possible le « compromis historique » entre le camp « bourgeois » et la gauche sur la nationalisation d'une grande partie de l'industrie autrichienne, devenue la base d'un système d'économie mixte où prédominent les critères du marché, mais où l'Etat a un contrôle direct ou indirect - par le biais des participations industrielles des banques nationalisées - sur plus des deux tiers de l'économie.

Avec l'Est

Ce système, qui a permis au pays de se réinsérer dans l'économie européenne, continue à être appuyé, dans son principe, par toutes les formations politiques. Située au cœur de l'Europe et, depuis le partage du Vieux Continent, à la ligne de démarcation entre l'Est et l'Ouest, l'Autriche, pays à sept frontières, est tournée

vers l'exportation, qui représente plus de 40 % de son produit national brut.

Dans les années d'avant-guerre, la moitié des exportations autrichiennes étaient destinées aux pays est-européens qui aujourd'hui font partie du Comecon. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, l'Autriche a dû redéfinir sa stratégie. De nos jours, 80 % des échanges commerciaux s'effectuent avec les pays de l'OCDE. Toutefois, la part des exportations vers l'Est est restée élevée : 12 à 15 %, soit deux fois plus que dans les autres pays ouest-européens. L'Autriche réalise seulement 1,4 % du volume global des exportations des pays industrialisés, mais 5 % de leurs exportations vers l'Est.

Alors que la plupart des pays occidentaux ont vu la part de leurs exportations vers les marchés de l'Est diminuer, l'Autriche a en 1984 gagné 15 % sur ces mêmes marchés, notamment en URSS

(+ 35 %) et en RDA (+ 14 %). Elle est, derrière la RFA, le deuxième partenaire occidental de la Hongrie - qui s'est dotée d'une infrastructure touristique moderne avec des crédits et du savoir-faire autrichiens - et de la RDA, premier client de la sidérurgie autrichienne.

L'expansion des échanges avec l'Est (+ 13,7 % en 1984) - alors que des restrictions d'importations étaient plutôt à l'ordre du jour ces derniers temps - s'explique essentiellement par la politique financière de l'Autriche. Une fois de plus, les liens historiques se sont révélés solides. De 1980 à 1983, l'endettement des pays est-européens auprès des banques autrichiennes est passé de 100 milliards de schillings (1) à 139 milliards. Le volume total des crédits commerciaux accordés à ces pays représentait, selon l'Institut de recherches économiques, 30 milliards de schillings fin 1983, et l'endettement total des pays socialistes à l'égard de Vienne, était, fin 1984, de l'ordre de 190 milliards de schillings. L'Autriche a participé en 1983 à environ 16 % du volume total des crédits accordés par des instituts bancaires occidentaux à l'Est.

WALTRAUD BARYLL

(Lire la suite page 14.)

(1) Un schilling vaut 0,43 francs.

**Plus vite, moins cher !**

**Au prix du 17 décembre 1984**

**Commandez votre 205 (3 ou 5 portes) votre 205 GTI, votre 305, votre 505**

*Offre valable jusqu'à épuisement des modèles 1985 disponibles ne subissant pas la hausse du 1er juillet*

**PEUGEOT-TALBOT NEUBAUER**

**M. GÉRARD 82160.21**

227, bd Anatole-France ST-DENIS - Métro - Mairie de St-Ouen



## L'industrie du voyage

## Norvège : croisière de luxe à toute vapeur

« C'EST une branche extrêmement difficile et périlleuse, mais nous sommes persuadés que, pour les grands organisateurs de croisières, l'avenir se présente bien. Les petites compagnies, en revanche, sont appelées à disparaître rapidement au profit d'absorbées. Nos plus sérieux concurrents ne sont pas en fait les autres organisateurs, car il est facile de surveiller leurs plans d'investissements et leurs activités, mais c'est toute l'industrie des loisirs, M. Knut Utstein Kloster, l'armateur norvégien, s'est lancé dans la croisière en 1966. Il est à présent le numéro un mondial avec une flotte de huit navires, battant pavillon norvégien, qui peuvent accueillir au total six mille cinq cents passagers : *Starward*, *Skyward*, *Sauward* et *Sumward II*, le *Norway* (ex-France) acquis en 1979 pour répondre à la demande d'un marché en expansion. *Royal Viking Star*, *Royal Viking Sky* et *Royal Viking Sea*.

Ceux-ci sillonnent les Caraïbes à partir de Miami. Les trois *Viking* opèrent aussi en Méditerranée, en mer de Chine et le long de l'Alaska. Ils appartenaient jusqu'à l'année dernière à un autre armement norvégien, *Royal Viking Line*, spécialisé dans les croisières de luxe. « Le rachat de cette société, ajoute M. Kloster, nous a permis d'élargir la gamme de nos produits. Aujourd'hui, il y en a pour tous les goûts, des croisières de trois à douze jours pour un prix variant entre 170 dollars et 300 dollars par jour... » Sa compagnie, la *Norwegian Caribbean Lines* (NCL), qui est maintenant cotée à la Bourse d'Oslo, a transporté plus de trois cent mille touristes (95 % d'Américains), en 1984, et réalisé un chiffre d'affaires de 18,7 millions de dollars. Selon les prévisions, il quadruplera presque d'ici à 1987 et les bénéfices passeront de 1,7 à 5,4 millions de dollars.

## Un géant pour cinq mille passagers

L'armateur a, en effet, des projets assez extraordinaires dont la taille effraie plus d'un chantier naval, mais qui sont jugés rentables par les agences de tourisme. Convaincu que les croisières vont se développer dans la décennie à venir, il envisage de faire construire le *Phoenix*, un bateau d'un tonnage (210 000 tonnes brutes) presque trois fois plus important que celui du *Norway*. Un gigantesque hôtel flottant de huit étages pouvant héberger cinq mille passagers et mille huit cents hommes d'équipage et employés de service. Longueur : 370 mètres, largeur : 75 mètres. Les investissements sont évalués à quelque 4 milliards de francs. La construction de ce bâtiment, conçu par l'architecte naval danois Tage Wangborg, auteur de la transformation du *France*, durera trois à quatre ans. Le *Phoenix* pourrait ainsi être mis en service fin 1988, début 1989.

Les pourparlers avec divers chantiers européens, dont Wärtsilä, en Finlande, et Howaldtswerke, en Allemagne fédérale, se poursuivent et une décision doit être prise cette année, sans doute avant la fin de l'été. Le projet, en dépit de l'augmentation continue des devis des sociétés de construction navale, demeure « tout à fait actuel », selon M. Kloster.

Le concurrent norvégien de Knut Utstein Kloster, la RCCL (Royal Caribbean Cruise Line, fondée en 1968), qui est aussi l'une des toutes premières compagnies mondiales, n'est pas inactif non plus et prévoit une expansion. Ses quatre bateaux, *Song-of-Norway*, *Song-of-America*, *Nordic-Prince* et *Sun-Viking*, ont une capacité d'accueil de quatre mille deux cents passagers. Elle compte la doubler, à partir du début de l'année 1988, avec la mise en service de deux nouveaux navires de 260 mètres de long sur 31 mètres de large, d'une capacité de deux mille deux cents places. Montant de l'investissement : environ 1,6 milliard de francs.

## Dizzy Gillespie et Jerry Lewis

« Le secteur des croisières s'est développé régulièrement et favorablement jusqu'à la fin des années 70, qui, dans l'ensemble, et malgré la crise pétrolière, a été une bonne décennie, déclare M. Erling K. Stangebye, responsable des investissements de la RCCL. Mais 1981 et 1982 ont été de mauvaises années : la demande a faibli, alors que les capacités d'accueil augmentaient sensiblement. En 1983, en raison de la reprise de l'économie américaine et de la hausse du dollar, la situation s'est nettement redressée jusqu'à la fin de 1984. Depuis le début de l'année, nous observons une certaine stagnation du marché, même si le taux d'occupation des cabines reste largement supérieur à 80 %. Mais une croissance globale de la demande, de 5 % à 6 % par an, telle que nous le prévoyons, est insuffisante. Elle devrait atteindre 10 % pour assurer l'équilibre et éviter une surcapacité. Il faut se battre. »

La concurrence est dure, car les compagnies doivent s'efforcer d'attirer la clientèle de tout le continent nord-américain vers les Caraïbes. Résultat : la NCL, la RCCL et les autres organisations de voyages offrent maintenant gratuitement aux passagers, quel que soit leur lieu de résidence, le voyage en avion aller-retour jusqu'à Miami, ce qui coûte par exemple 45 millions de dollars (420 millions de francs) par an à l'armateur Kloster. Il faut aussi proposer un produit séduisant : « Nous devons absolument, pour les attractions et les loisirs que nous proposons à bord, suivre les mœurs, ajoute M. Stangebye, offrir un style de vie différent, essayer d'intéresser un plus grand nombre d'Européens, en dehors

des Britanniques et des Allemands, à cette vie de croisière, séduire différentes catégories d'âge. Une croisière doit être plus que des vacances. » L'âge moyen de la clientèle de la *Norwegian Caribbean Lines*, avoisinait soixante-dix ans il y a une vingtaine d'années. Il est tombé à présent à cinquante ans. A bord les spectacles se diversifient et l'on engage par exemple des vedettes du jazz comme Gerry Mulligan, Dizzy Gillespie, Benny Carter, ou du music-hall comme Jerry Lewis.

Parce qu'ils connaissent les besoins de leur clientèle les croisiéristes norvégiens et Air France au Japon sont en pleine progression

Si l'avenir appartient aux grandes compagnies, il semble se présenter plutôt sous les meilleurs auspices pour les deux « géants » norvégiens, NCL et RCCL, auxquels il convient d'ajouter aussi Norske Cruise qui a maintenant deux bateaux en service, *Sjogodess I* et *Sjogodess II* (cent vingt passagers dans cinquante-neuf suites), baptisés en mai dernier. Elle offre des croisières « pour les plus riches de chaque pays » en Méditerranée en été et dans les Caraïbes ainsi qu'en Rio et Buenos-Aires en hiver, pour un prix d'environ 40 000 francs par semaine. « Les petites compagnies, avec des bateaux de vingt à trente places, peuvent encore trouver un créneau intéressant sur ce marché, dit M. Kloster, mais la plupart des autres vont sans doute disparaître faute, notamment, de moyens suffisants pour financer les dépenses énormes de publicité et de commercialisation qui s'imposent. »

ALAIN DEBOVE.

## Japon : les beaux jours des compagnies aériennes

LOIN des turbulences que provoquent au-dessus de l'Atlantique et du Pacifique un redoublement de la concurrence aérienne, les lignes Japon-Europe, qu'elles soient sibiériennes ou polaires, ont tout pour plaire. Ce n'est sans doute pas Air France qui dira le contraire : entre Paris et Tokyo, à l'aller comme au retour, le ciel paraît aujourd'hui serein pour le transporteur français.

La rentabilité des lignes s'est nettement améliorée ces dernières

années, la clientèle est nombreuse et de qualité, le marché japonais redémarre, celui des voisins coréens amorçe son essor. Rellet de cet état de choses, Air France est passé progressivement de sept vols hebdomadaires à dix. Sa direction caracole le projet — déjà bien avancé, d'ailleurs — d'inaugurer l'année prochaine une troisième ligne Paris-Tokyo-Paris : un vol sibiérien direct, soit une douzaine d'heures et plus de 10 000 kilomètres sans escale. Air France ne sera pas seul : les Japonais négocient également avec Moscou les autorisations nécessaires à une telle première.

Pouvoir d'achat en hausse (de 3,2 % l'an dernier) après des années de stagnation, politique d'investissement à l'étranger, goût des nouvelles générations pour les loisirs et pouvoir d'achat du yen : divers éléments se sont récemment combinés pour faire le bonheur des compagnies aériennes exploitant le sillon japonais, avec, en plus, pour Air France, l'attrait particulier que

## Les embarras de Narita

En classe touristique, on voit aussi émerger un nouveau type de passager, « plus centré sur la culture et les loisirs ». Saturé de biens matériels et de consommation de masse, plus sophistiqué dans son approche des voyages, il est capable de sortir des circuits stéréotypés pour s'intéresser à des loisirs spécifiques (régions, authenticité, parcs, sélections, pêche, alpinisme, châteaux, etc.). Comme ce fut le cas hier en Europe, il faut, pour s'assurer cette clientèle, une approche et des thèmes plus affinés.

La France attire beaucoup de Japonais, d'autant plus qu'en 1981 et 1985 le franc a perdu 64 % de sa valeur par rapport au yen. C'est une situation dont profitent les Japonais, Air France et, incidemment, la balance française du commerce des « invisibles ». 154 000 Japonais ont visité la

France l'an dernier (350 000 en comptant les transits). Sur les 482 000 qui ont fait le voyage en Europe, 44 % ont été transportés par Japan Airlines (JAL), 14 % par Air France, 12 % par British Airways et 9 % par Lufthansa. Investissement, 35 000 Français se sont rendus au Japon, ce qui représente une augmentation de 12 %. La tendance amorcée cette année est encore plus forte. Tokyo, capitale du Pacifique, est devenue pour beaucoup un passage obligé. On notera que la composition de la clientèle française est l'inverse de celle du marché japonais : 20 % de touristes et 80 % d'hommes d'affaires.

A cela, il faut ajouter que deux des sept vols passagers hebdomadaires Paris-Tokyo (six par Anchorage et un par Moscou) desservent désormais Séoul, où auront lieu, en 1988, les prochains Jeux olympiques. Côté fret (trois vols par semaine), le trafic import/export est équilibré depuis deux ans. Enfin, les lignes Paris-Tokyo représentent 7 % du chiffre d'affaires global d'Air France. Le chiffre d'affaires de sa représentation à Tokyo était, l'an dernier, de 40 milliards de yens (1,5 milliard de francs), ce qui équivaut à 10 % environ du total des exportations françaises au Japon.

Les seules contrariétés des compagnies aériennes tiennent à l'aéroport international de Narita, peu digne d'être la porte d'entrée d'une puissance économique planétaire.

Très éloigné de Tokyo (70 km) et excessivement cher, il demeure, des années après les controverses que suscita sa construction, une place forte en état de siège, gardée en permanence par quatre mille policiers. Narita ne dispose toujours que d'une seule piste d'atterrissage. Enfin, les mesures extraordinaires prises pour prévenir les attentats font grimper les coûts pour les compagnies et pour les usagers dans des proportions ailleurs inégales.

R.-P. PARINGAUX.

## Autriche : le retard technologique

(Suite de la page 13.)

La belle image de la réussite est cependant quelque peu ternie par le fait que le renouvellement des structures industrielles a été commencé trop tard et laisse toujours à désirer. Selon les statistiques de l'OCDE, 8,7 % seulement des exportations ont concerné en 1982 des produits de haute technologie (contre 22,2 % pour la Suisse), et cette situation ne s'est pas améliorée depuis. 40,7 % des exportations vers l'Est portant sur des biens semi-finis, notamment de l'acier, des textiles, du papier et certains produits chimiques. La valeur des exportations de technologie est minime : 1,3 milliard de schillings en 1984 pour les ordinateurs et 2,4 milliards pour les microprocesseurs.

La fameuse paix sociale à l'autrichienne a provoqué — toute médaille a son revers — un certain immobilisme qui n'est guère propice à l'innovation. La préoccupation prioritaire de garantir l'emploi, notamment dans le secteur nationalisé, élevée au rang de dogme politico-économique pendant treize ans de gouvernement socialiste, a contribué à créer un climat psychologique défavorable à l'ouverture aux nouvelles technologies, soupçonnées de détruire des postes de travail. Face à une opinion publique peu sensibilisée au besoin d'innovation industrielle, la prise de conscience parmi les responsables de la nécessité inéluctable de relever le défi technologique pour assurer l'avenir industriel du « modèle » autrichien ne date que des dernières années.

Pour M. Ferdinand Lacina, ministre du transport et du secteur public, les doutes ne sont plus de mise. Pour maintenir sa compétitivité sur le marché international, l'industrie autrichienne doit, selon lui, ne plus tarder à se lancer dans la production de haute technologie.

La création d'un « potentiel innovateur » et la diffusion rapide de nouvelles connaissances ne sont pas seulement affaire de mentalité, mais se heurtent aussi à des problèmes financiers qui

sont d'autant plus grands que le pays est petit.

Le ministère des sciences a annoncé, dans son rapport pour 1985, des dépenses de 17,4 milliards de schillings pour la recherche. L'insuffisance des moyens disponibles est cependant le point principal des critiques émanant des universités et des milieux industriels. Le professeur Erich Neubold, de l'Institut universitaire de l'informatique de Vienne, souligne que les dirigeants politiques continuent à dépenser trop d'argent pour conserver les vieilles structures économiques, au lieu d'investir généreusement dans les branches d'avenir. « L'Autriche dépense 1 milliard de schillings pour financer un programme d'électronique étalé sur trois ans. Un seul centre de recherche en Caroline, aux États-Unis, est doté de 4 milliards de schillings par an. » Estimant que l'Autriche a dans le domaine de l'informatique un retard de cinq ans sur le RFA, il considère notamment comme insuffisante la formation des informaticiens. Les universités manquent d'appareils modernes et de professeurs.

Même son de cloche dans l'industrie, qui demande l'utilisation massive de l'électronique et de l'informatique. La perte de dizaines de milliers d'emplois au cours des dernières années est la conséquence logique de l'investissement insuffisant dans les nouvelles industries de pointe, estime le vice-président de l'Institut américain Booz-Allen, M. Hanns Schwimann, invité à Vienne par l'Association des industriels.

« L'Autriche ne maintiendra sa compétitivité sur le marché international, estime-t-il, que si elle applique sans plus d'hésitation les nouvelles technologies pour automatiser sa production industrielle. La perte d'une partie des emplois industriels actuels est inévitable, selon M. Schwimann, « mais il s'agit d'éviter la perte d'entreprises entières ».

Compte tenu de la structure économique du pays, caractérisée par la prédominance de petites et

moyennes entreprises, le souci principal des responsables est de garantir une diffusion rapide en profondeur des nouvelles technologies pour rendre les PME capables de prendre à temps le train de la modernisation. Tout un réseau d'institutions et de programmes d'aide (subventions, crédits favorables, allègements fiscaux, centres d'assistance) a été mis sur pied ces dernières années afin de permettre aux entreprises d'être en relation étroite avec l'innovation.

## Sur mesure

Le ministère des sciences a fait une sélection d'orientations prioritaires traitées par des centres de recherche différents pour utiliser au maximum les ressources personnelles et matérielles disponibles. Parmi ces orientations, figurent, outre l'électronique, divers secteurs où des entreprises autrichiennes ont fait des recherches très avancées, comme la biotechnologie — la firme tyrolienne Biochimie est le premier producteur mondial de pénicilline V — et la métallurgie des poudres, domaine de haute technologie dont la Mecque est la firme Plansee, à Reutte, au Tyrol.

M. Karl Vak, directeur général d'une des cinq plus importantes banques du pays — qui soutient une des plus grandes sociétés de traitement du pays — voit une « chance historique » dans la production « sur mesure » qui correspond parfaitement aussi bien aux possibilités de petites et moyennes entreprises qu'à une « individualisation » de plus en plus fréquente des commandes.

La modernisation des branches industrielles incombe aussi au secteur étatisé, qui regroupe les plus importantes entreprises du pays. Nombreuses sont les critiques estimant que les responsables du secteur n'ont pas tourné à temps la page de l'acier, mais les efforts déployés pour rattraper le retard sont considérables.

La Voest-Alpine, entreprise sidérurgique entraînée par la crise mondiale de l'acier dans le

« rouge », s'est lancée en coopération avec la société américaine AMI (American Microsystems Inc.) dans l'électronique. Elle produit depuis 1983 des puces et des circuits intégrés « sur mesure » pour des clients européens. Des négociations sont en cours avec la firme japonaise OKI, intéressée par l'installation d'une production de puces en Autriche.

Siemens-Autriche (43 % de participation de l'Etat), première entreprise de logiciels du pays, a commencé dès 1970 à produire des éléments électroniques. Elle a inauguré en 1979 son propre centre de recherches de microélectronique à Villach, en Carinthie, avec une participation publique de 25 % qui sera prochainement portée à 43,6 %. La production de logiciels est à 80 % exportée, notamment en RFA. Les autres entreprises concernées par les industries de haute technologie sont Philips-Autriche — qui dispose également de son propre centre de logiciels —, IT-Autriche et les sociétés Kapsch SA et Schrack SA.

Pour que l'Autriche ne risque pas d'être « coupée » de la haute technologie américaine, le gouvernement a renforcé, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1985, les mesures de contrôle des exportations. Les États-Unis s'étaient en effet inquiétés de « fuites » par des pays tiers — dont l'Autriche — vers l'Est. Toutefois, les efforts déployés du côté officiel et du côté privé pour faire de la technologie d'avenir l'affaire de tous se heurtent à cette mentalité autrichienne qui, traditionnellement, est hostile à tout ce qui est nouveau et moderne.

« L'Autriche, constate M. Vak, a trop les yeux tournés vers 1945 et ne regarde pas suffisamment vers l'an 2000. » Pour les responsables du pays, la tentation est grande de se reposer sur les lauriers du passé. Mais pour un petit pays hautement tributaire de ses exportations, la tendance anti-industrielle qui se fait sentir comporte des risques.

WALTRAUD BARYLL.

Cet été à Paris  
branchez vous en anglais

Semaines bloquées : 6 heures par jour pour progresser à pas de géant.

Stages collectifs : 9 h à 13 h chaque jour pendant 2 semaines. Début de sessions 15 juillet, 5 et 19 août. Une nouveauté : cours de conversation téléphonique en anglais. Semaine du 29 juillet.

Bons, très bons... ou débutants ? Notre test de niveau, sans engagement de votre part, vous apportera la réponse. Venez nous voir.

L'English Connection  
INTERNATIONAL  
LANGUAGE CENTRE  
20, Passage Dauphine - 75006 Paris  
Tél. 325.41.37

500 من الأصل



## La chronique de Paul Fabra

**A**NCIEN directeur d'une banque nationalisée, M. Freddy Duesberg écrit au *Monde* une lettre accompagnée d'un texte dans lequel il exprime les réactions critiques que lui inspire l'actuelle campagne, menée par l'opposition, en faveur des dénationalisations. Faisant allusion à un article que Jean-Maxime Lévesque a récemment publié dans *nos colonnes* le *Monde* du 25 juin, il se demande si celui-ci, en préconisant de dénationaliser les banques « et avant tout les trois vieilles » voit bien « les dégâts que peuvent causer la passion politique ».

Notre correspondant écrit : « Lors des nationalisations de 1981, certains établissements bancaires n'étaient pas dans une situation brillante. La commission de contrôle des banques et ses homologues à l'étranger ont dû être sollicités de voir l'État se substituer à des actionnaires souvent fragiles. En faisant marche arrière on retrouverait des problèmes de fonds propres ».

« Pour les trois vieilles nationalisées, le projet aurait des conséquences très graves. En effet, si ces trois banques se situent parmi les dix plus importantes du monde, c'est en raison de leur activité sur les marchés internationaux. Chacune d'elles collecte à l'étranger auprès des banques, des grandes institutions financières, des sociétés multinationales et nationales, d'énormes quantités de devises. Pourquoi leur prête-t-on autant de capitaux et aux meilleures conditions du marché ? En raison de la qualité de l'actionnaire, c'est-à-dire de l'État français. Une banque américaine, par exemple, ne maintiendrait pas le niveau de sa ligne de crédit ni son taux si l'actionnaire est privé, même honorable, même important. En faisant passer dans le secteur privé ces trois banques, on porterait atteinte à leur crédit, on réduirait la capacité de l'État et des entreprises françaises à emprunter à l'étranger, on mettrait en péril l'avenir de milliers d'employés et de leurs familles ».

Quelles que soient l'inclination et les options de chacun, les arguments de M. Duesberg ont le mérite de soulever

## Tout ce qui est bon pour le Crédit lyonnais est-il bon pour la France ?

un certain nombre de questions dont certaines touchent aux faits et d'autres à la doctrine, avec ce piquet supplémentaire qu'il est difficile de déterminer si la sienne, au vu de l'analyse et de l'expérience historique récente, relève de la pensée de gauche ou de la pensée de droite.

**E**n ce qui concerne le premier point, il est de notoriété publique qu'un certain nombre d'établissements bancaires en 1982 présentaient de fragiles bilans. Tel était le cas de la banque Vernet et de la banque Rothschild, devenue l'Européenne de Banque.

Mais la gestion de l'État a, dans l'ensemble et en détail, plutôt empiré la situation. La banque Worms, par exemple, a eu en trois ans trois présidents successifs nommés par le gouvernement. L'effort indispensable de redressement qu'appelle l'existence d'importantes créances de qualité très douteuse n'a pas été accompli. Epilogue : l'État, actionnaire de l'UAP (compagnie d'assurances du secteur public) a « persuadé » cette dernière de se substituer à lui dans le capital de la banque Worms. Or l'UAP était déjà propriétaire de la Société séquanaise de banque qui suffisait amplement à ses ambitions dans ce domaine ; elle n'avait cure de consacrer 300 millions de francs à l'achat d'une autre banque pour la fusionner avec la Séquanaise. Sans doute cette somme aurait-elle pu financer des investissements plus rentables dans l'activité de l'assurance, en France ou à l'étranger.

En ce qui concerne la thèse principale de notre correspondant, exposée dans le deuxième paragraphe de son texte reproduit ci-dessus, une première remarque, de caractère factuel, s'impose : si vraiment le crédit international dont

jouissent les grandes banques nationales françaises — et pas seulement les « trois vieilles » — naît d'une qualité éminente de leur actionnaire unique, on comprend mal pourquoi elles ne se trouvent pas toutes placées sur le même pied. On constate pourtant que le classement dont elles font l'objet laisse apparaître entre elles de notables différences.

Deux firmes américaines, dont l'une s'appelle Moody's et l'autre Standard and Poor, se sont spécialisées dans le métier périlleux qui consiste, à la demande et aux frais des intéressés, à ranger selon la solidité des garanties qu'elles offrent les différentes sociétés qui empruntent sur le marché. Il faut croire que ces deux firmes accomplissent convenablement leur tâche, ce qui veut dire avec équité et compétence, puisque leurs jugements, qui se recoupent le plus souvent, servent de pierre de touche aux investisseurs. Un emprunteur qui a reçu la plus forte appréciation (*rating*) pourra solliciter ces deniers à de meilleures conditions. S'il émet des obligations sur le marché, elles seront assorties d'un taux d'intérêt plus bas que celui que seront obligés d'offrir des emprunteurs moins bien notés.

Si, sur le marché des émissions à court terme, les banques françaises du secteur public sont toutes classées ex-aequo avec la note la plus haute (qui s'écrit A-1 P-1), il n'en est pas de même pour le marché des obligations de longue durée, où s'exerce la plus grande concurrence.

Seuls Paribas et le Crédit agricole (lequel, du reste, appartient au secteur coopératif et non pas au domaine de l'État) peuvent aujourd'hui se prévaloir du prestigieux triple A (AAA) — qui est refusé à la plupart des grandes banques

américaines Isaul la Morgent — dont parle souvent Christopher Hughes dans son article hebdomadaire publié dans les éditions du *Monde* datées dimanche-lundi. La BNP n'a droit qu'à un double A (AA), ce qui est encore très honorable. Il faut croire que le Crédit lyonnais n'a pas voulu tenter le diable : il s'est abstenu de demander son « rating ».

**D**ANS le dessein d'améliorer le « *standing* » (une expression non homologuée, celle-là internationale des banques françaises, les autorités monétaires viennent de renforcer l'U.O. du 30 juin dernier) la réglementation afférente à l'établissement du « ratio de couverture des risques », qui est le rapport entre, d'une part, le montant des fonds propres et, d'autre part, le montant des concours consentis.

Les banques devront d'ici au mois de juin 1986 porter ce pourcentage à 5 %. Un ratio identique avait déjà été fixé en 1979 mais n'a pas encore été atteint. Le sera-t-il l'an prochain, alors que les nouvelles règles de calcul sont en principe plus strictes que les anciennes ? L'idée a été de rapprocher ces règles des normes admises sur le plan international. L'alignement n'est toutefois que partiel, notamment en ce qui concerne la détermination des fonds propres. Sont considérées en France comme du capital des ressources que les Américains, les Suisses, les Anglais, etc., classeraient parmi les ressources empruntées (celles provenant par exemple de l'émission de titres participatifs et d'emprunts dits « subordonnés », parce qu'ils ne sont remboursables qu'une fois désintéressés tous les autres créanciers). La différence des définitions rend très difficiles les comparaisons internationales.

Il arrive aussi que les banques françaises soient les plus strictes. Les plus

grandes d'entre elles, dont le Crédit lyonnais, provisionnent à concurrence de 15 % à 30 % de leur montant les créances sur des pays comme le Brésil ou le Mexique, ce qui diminue d'autant leurs profits. Les banques américaines ne constituent aucune provision aussi longtemps que le débiteur paie ses intérêts, même si elles lui prêtent l'argent pour lui permettre de faire le versement.

Reste le problème de fond soulevé implicitement par notre correspondant, dans la mesure où, malgré les réserves qui viennent d'être faites, il n'est pas douteux que le crédit des grandes banques françaises est rehaussé par le fait qu'en leur faisant confiance on bénéficie indirectement de la garantie de la République française. Est-il souhaitable que l'État, c'est-à-dire en l'occurrence les contribuables français, servent de point d'appui à l'essor des banques françaises ? Le résultat ne serait-il pas une hypertrophie de l'appareil bancaire dans notre pays ? Une réponse même approximative à cette question exigerait une analyse approfondie de l'économie française. On ne peut pas en tous cas ne pas se la poser.

Une phrase avait été beaucoup reprochée pendant les années 50 à Charles Wilson, nommé par le président Eisenhower secrétaire à la défense. Comme on faisait grief à cet ancien président (de 1941 à 1952) de la firme General Motors de favoriser les intérêts de la grande industrie américaine, il avait rétorqué sur un ton convaincu de provocation : « Ce qui est bon pour General Motors est bon pour les États-Unis ». Tout ce que la France comptait à l'époque de commentateurs éclairés voyait dans ce jugement à l'emporte-pièce l'aveu de la collusion qu'on trouvait constamment aux États-Unis entre l'État et le monde des affaires, de la confusion qui y régnait entre l'intérêt particulier et l'intérêt général. Est-il plus légitime de considérer aujourd'hui que ce qui est bon pour le Crédit lyonnais est nécessairement bon pour la France ?

## A travers les revues françaises

### De la relance de 1975 à celle de 1982

**D**ANS la revue *Observations et diagnostics économiques* (revue de l'OFCE, n° 12, juillet 1985), Alain Fonteneau et Alain Gubian se sont livrés à une comparaison des relances françaises de 1975 et 1982. Il s'agit des relances des gouvernements Chirac et Mauroy. Les situations conjoncturelles étaient nettement différentes.

Au début de 1974, la croissance restait forte, accompagnée d'un déficit extérieur important et d'une poussée inflationniste. Aussi, en juin 1974 puis en septembre et en décembre, le gouvernement chercha à réduire la demande, en particulier celle des entreprises. La production commença à se ralentir dès l'été 1974 ; en janvier 1975, des mesures de relance sont prises : accélération des dépenses d'équipement et de logement, soutien à la consommation et à l'investissement. L'équilibre budgétaire est cependant respecté jusqu'à l'été. A ce moment, il faut encore accentuer le soutien à l'économie. La loi de finances rectificative de septembre 1975 prévoit 5 milliards de soutien à la consommation, plus de 13 milliards de dépenses en équipements publics et industriels et près de 3 milliards d'aide fiscale aux investissements productifs. La relance Chirac passe donc surtout par les investissements privés et publics.

La politique monétaire est aussi mise en œuvre : système de prêts préférentiels, allègement du coût du crédit et très forte baisse du coefficient des réserves obligatoires, qui passe de 17 % à la fin de 1974 à 2 % seulement en septembre 1975. Dans le même temps, l'État ne fait pas appel au marché obligataire, ce qui permet aux entreprises d'y trouver les moyens de financement dont elles ont besoin. Le gouvernement avait voulu une opération de soutien ponctuelle, immédiatement efficace. Nos auteurs estiment que les mesures de relance ont permis au PIB d'augmenter de 1,2 % en 1975 et à nouveau d'autant en 1976 par rapport à ce qui aurait pu se passer sans ces mesures. Cela a permis de créer 117 000 emplois en 1975 et 160 000 en 1976. En outre, la hausse des prix a été ralentie d'environ un demi-point par rapport à la tendance naturelle.

La relance du gouvernement Mauroy s'est aussi faite par le biais des dépenses, mais pas par les mêmes. Le SMIC est revalorisé de 10 % en juin 1981, puis une deuxième fois, mais moins fortement. Les prestations sociales sont par deux fois augmentées de 25 %. Les dépenses des caisses de retraite, qui auraient augmenté de 2 % à législation constante, augmentent de 2,8 % en 1981, 6,8 % en 1982 et 5,1 % en 1983. Le budget de l'État est mis à contribution pour la création de 110 000 emplois nouveaux et prévoit des subventions pour la création d'un peu moins de 30 000 emplois. Cela représente 800 millions de francs pour le budget de 1981, et 7,1 milliards pour celui de 1982, probablement 10 milliards pour celui de 1983. Le montant consacré à l'aide directe à l'emploi représente près de 25 milliards en 1983, le double de 1981.

L'ensemble de ces mesures ont un caractère évidemment structurel, c'est-à-dire qu'elles engagent le budget de l'État pour les années à venir ; les mesures de 1975 n'avaient pas ce caractère structurel. D'un autre côté, l'investissement des administrations a été stimulé, puis très vite ralenti. Les auteurs estiment l'ensemble des mesures en faveur de l'emploi et de l'investissement à 36,3 milliards en 1982.

Pour financer tout cela, les mesures fiscales nouvelles rapportent 6,3 milliards en 1981 puis 14,7 milliards en 1982. Les auteurs estiment que la politique monétaire a été plutôt restrictive, surtout en 1982-1983, alors que la politique monétaire de 1975-1976 avait été nettement expansionniste. Ils considèrent qu'en définitive les mesures prises ont permis d'augmenter la croissance du PIB de 0,3 % en 1981, 1,2 % en 1982 et 1,7 % en 1983 par rapport à ce qui aurait pu se passer si aucune mesure volontariste n'avait été prise. Cela a permis de créer ou de préserver 225 000 emplois en 1982 et 323 000 en 1983.

L'une des différences entre les deux relances provient de la situation de la France dans l'environnement international. La politique économique restrictive pratiquée au milieu de 1974 s'est faite dans le cadre d'une récession mondiale. Les mesures de relance de 1975 se

**Il y a sept ans, le gouvernement Chirac menait une opération ponctuelle basée sur les investissements publics et privés. En 1982, les mesures du gouvernement Mauroy engageaient le budget de l'État pour plusieurs années.**

par DANIEL VITRY (\*)

font en même temps que le redémarrage du commerce international. En 1981-1982, c'est l'inverse qui se produit : la politique économique de relance pratiquée en France va à l'encontre de toutes les politiques économiques de nos partenaires. Le résultat en termes de balance commerciale est clair : par rapport à la situation de référence (ce qui se serait produit sans les mesures), le déficit de la balance commerciale s'est accru de 10,7 et 11,2 milliards de francs en 1975 et 1976, et de 23 et 36 milliards en 1982 et 1983 (en francs courants).

#### Le contrôle des finances locales

La mission de stabilisation de l'activité économique reconnue à l'État passe aussi par le contrôle des finances locales. Les administrations locales ont réalisé en 1983 4,6 % de la consommation finale française et 11,2 % de la formation brute de capital, ce qui représente plus du cinquième de la consommation des administrations publiques et, surtout, les trois quarts de l'investissement des administrations.

Dans un article paru dans la revue *Politiques et management public* (vol. 3, n° 1, mars 1985), Yves Fréville et Alain Guenagnan se posent la question : « L'État exerce-t-il une tutelle macroéconomique sur les finances locales ? Le cas de l'investissement communal ». L'État a un pouvoir de contrôle direct de 37 % des ressources des administrations locales et sur des traitements de la fonction publique locale ; en outre la loi impose aux collectivités locales de respecter l'équilibre budgétaire et d'avoir une trésorerie positive. Malgré cela, l'incertitude entre la politique macroéconomique de l'État et les dépenses des collectivités locales n'est pas toujours bien réalisée. A l'aide

d'un modèle macroéconomique communal original, les auteurs ont recherché quels ont été les instruments privilégiés de contrôle de l'investissement des communes et son efficacité.

La France a un système très particulier de prêts aux communes, organisés à travers le réseau de la Caisse des dépôts et consignations, des caisses d'épargne et de la Caisse d'aide à l'équipement des collectivités locales. Ce réseau collecte des ressources d'épargne à court terme à un faible coût, du fait d'exonérations fiscales (livrets A), et transforme ces fonds en prêts à long terme à des taux de deux à quatre points inférieurs au taux du marché. Les communes sont de ce fait très dépendantes de la Caisse des dépôts.

En outre, tout se passe comme si l'existence d'un rationnement quantitatif de l'offre de crédits par la Caisse des dépôts, avec cependant un curieux effet de cliquet : lorsque la Caisse desserre la contrainte quantitative pour favoriser une relance, elle ne peut guère revenir à l'ancien niveau d'offre de prêts. Comment cette contrainte quantitative se traduit-elle au niveau des communes ? De 1956 à 1975, il y a eu un lien étroit entre les prêts et les subventions : pour obtenir un prêt de la Caisse des dépôts, les collectivités locales devaient d'abord obtenir une promesse de subvention spécifique d'équipement ; celles-ci ont donc eu un rôle multiplicateur important. Sur la période 1957-1974, les financements d'équipements s'organisaient, en moyenne, en 17 % de subventions, 58 % d'emprunts et le reste en autofinancement.

Depuis 1975, les villes de plus de dix mille habitants connaissent le système de la globalisation des

ressources externes qui fixe la répartition entre les prêts à taux privilégié et les prêts au taux du marché. On assiste aussi à la globalisation des subventions d'équipement. Il n'y a plus de lien pré-subvention : par contre, entre les subventions et l'autofinancement, il y a maintenant substitutivité.

Quelle est l'efficacité du contrôle macroéconomique de l'investissement local ? L'intensité du lien entre l'offre de financement de l'État et de la Caisse des dépôts et la demande d'équipement des communes est très controversée. Tous les tests se heurtent au fait que la moitié seulement des crédits d'investissement autorisés sont dépensés dans l'année budgétaire ; le lien offre de financement-demande d'équipement est de ce fait délicat à apprécier dans le court terme.

#### Les restructurations industrielles

La revue *d'économie industrielle* a consacré un numéro spécial aux « Restructurations de l'industrie française » (n° 31, 1<sup>er</sup> trimestre 1985). Dans leur article introductif, les restructurations industrielles : les idées et les faits... Jacques De Bandt et Yves Morvan présentent quatre schémas d'interprétation des restructurations qui peuvent se combiner éventuellement.

Le premier est celui du changement structurel continu. Le changement serait par nature concomitant à la croissance économique. La hausse des revenus entraîne des modifications de la demande au profit des biens de luxe et au détriment des biens de première nécessité. La production doit alors répondre à ces réorientations de la demande.

Le deuxième schéma est celui de l'internationalisation ou de l'émergence de nouveaux concurrents. Il s'agit ici d'intégrer l'évolution et l'impact de la division internationale du travail, du développement des capacités de production d'un grand nombre de pays et de l'apparition de nouveaux pays industriels.

Le troisième schéma explicatif est celui des mouvements longs, type Kondratieff. La technologie se transforme du fait de grandes grappes d'innovations qui ont des effets cumulatifs de hausse pendant une bonne vingtaine

d'années suivies d'une longue période de dépression.

Le quatrième schéma explicatif des restructurations est celui de la crise. Selon cette thèse, les restructurations sont les manifestations d'une crise d'accumulation : le régime d'accumulation intensive du capital a épuisé ses possibilités de rentabiliser les capitaux investis. Les restructurations peuvent alors être simplement une expression de la régulation de l'activité économique ; elles peuvent être aussi l'expression de mutations profondes. C'est cette explication qui séduit le plus nos auteurs.

Dans le même numéro spécial de la revue *d'économie industrielle*, Michel Fouglon se livre à des comparaisons internationales dans son article « Modalités des restructurations industrielles ». Pour cela, il porte sur un graphique le taux de croissance annuel moyen du stock de capital et le taux de croissance annuel moyen de l'emploi, dans différents secteurs, dans un certain nombre de pays. Deux périodes sont retenues : 1973-1979 et 1979-1981. Cette méthode permet de visualiser très facilement la progression ou la régression des secteurs.

Que s'est-il passé au Royaume-Uni ? Le taux de croissance du capital de l'industrie prise dans son ensemble a diminué d'environ un point, mais le taux de décroissance de l'emploi a augmenté de presque sept points.

Les restructurations en RFA et en France ont un point commun. Chaque fois que l'un de ces pays a pratiqué une politique économique de relance à contretemps du mouvement mondial, sa balance des paiements a accusé des déficits sévères combattus par des plans d'austérité. En RFA, contrairement aux idées reçues, l'investissement a été beaucoup plus important dans les secteurs traditionnels que dans les secteurs nouveaux : le tissu industriel s'est renouvelé sans se transformer en profondeur.

Les restructurations de la France, vues en longue période, sont moins différentes de celles de la RFA qu'on ne le pense. Il y a eu chez nous, comme en RFA, une diversification intersectorielle de l'investissement. Ce qui caractérise nos restructurations, c'est plutôt leur retard par rapport à nos concurrents.

(\*) Professeur à l'université Paris-11.



# CATASTROPHES

LA RUPTURE DE LA DIGUE A TESERO, EN ITALIE DU NORD

## Trois enquêtes sont ouvertes pour établir les responsabilités

Après la catastrophe de Tesero, en Italie du Nord, due à la rupture, vendredi 19 juillet, d'une digue retenant un lac artificiel, le nombre des morts, établi dimanche soir 21 juillet, s'élevait à deux cent quarante, a indiqué M. Elvino Pastorelli, responsable de la protection civile. On comptait encore vingt-sept disparus.

Les victimes devaient être inhumées, ce lundi 22 juillet en fin d'après-midi, dans une fosse commune et regroupées par famille.

« La justice doit être faite », a déclaré, sur les lieux de la tragédie, le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, qui a assisté à une cérémonie religieuse à la mémoire

des victimes. Le chef de l'Etat a toutefois demandé « que cette justice ne soit pas une vendetta, mais une justice saine et sévère ».

Trois enquêtes ont été immédiatement ouvertes (une enquête judiciaire et deux enquêtes administratives) et, déjà, la polémique se développe sur les responsabilités.

## Négligence, fatalité et polémique

Tesero. — Ni larmes, ni haine. On est dur au chagrin, dans ces montagnes-là. Par un beau dimanche d'été, Tesero a offert à ses morts une messe, sobre et presque sérieuse, toute de douleur contenue. N'est-ce pas, au premier rang, du président de la République, M. Francesco Cossiga, cet officie-là est passé pour une messe ordinaire. Soixante-dix morts originaires de la vallée, pourtant, emportés par le torrent de boue qui s'y est déversé vendredi 19 juillet, après la rupture d'une digue, ce n'est pas rien. Mais ni sur les places envahies d'ambulances et de carabiniers, ni dans les cafés, la douleur ne s'affiche. Le village, ce village si proche de la frontière autrichienne qu'il prend des allures tyroliennes bien davantage que latines, semble céder à une sorte de fatalisme.

« Je ne veux pas accuser de tort n'importe qui, explique un retraité. Il faut maintenant attendre le résultat de l'enquête. » L'enquête, on l'a faite, mais l'Italie, c'est le moins que l'on puisse dire, ne partage pas la désolation de Tesero. « Non, ce n'est pas la fatalité », dit-il le lendemain du drame l'Unità, organe du parti communiste italien, donnant le ton de toute la presse et de tous les commentaires officiels, du chef de l'Etat au cardinal archevêque de Milan, Mgr Martini, qui a souhaité que « les coupables soient ».

Quelques heures ont suffi pour que soient engagées trois procédures parallèles. D'abord l'enquête judiciaire confiée à un magistrat de Trente, M. Francesco Simeoni, qui a déjà lancé une quarantaine de convocations et procédé à plusieurs auditions. Ensuite, deux procédures internes à l'administration centrale et à la province de Trente, qui tentent de déterminer si tous les contrôles légaux des bassins de décontamination de la mine de fluorine et de leurs digues ont bien été correctement assurés.

Déjà les tenants des deux thèses, celle de la fatalité et celle de la négligence humaine, commencent à accumuler preuves et arguments.

Les dirigeants de la Prealpi Mineraria, la société exploitant la mine, plaident, bien sûr, la fatalité. « Il se peut qu'il y ait eu des infiltrations souterraines dans les bassins de décontamination qui les ont fait déborder », avance M. Giulio Rota, président de la société, à la sortie du bureau du juge où il s'est présenté spontanément.

### Château de sable

Rien ne permet encore d'établir on de démentir ces « infiltrations imprévisibles ». En revanche, il est sûr que depuis plusieurs semaines la Prealpi avait entrepris de faire surélever d'environ 1,50 m la digue du bassin supérieur, celle qui s'est effondrée la première. Cette surélévation a-t-elle alourdi l'ensemble de l'ouvrage, constitué par les déchets d'exploitation de la fluorine, haut d'environ 5 m, long d'une soixantaine ? La digue a lâché quelques jours à peine après la fin des travaux, s'effondrant dans le bassin inférieur et projetant donc, en geyser, l'eau contenue dans ce dernier. En quelques secondes, l'ensemble de l'installation située à environ 200 m en amont des hôtels balayés, où les touristes aimaient à aller pique-niquer, s'était écroulé comme un château de sable.

Si la Prealpi avait entrepris ces travaux, c'est parce que son volume d'activité s'était singulièrement accru dans les derniers mois. Non contente de traiter le seul minerai extrait sur place, la société s'efforçait de décrocher des contrats de traitement de minerai extérieur, activité grosse consommatrice d'eau. Ses deux bassins de décontamination étant donc devenus insuffisants, elle avait entrepris d'augmenter la capacité du second — d'où la surélévation de la digue — et même d'en creuser un troisième. A cette fin, elle avait demandé à la municipalité — démocrate-chrétienne — de Tesero de lui vendre des terrains communaux et obtenu un accord de prin-

### De notre envoyé spécial

cipe. L'opposition municipale s'était contentée de se plaindre du trafic incessant des camions apportant le minerai extérieur. Nul n'avait pipé mot des deux digues.

La concession de la Prealpi l'autorisait-elle à traiter ainsi du minerai extérieur ? Quelle administration était responsable du contrôle ? Théoriquement, l'Etat assume cette responsabilité pour les bassins d'une contenance supérieure à 100 000 mètres cubes, les provinces se chargeant des bassins plus petits. Les installations de la Prealpi, bien que dépassant apparemment les 100 000 mètres cubes chacun, étaient pourtant sous la responsabilité de la province. Quel que soit le responsable, la société avait-elle demandé l'autorisation pour exécuter ses travaux récents ? Avait-elle averti l'administration des fuites qui, on l'a appris, s'étaient déjà produites au printemps dernier dans le bassin supérieur ? Après ses fuites, avait-elle pris des mesures de sécurité ? Autant de questions auxquelles les enquêtes devront répondre.

### Des secours remarquables

Si les mois qui viennent nous promettent, sur ces points, une belle polémique à l'italienne, la parfaite organisation de secours, en revanche, a suscité dans la péninsule, toutes tendances confondues, une admiration unanime et légèrement incrédule. Pas une pelle ne manque, ni un sac de sucre dans le café des rations des quelque cinq mille hommes qui, sur 7 kilomètres environ, s'emploient à retourner chaque motte de boue, pelleteuses et béliers, continuent sans relâche leur noria. Dans toutes les prairies, on a planté au carreau des tentes et encore des tentes. A l'entrée de ces camps, on a même pris soin d'installer barrières et guérites.

Ce succès est l'œuvre d'un homme, M. Giuseppe Zamberletti, ministre de la protection civile, qui a

reçu mission de réorganiser les secours d'urgence après le véritable traumatisme national causé par le tremblement de terre de Naples où les sauveteurs étaient arrivés avec des fusils mais... sans pelles. Carabiniers, policiers, pompiers, militaires et volontaires civils travaillent ensemble, sans heurt apparent. L'Etat italien, dont on avait tant de fois, dans le passé, brocardé l'inefficacité, donne ici, depuis deux jours, un magistral démenti. Maigre consolation.

DANIEL SCHNEIDERMAN.

■ Deux missions françaises à Tesero. — Dix sauveteurs bénévoles de l'Action d'urgence internationale (AUI) disposant de matériel spécial pour le débarrasement, et notamment des pompes pour aspirer les boues, sont intervenus à Tesero (AUI, 10, rue Félix-Ziem, 75018 Paris, tél. 246-75-88).

Pour sa part, le Secours populaire français (SPF) a envoyé une mission chargée d'apporter la première aide aux familles des victimes (SPF, 9, rue Froissart, 75003 Paris, CCP 654.37 H Paris).

■ Dix morts dans une explosion accidentelle en Andorre. — Dix personnes ont été tuées et onze blessées, dont trois grièvement, dans une explosion qui a détruit les trois étages d'un supermarché, samedi 20 juillet, peu après 16 heures, au Pas-de-la-Case (Principauté d'Andorre). Cinq Français figurent parmi les victimes; les cinq autres sont espagnols. Le drame a vraisemblablement été provoqué par une explosion accidentelle de gaz propane.

## ENVIRONNEMENT

LONGTEMPS DÉFIGURÉE PAR LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

## La vallée de la Maurienne veut se refaire une beauté

### De notre correspondant

dégradations au paysage et engendrer une forte pollution. Le rejet de fluor émanant des usines d'aluminium provoqua, à partir de 1950, d'importants dommages aux forêts, mais également aux arbres fruitiers et au cheptel bovin. Vallée déjà au bord de la désolation, la Maurienne fut largement défigurée par la civilisation industrielle. Enfin, les nombreux aménagements hydroélectriques, réalisés au cours des vingt dernières années sur l'Arc et ses affluents, ont considérablement réduit leur débit, les asséchant même à certaines périodes de l'année.

### Une convention

Ces multiples agressions contre leur paysage, les élus mauriennois et la population veulent les faire disparaître, ou plus sûrement les réduire. Déjà, Pechiney, grâce à des procédés nouveaux de fabrication de l'aluminium, a fait écho d'une façon considérable les rejets de fluor dans l'atmosphère, qui sont ainsi passés de 17 kilos à moins 1 kilo pour une tonne d'aluminium produite.

En signant, le 16 juillet, à Saint-Jean-de-Maurienne, une convention avec le ministre de l'environnement, M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, les soixante-deux communes mauriennoises se sont engagées dans une procédure d'amélioration du cadre de leur vallée. La forêt dégradée par le fluor sera restaurée avec le concours financier de Pechiney; les forêts industrielles qui jalonnent la vallée de la Maurienne, véritable « rue d'usines », seront réaménagées; les infrastructures des communications et usines seront mieux insérées dans le paysage. Les maires de la Maurienne entendent également exiger d'EDF une meilleure utilisation de leur eau. Enfin, la maurienne veut promouvoir son image de marque à un moment où ces importants gisements « d'or blanc » commencent à être exploités. Quatre stations de ski nouvelles sont en cours de construction ou en projet à Val-Frèjus, à Valmeinier, à Termignon et à Beanne-Le-Thyle. Cette œuvre de longue haleine prendra plus de dix ans.

CLAUDE FRANCLION.

(1) La vallée de la Maurienne s'étend sur une longueur de 120 kilomètres.

## LES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE GREENPEACE AURAIENT ÉTÉ IDENTIFIÉS

Les auteurs de l'attentat commis, le 10 juillet dernier, dans le port d'Auckland (Nouvelle-Zélande) contre le bateau de l'organisation écologiste internationale Greenpeace, ont été identifiés, selon le premier ministre néo-zélandais, M. David Lange. « Nous savons qui a fait cela et pourquoi, mais nous n'avons pas encore suffisamment de preuves pour révéler les noms et a-t-il déclaré le 22 juillet.

Selon M. Lange, les auteurs de l'attentat avaient méticuleusement préparé leur opération, et celle-ci avait un caractère politique.

■ Incendie de forêt. — Un pompier volontaire, Pascal Chaudron, âgé de vingt et un ans, est mort carbonisé et deux de ses collègues ont été sérieusement brûlés, dimanche 21 juillet après-midi près de Murs (Vaucluse). Les trois hommes, appartenant au corps des sapeurs-pompiers de Gordes, luttaient contre un feu de paille lorsque le camion où ils avaient pris place a été entouré par les flammes.

## M<sup>me</sup> Bouchardeau : Pas de limites sacrées pour les parcs nationaux

### De notre correspondant

M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau a évoqué le délicat problème des limites des parcs nationaux. Pris en tenaille entre les vallées de la Tarentaise et de la Maurienne, les 52 839 hectares du parc de la Vanoise sont soumis depuis plusieurs années aux pressions de certaines des vingt communes riveraines. Plusieurs stations de ski conviennent, ici ou là, quelques hectares pour les transformer en pistes de ski ou pour y installer des remontées mécaniques. « Lorsque je dis que l'on peut revoir les limites d'un parc national, ça peut être pour répondre à des besoins économiques, mais c'est au moins autant pour étendre la possibilité de protection. En tout cas, on ne recule pas les limites que si la protection y trouve son compte », a indiqué M<sup>me</sup> Bouchardeau.

Interrogée sur la mise en place éventuelle d'une commission

chargée d'étudier, comme pour le parc national des Pyrénées (le Monde du 26 juin 1985), un redécoupage des limites du parc de la Vanoise, le ministre de l'environnement a répondu : « Il n'a pas été prévu de mettre en place une telle commission pour la Vanoise, mais, si cela devait avoir lieu un jour, ce serait en liaison avec tous les problèmes qui peuvent se poser pour ce parc ». M<sup>me</sup> Bouchardeau ne veut en aucun cas entendre parler d'un grignotage morcelé par morcelés du parc de la Vanoise. Seule une négociation globale pourrait être envisagée. « En la matière, a poursuivi M<sup>me</sup> Bouchardeau, ma bible, c'est le rapport Pisan, qui traite des espèces protégées. Il souligne que rien n'est intangible, qu'il n'y a pas de limites sacrées. »

C.F.

Nous l'importons, nous le distribuons, nous le garantissons 1 AN\*\*\*

**nous en sommes fiers!**



**le ST 4026 de SEAGATE\*\***  
**20 MO FORMATTES**

**Nous en sommes fiers**  
Nous le mettons dans une merveilleuse machine : l'IBM\*AT

Nous allons vous compter parmi nos clients

**Nous en sommes très fiers**

LA SECRÉTAIRERIE propose également le ST 212, ST 225 et le ST 4038 de SEAGATE, les RAM 128 K pour IBM AT, etc.

**La Secrétaire**

43, rue Beaubourg, 75003 PARIS  
Tél. : 14 (1) 277.85.00 - Téléc. : 240 537

\*IBM AT est une marque déposée INTERNATIONAL BUSINESS MACHINES  
\*\*ST 4026, ST 225 sont des marques déposées de SEAGATE TECHNOLOGY  
\*\*\*Echange immédiat, retour en nos clients

سكزا من الأصل



# culture

## FESTIVALS

### FRANCIS PONGE FÊTÉ A AVIGNON

## Poète de la République

Avignon. — « Je ne suis plus d'accord, mais alors là, plus du tout d'accord avec mon apparence physique », écrit Francis Ponge dans son livre *Pour un Malherbe*. C'est son droit, mais que lui fait-il ? Il rayonne d'intelligence, d'élégance, assis tout droit dans son fauteuil au premier rang des gradins dans le verger d'Urban V, à Avignon. Il assiste à ce qui aura été l'un des grands moments du Festival : l'acteur Christian Rist, ou plutôt jouant, quelques pages de ce livre de Francis Ponge sur Malherbe.

Il est ici chez lui, Francis Ponge. Il a passé à Avignon les dix premières années de son enfance. « La première fois que j'ai contemplé l'aube, dit-il, ce fut du pied du fort Saint-André à Villeneuve-lès-Avignon, où mon père m'avait conduit à cet effet ».

Il est chez lui aussi dans la beauté de ce décor. Dans le dos de Christian Rist, c'est une vieille maison provençale, authentique, très simple. Un escalier de pierre. Trois arbres, des fleurs. « Pour ceux qui sont nés non loin de la Méditerranée, écrit Ponge, la beauté existe. C'est celle du moindre figuier. Celle du moindre cabanon à outils dans une vigne, non loin parfois d'un pin ». « Si beaux ces talus roses aux tuiles rondes, ces platanes », note-t-il ailleurs.

Et puis Francis Ponge, ce grand poète français, qui n'a plus vingt ans puisqu'il est né presque avec le siècle, et qui est là, vêtu simplement, trinitant sa petite casquette pendant qu'il écoute sagement, comme un écolier, il est bien fidèle à ses convictions, à ses déclarations de modestie, de goût du simple nécessaire : « Nous qui ne savons trop comment vivre. Nous qui voyageons en 3<sup>e</sup>. Nous dont le muet est la seule patrie ».

Ces minutes, justes, sous les remparts militaires de la façade est du palais des Papes, dans ce jardin où vivaient des peons et des caïds, sont émouvantes. Derrière Francis Ponge se tient, sur les gradins de bois, toute une jeunesse qui écoute dans un silence absolu. Tout à l'heure, elle fera au poète une ovation formidable.

Il y a ici une gravité. La phrase de Francis Ponge est comme en suspens dans la lumière d'or du soir : « La meilleure façon de servir la République est de redonner force et tenue au langage ». La parole est venue la entendre et l'écouter de nos grands écrivains, celui qui n'a jamais fait de l'humour, qui n'a pas cherché la gloire, qui a, tous les jours de sa vie, pratiqué « une littérature sans illusions », construisant, mot par mot, pierre par pierre, quelque chose comme une « présence d'esprit ».

Les pages que dit l'acteur Christian Rist ne sont pas de tout repos. Elles constituent ce

que l'on pourrait appeler dans presque chaque œuvre de Francis Ponge « l'approche décisive de l'inscription sur la pierre ». En effet, qu'il s'agisse de redresser la mémoire d'un grand ancêtre comme Malherbe ou de décrire au plus près une chose simple de la nature comme un tronc d'arbre ou un galet, Francis Ponge, après avoir, pendant des pages, observé son « objet » sous toutes les coutures, sous toutes ses incidences de lumière ou d'esprit, en arrive au « moment décisif », celui où son texte va devoir, sur le papier, ressembler à une pierre dressée, à des paroles entaillées dans la pierre.

### Inscrits dans la pierre

Ce n'est pas par goût du solennel, de l'éternel, cette habitude de la stèle gravée imaginaire. C'est par une conscience du travail accompli, par un besoin de « lecture claire ». C'est aussi une affaire d'enfance. Ces pierres, elles entouraient Ponge petit garçon, à Avignon, à Nîmes, dans les anciennes campagnes romaines : « A l'art et à raison, et je ne sais pourquoi, j'ai toujours considéré, depuis mon enfance, que les seuls textes valables étaient ceux qui pouvaient être inscrits dans la pierre... Et surtout, je me souvenais, pensant cela, des inscriptions romaines de Nîmes... ».

Or, au moment où Francis Ponge, après des jours et des jours d'approche hésitante, de découvertes, de vie commune avec son propos, en vient à « l'acte », à « l'essai », ses paroles d'inscription qui « tiendraient encore en plein air, sous la pluie, dans le vent », oui, à ce moment, notre poète hésite, s'arrête, revient sur ses pas et recopie à maintes reprises, en changeant un ou deux mots, son essai de texte, sa tentative d'« inscription ». Ce n'est plus l'écriture régulière à laquelle nous sommes habitués, c'est un accouchements difficile, des douleurs d'enfantement, des interruptions, des recommencements, et, à vrai dire, rien peut-être n'est plus beau, n'est plus attachant dans l'œuvre de Francis Ponge que ces pages et ces pages de répétition d'une parole qui va « trouver sa voix ».

Écouter Francis Ponge, c'est très beau, d'autant plus que, pour une fois, son sourire est un petit peu plus prononcé : « Il s'agit d'exprimer quelque chose ; et que ? Quelque chose de précis ? Quelque chose de plus particulière, ce qui fait que la jeune fille qui est sous cette épitaphe, était elle, et seulement elle, et nulle autre et parfaitement belle et désirable dans sa différence... un cimetière de jeunes filles, avec ses épitaphes diverses qu'un jardin de fleurs, voilà en un sens le projet existentiel de mon œuvre. Il s'agit évidemment de jeunes filles les

plus ardentes et les plus chastes, les plus pures mais en train de mourir ».

Curieusement, l'une de ces jeunes filles dont, saison après saison, Francis Ponge s'est employé à « conjurer la mort », par ses poèmes, est un homme, un homme droit et sévère, et très masculin : le poète François de Malherbe. C'est une ancienne amitié-fraternité entre les deux hommes. Ils ont vécu, à des siècles de distance, dans les mêmes villes du Midi et de la Normandie. Et tous deux se sont employés de construire, en écrivant, toutes proportions bien gardées, « un monument utilitaire comme le pont du Gard ».

Le miracle, qui ce fut un miracle, c'est que l'acteur Christian Rist, tout le temps qu'il a joué ces pages de Francis Ponge, a élevé l'art du théâtre, l'art de la poésie, par le corps et par la voix, à une hauteur d'esprit comparable à l'écriture de Francis Ponge, le plus haut de la plus belle. Christian Rist avait préparé ce spectacle avec l'un des

hommes les plus « savants » et les plus sensibles de notre théâtre français. Jean-Marie Villégier. Rist était là, jeune, libre, lumineux, inspiré, anxieux et calme, il allait et venait entre les arbres, sur les bords roses de l'enfance de Ponge, il se taisait, il courait vers le texte, il le cherchait au plus intime de son cœur, il le murmurait dans l'ombre ou il le jetait au ciel comme un défi et ce texte si profond, si épuré, le public s'y accrochait comme à une rare chance de réfléchir, de respirer, de « servir à quelque chose », de n'être pas rien. Oui, Francis Ponge est un grand écrivain. Oui, Christian Rist s'est confié à la comme un magnifique acteur. Oui, ce fut le plus beau, le plus grand moment du Festival d'Avignon jusqu'ici. Et nous ne pouvions, quittant ce jardin, que nous redire la phrase déjà citée : « La meilleure façon de servir la République est de redonner force et tenue au langage ».

MICHEL COURNOT.

## JAZZ A NICE

## La colline des multitudes

De notre envoyé spécial

Nice. — Dans le climat joyeux et bonhomme qui est le sien, et dont on connaît peu d'équivalents, le rassemblement champêtre de Cimiez s'est achevé samedi 20 juillet. Weio le traite comme son enfant chéri, et le tient pour le plus grand festival de jazz d'Europe non sans solides raisons. On peut le suivre si l'on veut compte, à la fois, du pourcentage volontairement limité de musiciens, de la brillance de l'affiche, du nombre de participants (trois cents), de concerts (deux cent dix), et d'auditeurs (quelque cent cinquante mille, probablement). Deux athlètes viennent de faire tomber des records : Steve Cram et George Wein. L'un a percé un plateau chronométré, et l'autre créé un ancien plafond d'audience. Le premier sur un stade, le second sur sa colline, et tous deux à Nice.

Le jazz a du succès sur peu partout, du reste, en ce moment. Il inquiéterait tout de même qu'on en fasse un fruit de l'été, pour dégustation saisonnière. Les radios l'offrent abondamment, et plus ni moins qu'à l'ordinaire, et font ainsi parfaitement leur travail. Mais les têtes subitement se dédoublent, à la faveur des chaleurs, comme si le temps du jazz était le même que celui du surf ou de la planche à voile. Une chaîne s'applique à des « fusions ». La voisine autorise une émission régulière dont le principe fut cent fois refoulé. Une troisième lèche des extraits festiviels sans crier les dates, qu'Avery, de sa main, heureusement, burine, en crachant le morceau. D'abord, *One Phone Call, Street Scenes, That's what Happened*, enchaînés l'un à l'autre pour un quart d'heure, suivis d'un *Blues*. Un peu plus tard, *Human Nature, Something's on Your Mind, Time after Time*, puis quatre morceaux encore, dont un

inédit, *Hop Scotch*, et, pour finir, *You're Under Arrest*, Jean-Pierre, et Decoy. Dans le même ordre mais, évidemment, recréés, réapparition tous ces thèmes le soir du second concert, celui du mercredi, où Miles arbora, une tunique très couleur locale, bleu azur. Rien d'autre donc que du Miles récent.

Le musicien s'est expliqué de nouveau sur ces choix, devant nous, un matin, dans son appartement du « Regency » : « On ne peut plus jouer maintenant Saint Louis Blues, Tiger Rag, Tea for Two, Billie's Bounce, Seven Steps to Heaven. Les temps ont changé. Ces thèmes de jazz inclinent ceux qui les traitent aujourd'hui à des redites, des lieux communs ». Keith Jarrett est d'un avis inverse, lui qui joue des standards — et qui les rejouera, à Juan, le 23 juillet — avec la conviction que, plus encore qu'en musique classique, un matériau du jazz peut recevoir, du fait de l'interprète qui y retrouve les tournures de sa langue natale, de sa langue assimilée, réactivation, régénération, nouvelle apparence. Telle n'est pas l'opinion de Miles.

Depuis 1982, et son entretien avec Cheryl McCall, de *People Magazine*, Miles Davis n'est plus évaré d'opinions exprimées de façon discrète (1). Il relève ses larges lunettes de soleil jusqu'au sommet de son front, se recule sur le divan, et, dédoublé, pratique toutefois sans faiblesse la mise au point ou le jugement sévère : « Oui, j'ai participé à l'action de Bob Geldof pour l'Afrique. J'étais en Hollande. Mes musiciens et moi sommes passés sur les écrans géants, sinon sur les petits, des récepteurs. Nous avons donné sept thèmes, préenregistrés. (Coutage pause.) J'ai sorti cent mille dollars de ma poche pour que soit acheté mon dernier disque. Puis j'ai signé un contrat chez Warner où je serai, je crois, plus libre. C'est toujours dur de ne pas céder à la pression du monde blanc et du monde commercial. Un silence, et l'index pointé vers le plafond : « Même Darryl Jones, mon bassiste, se demande s'il ne devrait pas aller jouer avec Sting. S'il le fait, il est cul. Il gagnera son talent et son savoir, acquis auprès de moi. Pourquoi ? Pour la sécurité dans l'existence ? Qui peut parler de cette manière ? Chacun de nous peut mourir demain. Et moi, qui vois tant de musiciens minables, lamentables, gagner gros parce qu'ils sont blancs, vais-je me cacher derrière Bob Berg et John Scofield, en les poussant vers le devant de la scène ? On ramasserait plus de fric, ça ferait un pop group — et de l'or ».

### Un phénomène d'art

Le lecteur pensera peut-être qu'il n'y en a pas de moins-ci que pour Miles. Mais il n'est pas tellement courant de constater qu'un fait de société, une réussite « médiatique », est, simultanément, un phénomène d'art, une réussite esthétique. Miles ne l'a pas, c'est vrai, le seul moteur du succès de Nice. Au cours de sa seconde soirée, nous avons un moment quitté le jardin et rencontré, plus loin, une foule aussi dense et énorme, assise au pied du podium du Dirty Dozen Brass Band et noyant de sa masse l'amphithéâtre romain qui recevait le Johnny Otis Show. Foule vibrante, ardente, expansive, qui applaudissait ses propres héros.

Ca, c'est Nice : d'un côté la « new music », et, de l'autre, le jazz de toujours, sous des formes, fréquemment, renouvelées.

Le Dirty Dozen, dans sa remontée aux origines, à cent ans de distance reprend, en y infusant les idées modernes, le style des cliques de défilés, des fanfares de coins de rues, des orchestres de pique-niques, avec la grosse caisse et le tambour accrochés aux épaules des frappeurs, et les cuivres jasant le feu de Dieu : le fantôme de Parker danse avec ceux de Claiborn Williams et de Lorenzo Tio. Quant à la troupe de Johnny Otis, elle continue d'être au-dessus du lot dans le rythme et blues, avec ses chanteurs, ses chanteuses, son équipe de « démentaux » en toilette chic, qui brillent les planches.

Comme à son habitude, Wein a eu l'intelligence de reconduire ce qui marche, de réinventer les familiers : Mike Brecker, Dizzy, Thad Jones, Fats Domino, B. B. King, mais aussi d'engager, outre de très nombreux Français réputés ou mal connus, des musiciens et des groupes étrangers qu'il n'avait encore jamais inscrits à ses programmes : Shorty Rogers, Airtio Moreira et Flora Purim, Lee Ritenour, Jackie McLean, Bob James, Pizzis Express, Conjunto Quercido (pour le tonbe « salsa ») et son propre Newport All Stars, avec lequel il se fait plaisir. On le sait enthousiaste et généreux.

L'une de ses fiertés est d'avoir inventé Cimiez. « Cela fait, dit-il, une manifestation supplémentaire où peuvent avoir lieu des concerts, plus rares qu'ailleurs, même en Amérique. A New-York, outre les grands cabarets de Greenwich Village, existent une quarantaine de petits clubs de jazz, ce qui nous reconduit à la situation des années 50, mais, personnellement, je me consacre plutôt aux organisations de « rencontres ». Cette année, c'est le trentième anniversaire de l'installation du jazz dans le Freebody Park de Newport. J'ai l'impression de le célébrer ici, sous les arbres. Je reviens désormais à Newport (en août), après New-York et Nice, après Boston (dix jours en mars), La Nouvelle-Orléans (fin avril-début mai) et Los Angeles (en juin). Mon titan c'est New Orleans Jazz and Heritage, sur l'Hippodrome, à dix minutes de Canal Street. Mais Nice, si son ascension continue, pourrait peut-être s'approcher de lui ».

Mais si, sait-on jamais, telle chose devenait vraie, en ce qui nous concerne, il ne serait même plus pensable de nous approcher des vedettes comme Miles, que certains habiles, par le fignolage de l'arrière-scène, contemplant à loisir, et souvent de face, puisque, souvent, il joue de nos. Nous, à travers les feuilles que les botanistes ont pris soin de nommer persistantes, avons, au contraire de celui qui dispose son corps au sommeil et s'expose au rêve, tendu notre regard en appelant le mirage. Il n'est pas venu. Nous n'avons maintenant, pour nos yeux tout au moins, que de très petites perceptions.

LUCIEN MALSON.

(1) Lire l'entretien avec Miles Davis dans le *Monde* du 18 juillet.

\* Dernier concert en France de Miles Davis ce soir 22 juillet à 22 heures au parc de La Villette.

## NOTES

### « SALE TEMPS POUR UN FLIC »

#### La police sur la sellette

Produit par Orion, la compagnie dans le vent, mais distribuée chez nous par Fox, *Sale temps pour un flic* n'est pas le simple film de série noire qui pourrait laisser supposer un tel titre. *Code of Silence*, pour reprendre l'original anglais, reflète bien mieux l'ambition des auteurs : jusqu'où va la solidarité des membres d'un même corps constitué, la police, face à des « déviances » ?

Le sergent Cusack (Chuck Norris), qui a mené une opération pour prendre sur le fait un gang colombien de trafiquants de drogue, est doublé par la Mafia, qui règle ses comptes. Il apprend qu'un collègue a par erreur descendu un jeune Portoricain, lui permettant ensuite un revolver sur le min. Lors de l'enquête qui en résulte, il découvre que le collègue en question. Si tout finit bien, c'est parce qu'il existe, aussi implacable, un autre code, hollywoodien, qui exige le triomphe des bien pensants.

Chuck Norris, qu'on verrait mieux modérer de la poterie à Saint-Paul de Vence, ou à Cape Cod, incarne un bien étrange

« cop », père tranquille s'il en fut, et pourtant superman dans l'arme, amule de Bruce Lee, héros de western, invincible, intraitable. Trop est trop, et l'ingénue de service n'arrange rien. Les auteurs se sont égarés entre plusieurs directions possibles, sacrifiant la logique du sujet aux effets automatiques, à un excès de courses-poursuites, de bagarres et de fusillades.

Chicago, ultra-américaine et en même temps provinciale, toujours aussi magnétique avec son métro aérien au milieu des gratte-ciel, sert de décor à l'action.

LOUIS MARCORELLES.

### FRANCE-ALLEMAGNE

#### Trente et un artistes en bateau

Trente et un peintres et plasticiens français et allemands ont passé cinq jours en bateau sur la Moselle puis sur le Rhin, au début du mois de juillet. Réunis par le Goethe Institut et la direction régionale des affaires culturelles de Lorraine, grâce aux fonds publics des deux pays, ils ont confronté leurs recherches personnelles, mais surtout leur statut et leur vie d'artistes.

Les Fonds régionaux d'art contemporain (FRAC) installés

dans les vingt-deux régions françaises depuis 1982 rassemblaient fort, pour les Allemands, à une mainmise de l'Etat sur l'art. Les comités de sélection achetaient aussi bien français qu'étrangers, et ce ne sont pas une ou deux toiles vendues par un qui vont régler nos problèmes quotidiens », répliquait-on, amer, du côté français.

Outre-Rhin, en effet, l'écid semble moins ponctuelle. Les Kunstverein, sans équivalent en France, sont des « associations pour l'art » financées par des mécènes, les municipalités ou les Länder (régions), et sont présidées par des personnalités influentes. En outre, au cours des cinq dernières années, dix-huit musées d'art contemporain ont été ouverts en Allemagne fédérale.

Tous se sont retrouvés sur la difficulté de montrer leur travail. On estime à quarante mille en France et cinquante mille en Allemagne les artistes désireux d'exposer. Si le manque de structures est chronique dans les deux pays, l'Allemagne, par le biais des Kunstverein, possède deux mille cinq cents institutions adéquates. Mais il est vrai qu'un cinquième des expositions allemandes présentent... des artistes étrangers.

JEAN-LOUIS BEMER.

## A TOURS

### Un centre de création contemporaine

Tours vient de se doter d'un centre de création contemporaine. Il est situé dans les anciens ateliers du lycée Paul-Louis-Courier, au plein cœur de la ville, derrière la cathédrale, et bénéficie d'une voirie de 250 m<sup>2</sup>.

Le centre, qui a déjà ouvert ses portes, abrite jusqu'au 15 août une exposition intitulée « Séduction : l'éveil photographique français », avec deux cents tirages de Boudinet, Dolmieu, Dieuzeide, etc. L'exposition clouera par la suite en Europe et aux Etats-Unis.

Organiser des rétrospectives, faire le point sur la recherche en matière d'art, montrer les différentes tendances actuelles, telle est la vocation du centre, géré par l'association Tours art vivant. Celle-ci s'attachera, en outre, à diversifier ses activités dans tous les domaines de la diffusion, notamment l'édition.

\* Centre de création contemporaine, rue de la Bazouche, 37000 Tours. Tél. : (47) 66-30-00. Ouvert de 15 heures à 19 heures, sauf le lundi.







ET DU

مقالات

# COMMUNICATION

Lundi 22 juillet

## PREMIERE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Cinéma (cycle Hitchcock) : le Procès Paradis.  
Film américain d'A. Hitchcock (1947), avec G. Peck, A. Todd, G. Laughton, A. Valli, L. Jourdan (N.).  
A Londres, un avocat chargé de défendre une femme accusée d'avoir empoisonné son mari, s'oppose à celle-ci et risque sa carrière contre le juge menant le procès. Ambiguïté psychologique, reconstitution du tribunal d'Old Bailey, performances d'acteurs.  
22 h 25 Les étoiles du rêve, ou les grands studios de cinéma dans le monde.  
De C. Siegal et S. Kurt, présentation et commentaires de Jeanne Moreau.  
La France : la règle de l'illusion. La magie de Melitz où le réal de Lumière ? Y a-t-il opposition ? Les Français raillent de ce genre de débats, présente à des discussions théoriques et esthétiques sous la direction de Pierre Braunberger, Claude Chabrol, Bertrand Tavernier, Jean-Jacques Benoit apportent leur commentaire.  
23 h 25 Journal.  
23 h 40 Choses vues : Hugo, lu par Piccoli.

## DEUXIEME CHAÎNE : A 2

20 h 35 Opéra : La « Ring » du centenaire.  
L'Or du Rhin, de Wagner, sous la direction de P. Boulez, mise en scène P. Chouan, Avec D. McIntyre, M. Egel, S. Jerusalem... (en liaison avec France-Musique) (Redif).  
Des maîtres d'œuvre prestigieux pour la Tétralogie de Wagner : cela donne une mise en scène bien servie par la caméra qui détruit moins l'illusion théâtrale qu'elle ne la reconstruit, une véritable présence scénique des acteurs-chanteurs...  
23 h 5 Magazine : Plaisir du théâtre.  
De P. Laville.  
Au sommaire : « Tribulations de d'Artagnan en Chine », d'après Alexandre Dumas ; « Le Dindon », de Feytaud ; « La Renaissance à Chateaufort », Michel Galabru dans Molière.

## TROISIEME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La Guérillera.  
Film français de P. Kari (1981), avec A. Belli, J. P. Cassel, M. Rons, V. Abril, A. Stewart, J. Serres.  
Portugal 1812, au moment du repli des armées napoléoniennes. Deux femmes de généraux français et leur escorte partent avec une guérillera et ses hommes, qui les ont pris en otage. Mi-film d'aventures historiques, mi-essai littéraire sur une « philosophie » de l'amour.  
22 h 10 Journal.  
22 h 35 Thalassa.  
Magazine de la mer, de G. Pernoud.  
Les compétitions de chasse-marin : chasse ou massacre ? Reportage de Claude River.  
23 h 2 Prélude à la nuit.  
Prémices, sextuor à vent de Tomasi, interprété par les Philharmoniques de Châteaufort.  
CANAL PLUS  
20 h 30 Laurel et Hardy au Far-West, film de J.W. Horne : 21 h 35, Téléfilm, Total, ou une fin du monde : 22 h 30, Les plus grandes corridas : 23 h 30, Festival de jazz d'Amboise 84 : 0 h, Hill Street Blues : 0 h 45, Histoire d'O n° 2, film de E. Rochat : 2 h 30, L'hôtel du folie.

## FRANCE-CULTURE

20 h 30 Carie blanche, par Lily Siou : la Petite Fugue, de P. Besson, Avec F. Christophe, C. Hubert, R. Favey...  
21 h 30 Radio festival, en direct d'Avignon. Autour des théâtres indiens : rencontres improvisées avec la « vie » du festival ; à la Chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon : ensemble Organum (chants grégoriens).

## FRANCE-MUSIQUE

20 h 35 Soirée lyrique (en simultané sur Antenne 2) - Festival de Bayreuth : Le ring du centenaire : « l'Or du Rhin » de Wagner par les Chœurs et l'Orchestre du Festival, dir. P. Boulez sol. D. McIntyre, M. Egel S. Jerusalem, H. Zelnik.

Mardi 23 juillet

## PREMIERE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 ANTOPE 1.  
11 h 45 Les deux ches vous.  
12 h 00 Jou : Le grand labyrinthe.  
12 h 35 De port en port.  
13 h Journal.  
13 h 45 Choses vues : Victor Hugo lu par Michel Piccoli.  
13 h 55 Croque-vacances (et à 18 h 45).  
Variétés, dessins animés, bricolage...  
14 h 30 Santé sans ruges.  
Plus loin que le soleil, le sommeil de l'enfant.  
15 h 30 Muses : Vividit, c'est Venise.  
Emission de M. Penne-Nestor.  
17 h 35 La chance aux chansons.  
18 h 15 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 25 Série : Mandrin.  
19 h 15 Jou : Anagramme.  
19 h 40 Les vacances de monsieur Léon.  
20 h Journal.  
20 h 35 Haroun Tazieff raconte « sa Terre ».  
Nombres : Les déserts arides de glace.  
Déserts de sable, déserts glacés des pôles, répartition des zones désertiques sur la Terre, explications climatiques de ces phénomènes, par l'un des grands vulcanologues français, Haroun Tazieff.  
21 h 30 Théâtre : Là où vous êtes.  
D'Alain Malraux, avec C. Marchand, H. Bellon, J. Davy.  
Les retrouvailles d'une famille désemparée : un fils déserteur et hystérique, une fille aînée très introvertie... tous se rassemblent autour de leur père gravement malade... Un drame psychologique.  
23 h 20 Vidéo-danse : Vue imprévisible.  
De J.-P. Botella, G. Martinez, Avec D. Larrieu, P. Henric, G. Apeix.  
Les nouvelles techniques vidéo permettent d'élaborer des créations chorégraphiques originales.  
23 h 35 Journal.  
23 h 50 Choses vues : Victor Hugo, lu par Michel Piccoli.

## DEUXIEME CHAÎNE : A 2

6 h 45 Télématin.  
11 h 45 Récré A 2.  
Pochette : Les Petites canailles.  
12 h Journal et météo (et à 18 h 40).  
12 h 10 Jou : L'académie des neuf.  
12 h 45 Journal.  
13 h 35 Série : Simon et Simon.  
14 h 25 Aujourd'hui la vie.  
Vivre en rock.  
15 h 25 Série : Douze légionnaires.  
15 h 55 Sports été.  
Golf : open de Grande-Bretagne.  
18 h Récré A 2.  
Vidéotext : Zora la roussie.  
18 h 50 Jou : Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Informations régionales.  
19 h 40 Feuilletton : Permis de construire.  
20 h Journal.

20 sur tous les accessoires de salle de bains et de cuisine, jusqu'à 20h30 à la SAMARITAINE-RIVOLI

20 h 35 Cinéma (cycle Chaplin) : Monsieur Verdoux.  
Film américain de C. Chaplin (1946), avec C. Chaplin, M. Comol, M. Raye, I. Elson, M. Hoffman, M. Nash (N. Rediffusion).  
Dans les années 30, un employé de banque français réduit au chômage par la crise, séduit de riches veuves qu'il épouse et assassine, s'empare de leur argent pour spéculer. Inspiré de l'histoire de Londres, un pamphlet social d'une rare violence, sous son comique débridé. La société américaine est visée.  
22 h 35 Chants d'œuvre en péril : Carrosses et attelages.  
Magazine de P. de Lagarde.  
Carrosses et attelages d'avant et d'après la Révolution française, les plus belles collections de Londres, Vienne ou Lisbonne.

## LES DÉCISIONS SUR LA TÉLÉVISION PRIVÉE

### L'échéance de 1986 pèsera sur le choix de M. Mitterrand

De semaine en semaine, les décisions gouvernementales sur la télévision privée prennent du retard. Promises par le premier ministre pour la fin juin, on les attend maintenant pour le conseil des ministres du 24 juillet ou pour celui de la semaine suivante. Groupes de communication, agences de publicité et administrations campent sur le pied de guerre en s'interrogeant sur les raisons de l'embarras gouvernemental. Le rapport de M. Jean-Denis Bredin a défini le paysage audiovisuel, les enjeux de sa modification et proposé des réponses possibles. Les quelques candidats restés en lice ont fait connaître leurs positions. Tout semble donc prêt depuis longtemps pour les arbitrages.

L'élément nouveau - celui qui bloque la machine - est essentiellement politique. Lorsque le président de la République proposait en janvier dernier la création de quatre-vingt-cinq télévisions locales, il songeait avant tout à la campagne des législatives : la gauche devait parer à une éventuelle prolifération de télévisions pirates et produire les candidats sur le terrain des libéraux hertziens.

Aujourd'hui, M. François Mitterrand et ses conseillers songent surtout à l'après mars 86. L'opposition a clairement annoncé, en cas de victoire aux élections, son intention de privatiser une grande partie du service public et M. Robert Hersant s'est immédiatement porté candidat pour racheter une chaîne. Ne faut-il pas riposter en créant dès maintenant une chaîne privée proche de la gauche ? Telle est l'interrogation qui agite de nombreux responsables socialistes.

Encore faut-il trouver l'entrepreneur de gauche qui se lance dans l'aventure. Tous les regards se tournent vers M. Jean Riboud, proche de M. Mitterrand et président de Schlumberger. Alors que les groupes de communication français ont du mal à dégager suffisamment de cash-flow pour se payer une chaîne, Schlumberger dispose de revenus assez confortables pour ne

pas reculer devant un investissement de 1,5 milliard. M. Riboud est partant mais il pose ses conditions : il veut le réseau VHF de l'ancienne première chaîne en noir et blanc. Le seul à couvrir totalement le territoire, le seul à assurer à une télévision privée une position de force face à ses futures concurrentes.

L'ennui, c'est que le réseau VHF a été donné à Canal Plus et que son président, M. André Rousselet, un autre ami de M. Mitterrand, n'entend pas déménager. Pour M. Rousselet, Canal Plus a dépassé le cap de ses difficultés financières et ses abonnements sont en nette reprise. Condamner la chaîne payante serait donc une erreur économique et un faux pas politique. La quatrième chaîne n'est-elle pas un projet du président de la République, un acquis du gouvernement socialiste, une planche de secours pour le cinéma français en difficulté ? Et le président de Canal Plus abait sa carte maîtresse : si l'Etat veut reprendre le réseau VHF, il devra dédommager Havas et les actionnaires de la chaîne pour plus de 1 milliard de francs. L'addition commence à devenir lourde pour le projet de M. Riboud.

Depuis un mois, dans les cabinets ministériels, on s'efforce de trouver un compromis entre les deux points de vue : un partage de l'antenne entre une chaîne commerciale et Canal Plus qui continuerait d'être à partir de 22 heures, une restructuration du capital avec un retrait progressif d'Havas. En vain : aucune solution ne trouve grâce auprès de M. Rousselet et de M. Riboud qui entendent tous deux conserver l'entier contrôle de leur projet.

Le dossier est depuis dix jours à l'Elysée mais M. Mitterrand n'a pas encore tranché. De cet arbitrage politique dépend tout le reste du scénario. Si une chaîne privée s'installe sur le réseau VHF à la place de Canal Plus, il est peu probable que d'autres initiatives se hasardent à lui faire concurrence, à l'exception sans doute du projet de chaîne musicale

nettement moins ambitieux. Si, au contraire, Canal Plus conserve son réseau et son statut de chaîne payante, il laisse un marché publicitaire suffisant pour une ou deux chaînes multivilles comme le prévoit le rapport Bredin. RTL Télévision et la SOFIRAD, à travers Télé-Monte-Carlo, sont les mieux placés pour entretenir très rapidement.

#### Quatre chaînes pour huit candidats

Reste la solution de compromis, élaborée pour certains conseillers de Matignon et reprise par notre confrère le Point dans son numéro du 22 juillet. Elle consiste à donner satisfaction à tout le monde : la chaîne de M. Riboud et Canal Plus se partagent le réseau VHF. RTL et TMC un réseau UHF, les stations régionales de FR 3 et la chaîne culturelle cohabitent sur le réseau de la troisième chaîne et Europe 1, NRJ, Gaumont, Fillipacchi et les autres se débrouillent avec le canal musical.

Ce compromis brille davantage par son ingéniosité diplomatique que par son réalisme économique. Le dossier des télévisions hertziennes ressemble aujourd'hui à ce jeu où une dizaine de candidats tourmentés de quatre chaînes. Au signal, chacun cherche à s'assurer et ceux qui restent debout sont exclus du jeu. On peut bien sûr éviter qu'il y ait des perdants en autorisant les candidats à partager le même siège. Mais, outre l'inconfort évident d'une telle position, il est à craindre que les chaînes ne craquent sous un poids excessif.

Le marché publicitaire, en période de crise, n'est pas très élastique. Le rapport Bredin évaluait ses réserves potentielles entre 1,5 et 2 milliards de francs, de quoi financer un peu plus d'une chaîne privée, un peu moins de deux, certainement pas cinq. L'aventure tournerait alors à la débâcle pour tout le monde.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

## La singulière reprise de Canal Plus

Vendredi 19 juillet, le standard de Canal Plus a enregistré un abonnement toutes les trente secondes, pulvérisant le record de la semaine précédente. Les responsables de la chaîne payante, eux-mêmes, ont du mal à en croire leurs yeux. On est en pleine période de vacances, au moment crucial de la consommation télévisuelle, et la campagne de promotion, qui proposait un mois gratuit, s'est achevée une semaine auparavant. Pourtant, les chiffres sont là : Canal Plus, dont les difficultés financières et l'avenir incertain font les gros titres de la presse, réalise, avec une moyenne de 5 750 abonnés par semaine, son meilleur score depuis le mois de janvier.

Plus conseillent à leurs amis de s'abonner : ils n'étaient que 56 % il y a sept mois, 67 % des abonnés contre 48 % en décembre dernier. Les abonnés à Canal Plus, ils sont 112 200, les employés, de 11,2 % à 16,9 %. Des catégories de Français, gros consommateurs de télévision et qui ne peuvent pas toujours s'offrir un abonnement. Si la tendance se confirme, il faudra bien reconnaître que la chaîne payante peut être, lentement et grâce au bouche à oreille, le public-socle de la télévision, celui qui a porté il y a trente ans l'extension du parc des récepteurs, celui qui a continué à acheter des magnétoscopes malgré l'avalanche de taxes qui s'est abattue sur la vidéo.

J.-F. L.

## VERS UN ARBITRAGE GOUVERNEMENTAL DANS L'UTILISATION DE LA FM PAR LES RADIOS PÉRIPHÉRIQUES

Dans un entretien accordé le 21 juillet à l'AFP, M. Jean-Pierre Hoss, directeur général de Radio-Monte-Carlo, a indiqué que le gouvernement pourrait rendre son arbitrage sur l'utilisation de la bande en modulation de fréquence par les radios périphériques, en même temps que les décisions sur les télévisions privées. Il y a un mois, le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication avait demandé, dans une note écrite au premier ministre, que les deux dossiers soient joints.

Comme Radio-Monte-Carlo, Europe 1 et RTL souhaitent diffuser leurs programmes grandes ondes sur la bande FM, notamment dans les grandes agglomérations, afin de bénéficier du confort d'écoute et de mieux résister au gain d'audience des radios locales privées.

## TF 1 ET LA RAI 2 COPRODUIRONT 46 HEURES DE PROGRAMMES

TF 1 et la chaîne de télévision publique italienne RAI 2 ont signé le 16 juillet à Paris un accord de coproduction portant sur quarante-six heures de programmes, évaluées à près de 100 millions de francs. M. Hervé Bourges, PDG de TF 1, a insisté sur « le haut niveau culturel » des émissions prévues dans le cadre de cette « coopération ambitieuse et réaliste ». Vingt-six heures de fiction, onze heures de variétés et six heures de documentaires devraient être diffusées en France à partir de la fin 1986.

M. Pietro de Berti Gambini, directeur de la RAI 2, s'est réjoui des « grandes chances de succès commercial » des émissions en projet, soulignant la volonté des deux partenaires de « construire un patrimoine culturel commun ». Un protocole d'accord avait déjà été signé entre TF 1 et la chaîne italienne en 1983, qui avait permis la coproduction de vingt-six heures de fiction.

Parmi les programmes envisagés figurent notamment « le Corège des vainqueurs », une adaptation d'un roman de Max Gallo, et « Riviera », une série policière internationale de grand luxe dont le décor s'étendra de Marseille à Gènes.

TF 1 et la RAI 2 sont, d'autre part, en négociation sur deux gros projets de séries à grand spectacle : « Les Mille et Une Nuits » et une vie de Jules César.

Le Monde  
dossiers et documents

# LE SHOWBIZ

DOSSIERS ET DOCUMENTS :  
LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

JUIL-AOÛT 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 580 F



# INFORMATIONS « SERVICES »

## LE JEU DU LUNDI LE PARRAIN



Le Petit Laurent - homme amical et parodique, à vingt ans de distance, au Petit Nicolas, illustre créature de Goscinny et de Sempé (1) - sort souvent avec des amis plus ou moins proches de ses parents qu'il a pris l'habitude de surnommer affectueusement « parrain ».

Sauriez-vous identifier chaque lundi les événements auxquels fait allusion le texte et découvrir finalement quelle personnalité, de la majorité ou de l'opposition, se dissimule derrière cet énigmatique diminutif ?

Aujourd'hui, parrain est venu déjeuner à la maison. J'aime bien quand il vient, parce que maman prépare plein de choses et qu'on a le droit de se resservir. Elle avait fait la liste des commissions pour papa, et quand il est rentré ça a fait toute une histoire parce qu'il avait oublié d'acheter les tomates, et que les tomates à la provençale sans tomates c'est pas aussi bon. Papa lui a dit que, de toute façon, l'écocentrique ne ferait pas la différence et que, d'ailleurs, c'était idiot de faire un plat provençal à quelqu'un qui n'était pas de la région. Ils étaient en train de crier tous les deux quand on a sonné à la porte. « C'est parrain », j'ai dit, et je suis allé ouvrir.

Parrain était là avec des fleurs pour maman et un cadeau pour moi : la voiture de pompiers avec le sirène et tout. Super. « Merci parrain », j'ai dit, et c'est dommage qu'il ne se soit pas baissé au moment d'entrer, parce qu'il s'est cogné contre le lustre et qu'il a fait tomber ses lunettes, qui se sont cassées. C'est même comme ça que j'ai su que papa se trompait quand il disait que les lunettes de parrain n'avaient pas de verres dessus. Heureusement, il avait une paire de rechange. « Bonjour mes enfants », il a fait, et il a embrassé maman qui lui a raconté le coup des tomates. « Aucune importance », a répondu parrain, je vais aller en acheter moi-même. Tu viens avec moi Laurent ? Oui, oui, j'ai fait, et on est parti.

« Où ta maman va-t-elle faire ses courses ? », m'a demandé parrain. Je lui ai montré, on a traversé la place der-

rière la maison en longeant l'hôpital, et on est arrivé chez le marchand. On est resté un peu longtemps parce que parrain a voulu serrer le main à tout le monde, même au bébé, qui a été un peu étonné. « Si on passait par le marché pour rentrer », il m'a dit. C'est comme ça qu'on a été dire bonjour à tous les commerçants du quartier, sauf l'épicerie arabe que parrain a oubliée. Il leur a dit bonjour à tous, et puis d'autres choses que j'ai pas bien comprises sur les paysans qui avaient bien raison et la vie qui était dure et que c'était la faute à la gauche. Il n'y a que chez le papa de Rély - Rély, c'est le premier de la classe et le chouchou de la maîtresse - que ça s'est mal passé, parce qu'ils ont parlé de trucs compliqués : une histoire d'habitation je crois. Et puis c'est quand ils ont discuté d'un copain à eux, un Jean-Marie quelque chose, qu'ils se sont vraiment fâchés.

Alors parrain m'a pris par le main et il m'a dit : « On s'en va ». Sur le chemin du retour, parrain m'a raconté plein de choses, je me souviens pas très bien, mais c'était pas facile à suivre parce qu'à chaque fois qu'on croisait quelqu'un il s'arrêtait pour dire quelque chose. Il est formidable parrain, il connaît tout le monde.

Et puis, en arrivant devant la porte, j'ai demandé à parrain les tomates pour les donner à maman. « Les tomates », il a fait, et il s'est tapé sur le front. C'est pas grave, on a mangé du hechté parmentier et c'était très bon quand même...

(1) Albums parus aux éditions Denoël.

Solution dans notre prochain numéro

## Lever de rideau en haute couture

270 millions de chiffre d'affaires en 1984 pour la haute couture parisienne, qui présente ses collections d'hiver, soit une augmentation de 35 % sur l'année précédente dépeçée par les quelque trois mille cinq cents clientes des vingt-quatre adhérents de la chambre syndicale, nous dit Jacques Mouchet, son président délégué.

Hanaï Mori choisit, pour le jour, de stricts tailleurs de tweed ou de flanelle grise à jupe droite, veste ajustée et gants mousselineux. Je leur préfère de beaux manteaux en grosse laine canari, vermillon, écarlate à grandes manches froncées le long du bras, sur pantalons en souple velours noir.

Nervures, drapés et autres genres de travail d'atelier distinguent les incommensables robes habillées qu'on vient chercher ici : chemises impré-

doublement de la profondeur des plis. La femme d'affaires, le tailleur spencer avec jupe ajustée, voisine avec Esmeralda en robe de taffetas vert mignot au genou, à jupe virevoltante et gilet ajusté, brodé en contraste.

Tout est travaillé, brodé, paillonné ou ourlé de fourrure. Le satin étoilé et scintillant compose des marinières sur jupes plissées ou en formes plus légères que les modèles longs mêlant le satin vif au velours noir, dans un mouvement de tournure destiné aux soirées officielles.

Très en vogue, Gérard Pipart, chez NINA RICCI, associe les couleurs dominent le gris et le noir. Ces thèmes se retrouvent de la tête aux pieds à partir des falbesques géantes des étendards de Beaux-Arts en renard, piquées d'une rose assortie fuchsia, violette, rouge ou émeraude sur de belles robes et tailleurs de flanelle ou de jersey. Les modèles de diadème en velours noir découvrent la cheville, tandis que des broderies de strass forment un effet d'écharpe nouée sur des robes fluides fendues sur la jambe. Encore du velours décollé dans le dos, des ensembles de princesses hindoues s'ouvrant sur des t-shirts caparaçonnés de pierres. Les plumes d'autruche dans les tons des imprimés sont traitées en boucles multicolores.

Si le monochrome des années 30 se fait sentir tout au long de la collection, le noir, le rouge et le gris ressortent de façon très moderne.

N. M.-S.



(Dessin de MARC BOHAN.)

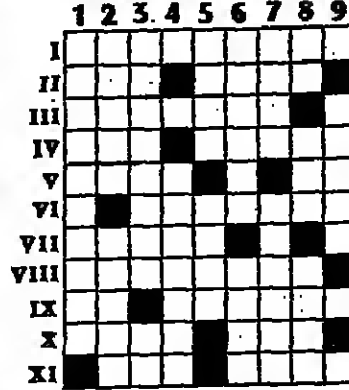
Christian Dior, veste d'habit à la française, version 1985, trois-quarts à revers, taille cintrée, grand pli dans le dos sur jupe courte en flanelle gris bleue.

mées aux genoux, broderies d'or et de strass, voire des broches importantes placées entre la taille et le mollet pour retenir le mouvement drapé de robes au décolleté seyant en satin jaune ou noir qu'agrémentent de courtes capes de plumes d'autruche.

TORRENTE jongle avec les styles entre genou et mollet, aux carures si larges qu'elles demandent le

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4014



### HORIZONTALEMENT

1. Le fait d'être juteux ne les rend pas nécessairement coulants. - II. Écossais sans vérification. Ophiophage. - III. A la tête à Normale ou à les jambes anormales. - IV. A son cours dans une royauté où la couronne est monnayable. Menées à leur fin. - V. Enterré avec un espoir de renaissance. Éclaircie dans une vie de chien. - VI. Art ménager. - VII. Maître chanteur. - VIII. Communion privée. - IX. L'inconnu dont on parle. Vers des rivages occidentaux. - X. Porte conseil ou porte tort. Tous ses fonds sont en Suisse. - XI. Celle de la Cité est au cœur de celle de France. Perles.

### VERTICALEMENT

1. On ne peut la soutenir que lorsqu'elle est fortement étayée. -

2. Reste tragique même quand on y joue du rigolo. Froisse ou chiffonne. - 3. Le dérailleur est sans appel. Personnel. - 4. Fait en sorte d'avoir meilleure mine. - 5. Premier maître à bord. Blanche, elle est intimement liée à l'homme en vert. - 6. Ne pas savoir s'arrêter à temps. Auras donc un but. - 7. Baigneuse légendaire. Profit ou profiteuse. - 8. Suffit à celui qui s'exprime à demi mots. Cas de transsexualisme. Milieu d'Irlandais affranchis. - 9. Exprime la satisfaction ou l'impatience.

Solution du problème n° 4013

### Horizontalement

I. Dépensiers. Mne. - II. Opiation. Axolotl. - III. Ri. Admonition. - IV. Yser. Usée. No. - V. P.C. Grés. In. Haut. - VI. Ho. Annulaire. - VII. Opuscule. Role. - VIII. Ressentiment. Cl. - IX. En. Age. GÉ. Hal. - X. Cimenterie. Ras. - XI. Eh. Al. El. Gap. - XII. Pamélon. Apis. - XIII. Al. Université. - XIV. Iso. Ur. Uniparc. - XV. Serinette. Etés.

### Verticalement

1. Doryphore. Epais. - 2. Episcopo. Chaise. - 3. Pi. Us. Or. - 4. Elargissement. - 5. Nid. Cène. Un. - 6. Somme. Un Nature. - 7. Ino. Salvation. - 8. Nu. Neige. Ni. - 9. Raisin. Mère. Vac. - 10. Esthétique. liens. - 11. Sole. Longe. Ri. - 12. La. Halle. Gaspé. - 13. Monnaie. Rapial. - 14. Ul. Orr. Chapitre. - 15. Elu. Ténis. Sées.

GUY BROUTY.

## MÉTÉOROLOGIE

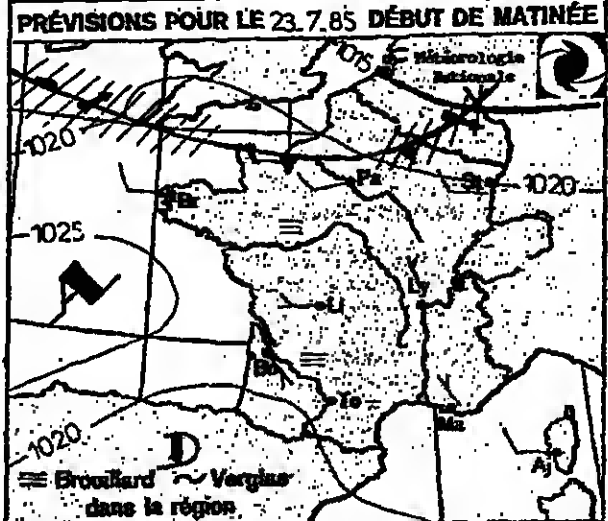


SITUATION LE 22 JUILLET 0h GMT.

Évolution probable du temps en France entre le lundi 22 juillet à 0 heure et le mardi 23 juillet 1985 à minuit.

Les perturbations d'origine atlantique continuent à dériver en marge de la France, ne couvrant que faiblement les régions situées dans le nord du pays.

Mais, par ailleurs, un flux insulaire de Sud-Ouest commencent à s'organiser sur l'Espagne.



PRÉVISIONS POUR LE 23.7.85 DÉBUT DE MATINÉE

Mardi, le matin le ciel sera très nuageux de la Manche orientale au Nord-Est au passage d'une limite frontale qui pourra donner quelques pluies faibles. Elle sera suivie d'éclaircies qui deviendront belles, sauf du Nord et à la Lorraine.

Ailleurs, la journée sera bien ensoleillée. En début de matinée, les brouillards seront rares. L'après-midi, des nuages préageant apparaîtront dans le Sud-Ouest où les températures maximales seront en hausse. Elles le seront également un peu dans le Nord-Ouest. Ailleurs, elles seront comparables à celles de la veille.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré en cours de la journée du 21 juillet; le second, le minimum dans la nuit du 21 au 22 juillet): Ajaccio, 29 et 14 degrés; Biarritz, 24 et 13; Bordeaux, 25 et 11; Brétat, 20 et 16; Brest, 19 et 15; Cannes, 21 et 18; Clermont-Ferrand, 23 et 9; Dijon, 22 et 8; Dinard, 20 et 15; Enghien, 26 et 10; Grenoble-St-Martin, 31 et 11; Grenoble-St-Genès, 22 et 16; La Rochelle, 22 et 12; Lille, 21 et 14; Limoges, 21 et 12; Lorient, 20 et 15; Lyon, 23 et 11; Marseille-Marguerite, 29 et 18; Nancy, 20 et 9; Nantes, 22 et 11; Nice-Côte d'Azur, 29 et 22; Paris-Montsouris, 21 et 13; Paris-Orly, 22 et 16; Pau, 24 et 12; Perpignan, 30 et 18; Rennes, 22 et 14; Rouen, 20 et 15; Saint-Etienne, 22 et 9; Strasbourg, 22 et 9; Toulouse, 25 et 11; Tours, 22 et 11.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 31 et 20; Genève, 24 et 10; Lisbonne, 34 et 20; Londres, 21 et 13; Madrid, 37 et 20; Rome, 30 et 20; Stockholm, 20 et 11.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## EN BREF

**LANGUES ENSEIGNEMENT PAR TÉLÉPHONE.** - On n'a envisagé un jour de se remettre à l'anglais ou de commencer la russe ou la japonaise ? Pour finalement y renoncer faute de temps. La solution ? Le téléphone. C'est en tout cas ce que propose Michel Lelou, président-fondateur de Phonelab, qui a mis au point une méthode permettant d'apprendre la langue de son choix au moyen de leçons de vingt-cinq minutes par téléphone. Des professeurs qualifiés, qui enseignent leur langue maternelle, vous appellent chez vous ou à votre bureau, aux jours et heures de votre choix, y compris pendant le week-end ou les jours fériés.

Des cours « sur mesure », en fonction des motivations personnelles ou professionnelles. Également des cours de rattrapage pour les étudiants ou pour la préparation des examens de langue. À noter que les frais téléphoniques dans Paris et la zone A de taxation de l'île de France sont pris en charge par Phonelab, qui offre une leçon gratuite d'essai dans la langue de votre choix.

★ PHONELAB, 11 boulevard Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : (1) 245-48-84.

## LOCATION DE VOITURE COUPONS-VACANCES.

Quel vacancier, y compris parmi les indépendants de la plume, n'a rêvé, un jour, l'envie d'effectuer une petite escapade touristique sans pour autant devoir louer une voiture plusieurs semaines consécutives ? D'où l'idée d'AVIS, le numéro un de la location en France, de proposer cet été une location en « journées détachables », sous forme de coupons-vacances. Une formule comparable au carnet de tickets de métro que l'on utilise à son gré et qui revient moins cher que le ticket acheté à l'unité : ainsi, un minimum de cinq coupons permet de

réaliser une économie de 40 % sur le forfait journalier régulier. Chaque coupon permet de disposer d'une voiture pour vingt-cinq heures, avec kilométrage illimité. Inclus dans le tarif : le rachat de la franchise, l'assurance personnes transportées et l'assurance technique et médicale vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ainsi que les assurances réglementaires. Le véhicule loué peut être restitué dans n'importe laquelle des agences AVIS.

★ Coupons-vacances, vendus jusqu'au 26 août et utilisables jusqu'au 7 septembre. Achat minimum de cinq coupons, à partir de 355 F le coupon. Dans les agences AVIS et agences de voyages.

## VIE UNIVERSITAIRE

**IL N'Y A PLUS D'ABONNÉ...** AU (1) 568-40-20. - Le numéro du Centre d'information et de documentation jeunesse (CIDJ) pour les renseignements par téléphone, ne répond plus. Il est supprimé. Il faut désormais aller sur place, ou écrire au CIDJ, 101, quai Branly, 75740 Paris Cedex 15.

**FORMATION, INFORMATION, DOCUMENTATION.** - Les étudiants titulaires d'une maîtrise de sciences de l'éducation qui ont une expérience professionnelle, les formateurs, responsables de plans ou de services de formation, qui souhaitent approfondir leurs connaissances, peuvent désormais préparer à l'université Aix-Marseille-I un DESS (diplôme d'études supérieures spécialisées) de responsable de formation. La scolarité est organisée sur une année à raison d'un semestre par mois, plus une session d'été. Il n'y a que vingt-quatre places à pourvoir. Une commission recrute sur dossier. Date limite des candidatures : le 2 septembre. D'autre part, l'université Lille-III délivre un DESS « information,

documentation, informatique » accessible aux étudiants titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme jugé équivalent, ou aux professionnels ayant le DEUG (ou équivalent) et plusieurs années d'expérience comme documentaliste. Sélection sur entretien de motivation après examen des dossiers. (Préinscriptions jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre.)

★ Université de Provence. Centre d'Aix, 29, avenue R.-Schuman, 13621 Aix-en-Provence Cedex. Tél. : 16 (90) 72-06-71.

★ Université Lille-III, BP 149, 59653 Villeneuve-d'Ascq Cedex. Tél. : 16 (20) 91-92-82.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du dimanche 21 juillet :

**DES DÉCRETS** - Portant publication de l'accord sous forme d'échange de lettres des 22 et 23 janvier 1985 entre le Gouvernement de la République française et l'Organisation européenne pour la recherche océanique relative à la mise à disposition de cette organisation de fonctionnaires français.

Portant publication de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque relative à l'entraide judiciaire, à la reconnaissance et à l'exécution des décisions en matière civile, familiale et commerciale (ensemble une annexe), signée à Paris le 10 mai 1984.

Portant revalorisation de la base mensuelle de calcul des allocations familiales à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985.

## DES ARRÊTÉS

Concernant l'attribution du titre d'évêque.

Portant revalorisation des allocations familiales servies dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985.

## PARIS EN VISITES

### MERCREDI 24 JUILLET

« Hôtels et jardins de la rue de Cherche-Midi », 14 h 30, métro Vaugrassat.

« Au Marais : le village Saint-Paul », 14 h 30, 1. rue du Figuier (M<sup>o</sup> Leblanc).

Pour les sept à douze ans : la tour Eiffel, tél. : 277-23-31 Paris Baskets.

« Le Sénat dans le palais du Luxembourg », 15 h, 15, rue de Vaugrassat.

« Villiers-Cottier et Crépigny », inscriptions : (1) 274-22-22.

« Le quartier de la Défense », 12h, hall RER, station Défense, sortie L, ou 15 h (le parc de la Défense).

« Delacroix dans son appartement, son atelier, son jardin », 15 h, place Furtenberg.

« Les fouilles de Latène sous Notre-Dame », 15 h 30, entrée de la crypte sur le parvis.

« Les divisions nouvelles et le colombarium du Père-Lachaise », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise.

« Cent tombeaux d'étrangers dont le talent a contribué au renom de la France », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Le Marais : hôtels et curiosités », 14 h 30 et 15 h, métro Saint-Paul ou 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau), ou 21 h, métro Pont-Marie (Gare de la Gare).

« L'île Saint-Louis, quartier de la noblesse de robe au dix-huitième siècle », 15 h, métro Pont-Marie (M. Ch. Lantier).

« Notre-Dame : la crypte archéologique », 11 h, entrée crypte, ou 15 h (côté préfecture police).

## CONFÉRENCES

15 h, « Maison Victor-Hugo », 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

11 bis, rue Keppler, 19 h 30 : « La réincarnation et l'émancipation humaine ».

19 h et 21 h 5, rue Laffitte : « Notre-Dame et la symbolique des cathédrales » (diaporama).

26, rue Bergère, de 19 h 30 à 22 h : « La voyance et les mal-voyants ».

De 10 h à 18 h : « Corps et écriture », pour les deux conférences, s'inscrire (1) 770-44-70.

LOTTO N° 29		TRAGÉ DU SAMEDI	
NATIONAL		20 JUILLET 1985	
19	22	26	36
38	40	15	
NUMÉRO COMPLÉMENTAIRE			
PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 24 JUILLET 1985 ET SAMEDI 27 JUILLET 1985			
VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE			
NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES		RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)	
6 BONS N°	1	186 930,00 F	
5 BONS N°	48	69 235,00 F	
5 BONS N° + complémentaire	1 777	5 875,00 F	
4 BONS N°	90 880	110,00 F	
3 BONS N°	1 642 880	9,00 F	
BONNE SUR SAMEDI 136 092			
3 BONS NUMÉROS + COMPLÉMENTAIRE 9,00 F x 2 = 18,00 F			

BOULET DE LA LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

سكوا من الأصل



	La ligne	La ligne TTC
EMPLOIS	104,00	123,94
DE D'EMPLOI	31,00	36,76
ER	59,00	61,83
BLES	59,00	61,83
	59,00	61,83
MM. CAPITAUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La mm/col*	La mm/TC
OFFRES D'EMPLOI	59,00	69,97
DEMANDES D'EMPLOI	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

\* Dégressifs selon surface ou nombre de publications.

## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Directeurs commerciaux tournez la page, entrez dans la presse

370 000+

Vous n'y avez jamais pensé. Mais à bien y réfléchir, un journal c'est un produit grand public, à consommation répétitive, distribué dans des milliers de points de vente, vendu par correspondance. En plus, un journal, ce n'est jamais le même produit, il a un contenu informatif et culturel, il influence l'opinion, il irrigue la vie civique et politique du pays, c'est un produit passionnant car à la fois quotidien et unique. Rattaché à la Direction Générale, vous participerez à la politique commerciale, en liaison étroite avec la Direction du Marketing, vous coordonnerez et stimulerez les ventes France et Etranger ainsi que les abonnements. Gestionnaire, vous définirez et contrôlerez les objectifs de vente et grâce à l'outil informatique, optimiserez la diffusion. Animateur vous dirigerez l'action d'une trentaine de collaborateurs.

Pour ce poste, basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la Direction Commerciale, possédant une expérience réussie d'une dizaine d'années dans la vente de produit ou service grand public et l'animation d'équipes opérationnelles. De formation commerciale supérieure, nous leur demanderons de nous convaincre de leur talent de leader et d'homme de développement. Et si en plus vous connaissez la presse et sa diffusion, venez tournez la page avec nous.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 713/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

### Directeur financier d'un grand quotidien national

300 000 +

Sous l'autorité du Directeur Général, nous vous confierons la responsabilité de la gestion budgétaire, financière et comptable du journal. Concevoir et mettre en œuvre des outils et des procédures de gestion, élaborer des budgets et des plans de trésorerie, analyser les résultats, diriger le contrôle de gestion, assister les services opérationnels, étudier la rentabilité des projets et participer à la recherche des financements, autant de missions dans lesquelles vous vous impliquerez avec succès et qui vous permettront d'éclairer par vos conseils les choix de la Direction Générale. Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la Direction Financière, possédant une expérience réussie d'au moins 5 ans dans une fonction similaire, de formation supérieure de gestion, familiarisés avec l'informatique de gestion et habitués au dialogue avec les services opérationnels.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence 717/1M, 24 rue Eugène Flachat 75017 Paris.



**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

### Directeur des ventes / France d'un quotidien national

260 000+

Rattaché au Directeur de la Diffusion, et en collaboration étroite avec le marketing la rédaction et l'imprimerie, nous vous confierons le management du réseau national de nos ventes.

Homme d'organisation et de prévision, vous définirez les objectifs et assurerez le réglage des ventes.

Homme d'animation, vous formerez, stimulerez et contrôlerez l'action des commerciaux sur le terrain.

Hommes de promotion, vous suscitez et animez les actions promotionnelles et exploiterez sur le terrain les événements rédactionnels.

Homme de gestion, vous élaborerez les budgets, les gèrerez et les contrôlerez.

Pour ce poste basé à Paris, nous souhaitons rencontrer des professionnels de la diffusion d'un quotidien et de l'animation des hommes. De formation commerciale ou de gestion (BAC + 2 ou 3), le talent de l'animation commerciale, le sens de l'organisation, une grande disponibilité et l'esprit d'équipe, autant d'atouts que nous exigeons.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 714/1 M, 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.



**Bernard Julhiet Psycom**

Membre de Syntec

### BRASSERIE U NIGERIA

recherche

### DIRECTEUR GÉNÉRAL

secteur de l'Afrique indésirable (Nigeria souhaitée).

Bilingue français-anglais.

Agé de 30 à 50 ans.

Statut expatrié.

### DIRECTEUR TECHNIQUE

Brasseur confirmé.

Anglais courant.

Agé de 30 à 50 ans.

Statut expatrié.

Adresser C.V. + photo.

à RÉGIE-PRESSE, n° 309975 M, Montesson, 75332 Paris Cedex 07, qui transmettra.

### BRASSERIE Afrique francophone

recherche

### SON DIRECTEUR RESPONSABLE COMMERCIAL

expérience de l'Afrique indésirable.

Agé de 30 à 50 ans.

Statut expatrié.

Adresser C.V. + photo.

à RÉGIE-PRESSE, n° 309976 M, le Montesson, 75332 Paris Cedex 07, qui transmettra.

prions instamment nos d'avoir l'obligeance de toutes les lettres qu'ils et de restituer aux les documents qui leur liés.

COMMUNE DU VAL-DE-MARNE recherche

### DIRECTEUR (H/F) CENTRE CULTUREL

Maison des associations Sévres références exigées

Ecrire sous le n° 309092 RÉGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-75.



### emploi international (et départements d'Outre Mer)

### Au sein de la fonction personnel JEUNE RESPONSABLE JURIDIQUE ET ADMINISTRATIF

Nous sommes une division spécialisée dans les grands systèmes de télécommunication.

Titulaire d'une maîtrise de droit social et d'un DESS de gestion de personnel (ou équivalent) vous avez une courte expérience de la fonction acquise à travers des stages prolongés ou d'un premier emploi.

Vous prendrez en charge pour notre établissement (1500 personnes) situé en banlieue Nord-Ouest les aspects juridiques de la fonction, la gestion du personnel non cadre et la gestion des expatriés.

Ce poste déjà opérationnel constituera une étape intéressante pour évoluer dans un poste élargi au sein d'un puissant groupe industriel français à vocation internationale.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M23/1386 D, à:

**EGOR TECHNOLOGIES**  
Département Electronique  
19, rue de Bern 75008 Paris

PARIS LYON VALENTIG STRASBOURG TROUVÉ  
ANLASSO PERUGIA ROMA VENEZIA DUSSELDORF LONDON MADRID TORINO MONTREAL

**egor**

### IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE recherche pour UN CONTRAT DE 3 ANS EN AFRIQUE FRANCOPHONE un CADRE ADMINISTRATIF EXPERIMENTE

PROFIL : cadre expérimenté de haut niveau, titulaire d'un diplôme comptable supérieur (D.E.C.S.) ou d'un diplôme équivalent, ayant déjà exercé pendant quelques années des responsabilités de Directeur Financier et Comptable ou des fonctions analogues.

Il doit avoir une expérience suffisante en gestion administrative, des aptitudes pédagogiques et le sens des relations humaines, et son expérience professionnelle doit être d'au moins 5 ans.

FONCTION : Placé sous l'autorité du Chef de Service Financier et Administratif dont il est le conseiller technique, il assiste le Chef de Service dans les deux secteurs de la gestion financière et de la gestion administrative et du Personnel.

Disponibilité immédiate.

Ce poste est à pourvoir pour une durée prévisible de trois ans.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae détaillé et prétentions sous réf. 41816 à CONTESSÉ PUBLICITE 74, rue Bechevelin 69363 Lyon Cedex 07.

CONTESSÉ



### emploi régional

### Société de commercialisation de produits pondéreux

parmi les toutes premières entreprises mondiales dans son domaine d'activités recherche

### Responsable des études informatiques

adjoint du Chef de service

Organisation et Informatique

Ingénieur Grande Ecole, de 30 à 35 ans, il a mené à bien, dans un environnement grand système, d'importants projets commerciaux et/ou industriels. Il conduira la réforme des applications informatiques suite au schéma directeur en cours.

Lieu de travail : Mulhouse  
Envoyer lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous référence GA/MF3/01 à Mme Dominique Jamet, Compagnie Générale d'Informatique, 84 rue de Grenelle, 75007 Paris



### INFORMATICIEN

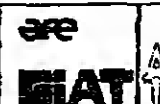
L'Atelier de Construction de ROANNE - Etablissement Industriel de 3200 personnes dépendant du Ministère de la Défense - recherche un Informaticien assurant les fonctions de Chef de Projet :

- pour informatisation des méthodes
- mise en place de la base de données technologiques
- développement d'un éditeur de gammes
- application TGAO
- programmes de calcul
- programmation CN et robots

Profil :

- Informaticien scientifique ou ingénieur option informatique, débutant ou ayant un à deux ans d'expérience - nationalité française exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à : ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE B.P. 504 - 42328 ROANNE cedex.



ys.

3-1.

ce

ne,

des.

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public

Public



Le P  
vingt en  
de Gosc  
amis plu  
l'habitud  
Saur  
auxquels  
quelle p  
dissimul

Ajour  
d'écouter  
bien quan  
maman pr  
et qu'on a  
vic. Elle a  
commissi  
quand il  
toute une  
avait ou  
tomates, l  
la prover  
c'est pas  
dit que, c  
égocentri  
différence  
c'était l'id  
vençal à  
pas de la  
train de  
quand on  
C'est pa  
suis-elle o  
Parrain  
fleurs po  
cadeau po  
pompiers  
Super. « I  
dit, et c'e  
se soit pa  
d'entrer, p  
contre le l  
tomber se  
son cas:  
comme ça  
se trampa  
les lunettes  
pes de ver  
sement, il  
rechange  
enfants »,  
embrassé  
raconté le  
« Aucune  
répondit ps  
acheter m  
avec moi L  
fait, et ori  
« Où te  
fais ses  
demandé p  
tré, on a t

# EN BRI

LA  
ENSEIGNEMEN  
PHONE 1-  
jour de se re  
de commeno  
nals ? Pour f  
faute de tem  
téléphone. C  
que propo  
président-fon  
qui a mis a  
permettant d  
de son choix  
de vingt-cin  
phone. Des l  
qui enseign  
nelle, vous es  
à votre burea  
pour votre choi  
le week-end c  
Des cours  
fonction des  
nelles ou prc  
ment des cou  
sion des exar  
ter que les  
dans Paris et  
de l'île de  
charge par Ph  
leçon gratuite  
que de votre t  
\* PHONE  
Malesherbes,  
265-48-84.

LOCATION  
COUPONS-VAI  
vacancier, y  
conditionnels  
senti, un jou  
une petite c  
sans pour eu  
voiture plusie  
curties ? D'  
numéro un  
France, de p  
location en  
bles », sous  
vacances. Un  
ble au carnet  
que l'on utilis  
vient moins  
acheté à  
mum de



## emplois régionaux

### SOCIÉTÉ MULTINATIONALE RÉGION LYONNAISE

Cet important groupe multinational en pleine  
expansion, très bien implanté en France  
recherche

#### POUR SES FILIALES FRANÇAISES SON MATERIALS MANAGER

Rattaché au directeur technique du groupe, il sera  
chargé, avec son équipe, de l'ensemble des  
achats, du contrôle de production, de la gestion  
des stocks, des expéditions et des livraisons avec  
les départements marketing, finance et la  
maison-mère.

Nous souhaitons confier ce poste à un jeune  
professionnel âgé de 30 ans minimum, de  
formation supérieure, et avec une solide  
expérience de la gestion de production, acquise de  
préférence au sein d'une société internationale.

La pratique de l'anglais sera appréciée.

La rémunération sera élevée et sera en rapport  
avec le niveau du candidat.

Adresser sous pli confidentiel, C.V., photo et lettre  
manuscrite sous n° 7586 le Monde, Pub.,  
service ANNONCES CLASSÉES  
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

### Pour son Agence de Lyon, une Société de services recherche son RESPONSABLE DE LA DIRECTION ADMINISTRATIVE Bilingue Français-PORTUGAIS 130.000 F/an.

Il supervisera tout le département admi-  
nistratif et sera en relation avec nos agenc  
en Europe.  
Son dynamisme et son sens des responsa-  
bilités lui permettront d'intégrer un poste  
évolutif au sein d'une équipe multinationale.  
Le candidat doit maîtriser parfaitement le  
PORTUGAIS et être disponible rapide-  
ment.

Adresser lettre manuscrite en Portugais,  
CV et photo à MEDINVEST  
107, Bd Stalingrad - 69006 LYON.

### LA DIRECTION DES CONSTRUCTIONS ET ARMES NAVALES DE L'ORIENT

recherche

#### UN INGÉNIEUR RESPONSABLE DU BUREAU CENTRAL DES MÉTHODES ET DE LA PRODUCTIVITÉ

PROFIL:  
- Ingénieur ENSI, AM ou équivalent.  
- Formation souhaitable en analyse de la valeur.  
- Facilité d'adaptation à des études très variées.  
- Bon animateur de groupe de travail.  
- Expérience de plusieurs années : bureau des  
méthodes, gestion de production, organisation  
d'ateliers.

Adresser candidature et C.V. à O.C.A.N. Lorient  
Service P.O.C., B.P. N° 41 58998 LORIENT CEDEX.

### IFREMER

INSTITUT FRANÇAIS  
DE RECHERCHE POUR  
L'EXPLOITATION DE LA MER  
recrute pour la  
SOLUS-DIRECTION TECHNIQUE  
DE SON CENTRE DE BREST

#### UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

DOCTEUR-INGÉNIEUR  
Débutant ou 1 à 2 ans d'expé-  
rience possédant de solides  
compétences en numérisation  
et analyses numériques, optimi-  
sation, traitement du signal,  
analyse et programmation  
scientifiques et les connais-  
sances de base en : géométrie  
et offshore pétrolier (sous  
l'angle de la mécanique des  
solides et des fluides).

NOTRE STRATÉGIE : dévelop-  
per, ajuster et exploiter ces mo-  
dèles à partir des connais-  
sances théoriques empiriques  
et expérimentales.

NOS OBJECTIFS : faire passer  
sous forme de recommanda-  
tions pratiques les conclusions  
des modèles de représentation  
sophistiqués des systèmes et  
structures, d'exploitation des  
richesses sous-marines.

Ad. C.V. et prêt à IFREMER  
88, av. d'Iéna, 75116 PARIS.

#### LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'EURO RECRUTE PAR VOIE DE DÉTACHEMENT

##### Un responsable financier

chargé notamment de la mise  
en place du contrôle de ges-  
tion en liaison avec l'informa-  
tion du budget départemental.  
Possède convenant à un fonction-  
naire d'Etat ou des collectivités  
locales catégorie A ayant  
le goût et l'expérience de la  
gestion financière.

Capacité à utiliser l'outil  
informatique appliqué.  
Adresser C.V. à Monsieur le  
Président du Conseil général de  
l'Eure - Hôtel du Département  
boulevard G. Cheuvin, 27021  
EVREUX CEDEX.  
Tél. (32) 33-25-00, poste 1610.

### ART CONTEMPORAIN : Galerie de prêt, recherche responsable temps complet. Adresser can- didature avant 31 août au PARC. S.P. 65, 44003 Nantes Cedex.

#### ÉCOLE DES MINES DE PARIS

offre  
à ingénieurs grandes écoles  
ou universitaires  
Bourse doctorat 2 ans  
Téléphonie, systèmes  
experts, cartographie  
Langages : Pascal, Fortran  
Lieu : 60 Sophia - Antipolis  
Téléphone : (93) 33-06-58  
poste 322/321.

#### STATION THERMALE ET-TOURISME ET-TOURISME

cherche  
Sous le n° 308.089 M  
7, rue de Montessuy, Paris-7.

#### COMMERCIAL (H./F.)

Soire sous le n° 308.089 M  
7, rue de Montessuy, Paris-7.

#### VILLE DE MARTIGUES (Bouches-du-Rhône)

45.000 habitants, recrute pour  
la création et la direction de  
son service funéraire (éme-  
ries et pompes funèbres).

#### UN ATTACHÉ OU RÉDACTEUR-CHIEF OU RÉDACTEUR PRINCIPAL

motivé, dynamique, au courant  
du fonctionnement d'un service  
cabinable se distinguant  
d'un service pompes funèbres.  
Candidature accompagnée  
d'un curriculum vitae détaillé et  
d'une photocopie des titres et  
diplômes à être parvenue avant  
le 31 AOUT 1985, à Monsieur  
le Maire, service du personnel,  
B.P. 101  
13604 MARTIGUES CEDEX.

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS



France

recherche des

# ingénieurs-traducteurs

## NOUVELLEMENT DIPLOME(E)S (anglais vers français)

### MISSION :

Restituer dans un français clair et soutenu des brochures techniques et des logiciels.

### PROFIL :

Dynamisme.  
Etudes scientifiques supérieures sanctionnées par un diplôme (BAC + 4).  
Une bonne culture générale en informatique est souhaitée.  
Bonne connaissance de l'anglais.  
Très bonne rédaction en français.

Une formation complète aux outils informatiques de traitement de texte est assurée dès  
l'embauche.

Lieu de travail : PARIS.

Nombreux voyages à l'étranger.

Aucune expérience préalable en traduction n'est requise.

Evolution de carrière : Ingénieur Commercial ou Technico-Commercial.

Merci de faire parvenir lettre de candidature et C.V. à Viviane COHEN - IBM France  
Service 2896 - Tour Septentrion - 20, avenue André Prothm - Cedex 09  
92081 PARIS LA DEFENSE



General Electric CAE International Inc.  
31 Boulevard des Capucines  
92023 Neuilly-sur-Seine  
Tél. (33-1) 7755446

recherchent des

### INGÉNIEURS SUPPORT LOGICIELS INGÉNIERIE ASSISTÉE PAR ORDINATEUR

Nous sommes chargés du marketing, de la vente, de la  
formation et du support des logiciels d'ingénierie Assistée par  
Ordinateur SDRG qui incluent :

- la conception volumique 3 D ;
- le calcul de structures ;
- l'analyse modale ;
- le dessin 2 D.

Pour faire face à la croissance exceptionnelle de notre marché  
(industries automobile, aéronautique et de l'énergie) en France,  
Italie et Espagne, nous devons enrichir notre département  
support de :

- 1 Ingénieur support avant vente ;
- 1 Ingénieur support éléments finis ;
- 1 Ingénieur support CAO/DAD.

Vous avez une formation d'ingénieur et l'expérience soit en  
calcul de structures, soit en CAO.

Nous vous offrons de travailler sur des  
produits leaders, une rémunération  
motivante ainsi que de nombreuses  
opportunités de développement de carrière  
en France et à l'étranger.  
Contactez-nous rapidement à l'adresse mentionnée ci-dessous.



## emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

# Senior Accountant Financial Accounting and Systems Development London, England

The International Maritime Satellite Organization  
(INMARSAT) was established just five years ago and  
provides the world's most extensive satellite  
communications link for the shipping and offshore  
industries. The number of ships and oil rigs using the  
system is currently over 3400, and increasing at the rate  
of 75 per month, with space segment traffic increasing  
by about 60% per year. Our future plans include the  
launch of up to 9 more satellites between 1988 and 1992.

All this activity and growth means that we need a  
Senior Accountant to be responsible for financial  
accounting and the development and implementation of  
new systems.

You will be responsible for financial accounting as  
well as the preparation of monthly and annual financial  
and management accounting reports. The range of  
computerized financial accounting and management  
reporting systems include commitment, financial and  
cash control, budget variance and cost centre  
responsibility reporting.

We are looking for a fully qualified Accountant  
with more than 5 years' experience in financial and  
management accounting and computerized reporting  
systems control; telecommunications experience is  
desirable.

The rewards are considerable, most notably the  
opportunity to join a young organization with a multi-  
national staff in one of the great cities of the world.

The salary is attractive (tax exempt) with an  
excellent benefits package designed for the international  
professional, including housing and education  
allowances and home leave.

Telephone Gail Shaw on +44-1-387 9089 for an  
information pack or send full career details in English to:  
The Personnel Manager, INMARSAT,  
40 Melton Street, London NW1 2EQ, England.



International Maritime  
Satellite Organization

- USA
- UNITED KINGDOM
- NORWAY
- JAPAN
- USSR
- Libya, Yugoslavia and Ukraine
- CANADA
- DENMARK
- SINGAPORE
- NETHERLANDS
- ITALY
- GERMANY, Federal Republic of
- FRANCE
- GREECE
- KUWAIT
- SPAIN
- SWEDEN
- AUSTRALIA
- BRAZIL
- INDIA
- POLAND
- SAUDI ARABIA
- CHINA, Peoples Republic of
- BELGIUM
- ARGENTINA
- FINLAND
- NEW ZEALAND
- BULGARIA
- PORTUGAL
- EGYPT
- LIBERIA
- PHILIPPINES
- UNITED ARAB EMIRATES
- SRILANKA
- ALGERIA
- CHILE
- GABON
- IRAN
- IRAQ
- OMAN
- PAKISTAN

In order of  
investment share.

L'Office de  
Brest, 1  
rue  
Brest 2231

Ingénieur  
expériences  
Brest, 1/2 rue  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Dans le cadre  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

28 vous êtes  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

CONSEIL  
COMMERCE

Brest, 1/2 rue  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Charles MEYER  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Institut Privé E  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest, 1/2 rue  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231  
Brest 2231

LD

ADJ  
DU DÉ

Le post

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida

Le candida



هذه اعلان

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## BANQUE LOUIS-DREYFUS

APPLIÉE AU GROUPE LOUIS DREYFUS ET À LA BANQUE BRUXELLES LAMBERT

recherche

### ADJOINT AU DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DU CRÉDIT

Niveau Classe VII +

**Le poste :**  
Secorder directement le Responsable du Département du Crédit (13 personnes) dans sa fonction de double examen des dossiers déposant la seule compétence de l'exploitation.

**Le candidat :**  
- 35 ans minimum ;  
- au moins 10 ans d'expérience dans l'analyse de risques et les différents types de crédit (expérience de l'exploitation appréciée) ;  
- si possible, une expérience dans l'analyse des sociétés étrangères (comptabilité anglo-saxonne) et des opérations d'une Direction Internationale (crédits financiers à des non-résidents, etc.).

Ce poste s'adresse à un candidat très motivé par une responsabilité d'étude liée à un haut niveau de décision mais n'implique aucune dimension commerciale.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions à la Direction du Personnel de la BANQUE LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 PARIS.

La MIDLAND BANK S.A., banque multispecialisée, a choisi d'exercer son développement notional et international sur un nombre restreint de secteurs d'activité à fort potentiel. Pour préparer l'avenir, elle recherche :

### UN ANALYSTE DE CREDITS R/F

Intégrant une équipe de 4 personnes, il aura pour mission essentielle :

- Analyser les opérations de crédits.
  - Evaluer et suivre la qualité des risques d'entreprises françaises et internationales et des risques pays.
- Diplômé de l'Enseignement Supérieur avec **OPTION FINANCES** (H.E.C. - ESSEC - ESCP - SCIENCES PO.), débutant ou avec une première expérience d'analyse financière, pratiquant l'anglais couramment, ce candidat à fort potentiel, souhaite participer au développement de la M.B.S.A., et exercer à moyen terme, ses compétences dans des activités complémentaires au sein de cette banque.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 5/85 à Geneviève SABET Département des Ressources Humaines, MIDLAND BANK S.A., 2, Place de Rio de Janeiro B.P. 130-08 / 75360 PARIS CEDEX 08.

ENTREPRENDRE POUR FAIRE GAGNER



Importante société d'ascenseurs, nous recherchons pour l'une de nos filiales de la proche Banlieue Sud-Ouest de PARIS (60 personnes - 25 millions de francs de C.A.)

### CHEF COMPTABLE

de niveau DECS ou équivalent, avec une expérience de 5 à 6 ans dans une fonction similaire. Il dirigera la comptabilité générale, mettra en œuvre une comptabilité analytique et assurera le contrôle de gestion.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous réf. 13946 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Les filiales de CREDIT BAIL du CREDIT AGRICOLE recherchent pour leur service Informatique un

## PROGRAMMEUR DE MAINTENANCE

qui travaillera sur matériel DPE 8 - langages Cobol et Fortran

Il est demandé :  
- une formation DUT Informatique  
- une expérience de 3 ans minimum acquise de préférence dans des SSI.

Le poste est basé dans la banlieue Ouest de Paris.

Adresser C.V., prétentions et photo sous référence LAM 0745 C.N.C.A - Direction du Personnel - Gestion des Personnes 12, Bld des Chênes - St-Quentin-en-Yvelines 78280 Guyancourt

### AGRO-ALIMENTAIRE MARKETING INTERNATIONAL

recherches

### CHEF DE PRODUITS CONFIRMÉ

- Diplômé grande école.
- Minimum trois années d'expérience (publicité, promotion, relations publiques).
- Anglais.
- Allemand ou italien.

Adresser C.V., photo et prétentions sous le n° 309.091 à REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### ANALYSTE PROGRAMMEUR

- FORMATION : études supérieures, niveau maîtrise informatique ;
- PRATIQUE de 1 ou 2 ans du langage Cobol et du SGBD ;
- CONNAISSANCE souhaitée d'une méthode de programmation ;
- CONNAISSANCE du matériel IBM, DPS8 si possible ;
- SALAIRE annuel : 125 000 F à 143 000 F.

Adresser candidature en CV à : M. le Directeur de la C.N.A.M.T.S., 55, avenue du Maine, 75002 PARIS CEDEX 14.

### ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE EN ESSONNE

recherche

### BIBLIOTHECAIRE (LICENCE + CAFB)

responsable animation/formation important budget] ayant compétences, dynamisme, bonnes relations humaines.

Adresser lettre de candidature et CV détaillé à : BCD de L'ESSONNE, 1, av. de la Liberté, 91000 Evry Tel. : 01 077-55-08 M. LACROIX ou Mlle LIARD.



Jeune et dynamique banque privée  
recherche

### Contrôleur interne Cadre V +

Vous joignez à une formation ITB ou commerciale de gestion, une expérience bancaire d'au moins 5 années.

Rattaché à la cellule audit contrôle de la Direction Financière vous assurerez les travaux de :

- contrôle,
  - assistance, notamment pour la tenue de l'échéancier,
  - suivi de l'évolution de la législation.
- Vous participerez de plus, à la mise en place des nouveaux traitements informatiques dans le cadre de la réforme des procédures.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature sous réf. CIDE BFA/CN, 21, Boulevard Malesherbes, 75008 Paris.

### BANQUE INTERNATIONALE A PARIS

recherche un

### CAMBISTE confirmé

ayant 5 ans minimum de pratique du marché des changes, essentiellement comptant.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Adresser C.V. et prétentions, sous référence 572, à M. A. Dannenberger - CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS qui vous assure la discrétion.

### Société secteur public

recherche

### UN JEUNE INGÉNIEUR INFORMATICIEN DE FORMATION SUPÉRIEURE POUR SECONDER LE CHEF DE SON SERVICE INFORMATIQUE

La mise en œuvre du Plan Informatique de notre société s'appuie sur des compétences internes et sur des aides extérieures au sous-traitance.

- VOUS ÊTES INGÉNIEUR.
- Vous avez acquis en 3 ans minimum votre expérience de la conduite de projets sur matériels de toutes tailles.
- Vous souhaitez dépasser la technique pour accéder à la vision d'ensemble du développement informatique de notre société.

Les candidats masculins doivent être libérés du S.N.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 309.111 REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

### CREDIT CHIMIQUE

BANQUE NATIONALE

recherche

### COLLABORATEUR

pour son  
SERVICE COMPTABILITE GENERALE  
(établissement principal et filiales)  
Diplôme DECS - non débutant.  
Expérience bancaire appréciée.

Fonctions : - participation aux différentes tâches de la Direction du Service, - conception au sein d'un groupe de travail du nouveau système comptable informatisé, - élaboration de procédures comptables.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions, sous référence 212-M à Mamrigny, 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

### BANQUE SOFINCO

La BANQUE SOFINCO dotée d'installations informatiques importantes : IBM 3081 et 3033 gérés sous MVS/SP - JES 3 - TOS - IMS, réseau national de télétraitement, serveur Vidatex, recherche un

### ANALYSTE

- de formation universitaire ou équivalente BAC + 4 minimum,
  - 3 ans minimum d'expérience réelle dans la fonction,
  - ayant participé au développement d'applications batch et transactionnelles sur gros matériels IBM,
  - intéressé également aux phénomènes de la micro-informatique et de l'intécentricité,
  - souhaitant de plus faire profiter de son expérience les informaticiens et les utilisateurs.
- Lieu de travail au siège de la Banque à EVRY (Essonne).

Les lettres de candidature avec C.V., photo et prétentions sont à adresser à Monsieur SINGER, BANQUE SOFINCO, 91038 EVRY CEDEX.

Importante Société filiale d'un grand Groupe Industriel recherche :

### INGENIEUR RESPONSABLE DE L'ACTIVITE VISIOPHONIE

de formation grande école en télécommunications. Ce poste est basé en Région Parisienne avec déplacements en Province. Il aura pour mission le suivi d'affaires impliquant la définition technique et le développement de terminaux visiophoniques et des réseaux de transmission large bande avec fibres optiques.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 13940 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

Pour région BRETAGNE, rech.

### INGENIEUR INFORMATICIEN

s/ SEL 32/77 FORTRAN. Programmation en langage réel, programmeur simulation, MISSION LONGUE DURÉE. CRIT Intérim 081 422-41-24.

La syndicat d'implémentation nouvelle de SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES recherche pour son service développement économique

chargé

de mission

études et promotion économiques, profil recherché : cadre formation ESC, IEP ou ingénieur formé gestion financière, expérience confirmée dans le privé. Salaires à débattre. Envoyer CV détaillé à Monsieur le Président du SAN de SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES, 2, avenue des IV Pavés du Roy, 78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX.

### RECHERCHONS AGENTS GÉNÉRAUX

POUR LA FRANCE.

bénéfices rapides et élevés, possibilité de revenus à long terme à partir d'un produit au succès énorme.

Fonds importants indispensables.

Écrivez à : Paul Whicher

Chief Executive

International Division

Postal Division

Postal Centres International

Goodyear House

52-58 Cranbury Street London - NW1 3ND.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées. Demandez une documentation (sans engagement) sur le sujet spécialisé MIGRATIONS ILM B.P. 291.09 PARIS CEDEX 08.

Recherche 2 IBM 34 ou 36 d'occasion depuis 4 contrôleurs maximum de terminaux avec logiciels d'application. Pour prix, délais et conditions, contactez LESTRONIC, BP 134, Draucourt, 57610 Moyance.

### DEMANDES D'EMPLOIS

J. M. 32 ANS, MAÎTRISE DE GESTION, 6 ANS D'EXP. GESTION, cherche emploi région parisienne. Écrire sous le n° 300.000 REGIE-PRESSE 7, rue de Montessuy, Paris-7.

### ALLEMAGNE

MEC, bilingue, spécialiste des relations franco-allemandes (commerce ou presse) cherche nouvelle situation. Écr. s/m 2757 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

Personne sérieuse, salariée, recherche studio ou chbr avec coin cuisine, et douche si poss. Tel. h. b. : 855-91-82, p. 4141.

Docteur d'Etat, histoire moderne, contemp. Sorbonne 78, traducteur angl. franc, arabe, étudie toute proposition France ou étranger. M. AMIN, 112, rue Salvador-Allende, 92000 Nanterre.

JEUNE FEMME ayant organisé expositions peintures, illustrations, photographes et Salons importants à Paris, cherche empl. similaire dans société spécialisée de l'organisation de manifestations. Écr. s/m 7514 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75008 Paris.

N. 30 ans exp. Afrique et Moyen-Orient, 2 ans commun. dernièrement armée du Turc, recrute direction grande surface, spécialisée formation étrangère, cherche empl. expatrié. Étude des possibilités, libre de suite. Tél. : 16 141152-10-85.



# économie

## REPÈRES

### Dollar : la reprise se poursuit : 8,85 F

Annouée vendredi 19 juillet, la reprise du dollar sur les marchés des changes s'est confirmée lundi 22 juillet, le cours du billet vert passant de 8,73 F à 8,85 F environ et de 2,87 DM à 2,90 DM environ. Jeudi 18 juillet, il était tombé à 8,8250 DM et 8,83 F.

### Superphénix : calendrier respecté

Le calendrier prévu pour le démarrage de Superphénix semble pour l'instant respecté. Samedi 20 juillet en effet, le cœur du réacteur du surgénérateur situé à Creys-Malville, sur le Rhône en amont de Lyon, a été chargé en combustibles (oxyde mixte d'uranium et de plutonium et oxyde d'uranium).

L'entrée en service du surgénérateur, d'une puissance de 1 200 Mw, est attendue vers le 15 septembre prochain, date à laquelle devrait avoir lieu la divergence qui marquera le début des réactions nucléaires de fission. Quant au couplage de Superphénix au réseau d'EDF, il est prévu pour janvier 1986.

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + haut	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
5 E.-L.	8.838 8.845	+ 120 + 135	+ 215 + 245	+ 620 + 720
5 can.	6.546 6.597	+ 26 + 47	+ 38 + 75	+ 124 + 222
Yen (100)	3.673 3.676	+ 110 + 121	+ 235 + 224	+ 624 + 675
DM	3.038 3.037	+ 128 + 129	+ 223 + 248	+ 678 + 726
Fr. S.	7.264 7.271	+ 36 + 84	+ 144 + 160	+ 472 + 513
F.S. (100)	15.861 15.899	+ 1 + 182	+ 58 + 213	+ 183 + 434
F.S.	3.691 3.699	+ 149 + 165	+ 272 + 294	+ 827 + 894
L. (1 000)	4.551 4.605	+ 149 + 173	+ 263 + 159	+ 833 + 665
L. (1 000)	12.276 12.249	+ 347 + 74	+ 535 + 468	+ 1179 + 991

## TAUX DES EUROMONNAIES

	1/8	1/4	1/2	3/4	1	1 1/4	1 1/2	1 3/4	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
5 E.-L.	7 1/8	8 1/8	8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8	8 1/8
DM	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8	1 1/8
Fr. S.	4 1/2	5 1/8	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/2
F.S. (100)	8 3/4	9 3/8	8 3/4	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8	9 3/8
F.S.	16	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2	16 1/2
L. (1 000)	12 1/2	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4	12 3/4
L. (1 000)	9 1/2	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

**COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES**  
sur papier Ilford Cibachrome ou sur film  
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-128 347.21.32

## ÉNERGIE

### LA RÉUNION A GENÈVE DES PAYS PRODUCTEURS DE PÉTROLE

## L'OPEP saisie par le découragement

De notre envoyée spéciale

Genève. — Oubliées les solutions miracles, les menaces, les tensions : l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), après plusieurs semaines de débat, semble saisi d'un profond découragement. « Nous ne pouvons plus, seuls, assurer la défense des prix du pétrole », assurent, en substance, un délégué d'un pays du Golfe à la veille de la conférence ordinaire de l'Organisation, qui s'est ouverte le lundi 22 juillet à Genève.

Après avoir vainement tenté d'imaginer des solutions nouvelles permettant de stabiliser durablement les prix du brut à leur niveau actuel, les treize pays membres paraissent avoir abandonné l'idée de vouloir régler les problèmes de fond. « Tout le monde se satisfait d'un accord, quel qu'il soit », déclare un expert de l'Organisation. Une fin de plus, l'OPEP paraît donc devoir tenter de gagner du temps.

tagne à également vu son rythme d'extraction réduit par les travaux de maintenance saisonniers. Ainsi, au cours des dernières semaines, un équilibre s'est établi sur le marché autour de cours inférieurs de 1 à 2 dollars, selon les qualités, au tarif de l'OPEP. Et si un ajustement de la grille officielle de l'Organisation paraît indispensable, compte-tenu de la concurrence des producteurs non membres de l'OPEP qui, nous, ont aligné leurs prix sur les cours du marché, cet ajustement pourrait être limité à une baisse des prix des qualités lourdes, afin de permettre aux producteurs de ces qualités, notamment à l'Arabie saoudite, d'améliorer leur situation concurrentielle.

Cet équilibre demeure toutefois extrêmement précaire. Il est assuré pour l'essentiel jusqu'ici par le royaume saoudien qui a réduit sa production au minimum (deux millions de barils par jour environ, soit un cinquième de ses capacités totales) et la moitié de sa production de 1984). Mais, après avoir menacé de reprendre sa liberté et d'inonder le marché si ses partenaires ne s'engageaient pas à mieux répartir l'effort, le royaume saoudien semble désormais reculer devant l'objectif.

Au cours d'une réunion récente avec les compagnies pétrolières américaines membres de l'ARAMCO (le consortium qui exploite le brut saoudien), celles-ci auraient en effet, assuré-t-on de bonne source, souligné les dangers d'une glissade accentuée des prix, si l'Arabie saoudite augmentait massivement sa production. La plupart des pays producteurs seraient dans ce cas poussés à faire de même et nul ne pourrait, sans même les compagnies, arrêter le mouvement une fois lancé. Les pays producteurs auraient ensuite peu de chance de regagner avant très longtemps le terrain perdu.

Ayant tout à perdre d'une telle guerre des prix, et souhaitant donc conserver à l'OPEP un semblant de cohésion, l'Arabie saoudite serait

donc résignée à accepter des compromis. Elle pourrait, dans l'immédiat, se contenter d'un maintien du statu quo, moyennant quelques garanties et un ajustement limité des tarifs lui donnant une plus grande marge de manœuvre. M. Yamani a déclaré, dimanche 21 juillet à Genève, qu'il souhaitait une baisse des prix des bruts lourds. Le royaume peut espérer bénéficier de la reprise saisonnière de la demande en août et en septembre pour accroître à nouveau sa production d'environ un million de barils par jour. A condition toutefois que ses partenaires continuent de respecter strictement leurs quotas de production et s'abstiennent de provoquer des prix de dumping.

### Une solution unanime

C'est le cas depuis deux semaines. Cela peut-il durer alors que les douze autres pays membres de l'OPEP voient leurs revenus de plus en plus réduits par la baisse du dollar, et leur part du marché grignotée par les producteurs non membres de l'Organisation ? Ainsi le Venezuela, concurrent direct du Mexique sur le marché américain (et bientôt la Colombie, qui s'apprête à devenir l'an prochain un producteur non négligeable) est-il soumis à des pressions croissantes. Les prix de l'OPEP devraient refléter la réalité du marché, a déclaré, dimanche, le ministre vénézuélien du pétrole, se hâtant d'ajouter qu'il souhaitait avant tout une « solution unanime » approuvée par l'Organisation, et qu'il ne se hâterait pas pour une baisse des prix.

Les engagements sur le respect de la discipline des uns et des autres satisfaisant l'Arabie saoudite ? Ryad, dit-on, peut difficilement espérer obtenir mieux. Aucun pays ne peut actuellement envisager d'accepter une nouvelle baisse durable de son quota de production. Quant aux projets à plus long terme évoqués lors de la précédente réunion de l'Organisation à Vienne au

début du mois, envisageant par exemple de commercialiser de façon groupée le pétrole de l'OPEP, ils se heurtent à des obstacles de mise en œuvre apparemment insurmontables. « Nous ne pouvons pas faire mieux ; le seul acteur qui ait les moyens d'agir, l'Arabie saoudite, a les mains liées ; les autres ne peuvent plus rien », assure un membre d'une délégation.

Reste que la politique jusqu'ici suivie par le royaume saoudien, orchestrée par le cheikh Zaki Yamani, suscite dans le pays des critiques de plus en plus vives. Le ministre du pétrole, ainsi que le gouverneur de la Petromin, société pétrolière d'Etat saoudienne, sont même soumis personnellement à des attaques. Il ne fait pas de doute qu'en cas de déviation, l'Arabie saoudite n'hésiterait pas à reprendre sa liberté et à accroître sa production, faisant voler en éclats l'équilibre actuel du marché. La baisse des revenus pétroliers, aggravée par la chute du dollar, entraîne actuellement de sérieuses difficultés économiques, intervenant pour un pays habitué depuis douze ans à un niveau de vie très élevé. Les facilités sont nombreuses ; on envisage pour la première fois de créer des impôts, de nombreux travailleurs étrangers sont renvoyés dans leur pays, et un certain nombre d'avantages consentis aux citoyens saoudiens sont supprimés.

VÉRONIQUE MAURUS.

● Mise en service du sixième réacteur de la centrale de Gravelines (Nord). — Le sixième — et dernier réacteur — de la centrale nucléaire de Gravelines, près de Dunkerque (Nord), a effectué le 21 juillet sa première réaction appelée « divergence ». Les prochains étapes de la mise en service de ce réacteur seront, précède-t-on à EDF, « la fourniture du premier kilowatt-heure durant le mois d'août, puis la montée à pleine puissance qui s'achèvera à l'automne, conformément aux prévisions initiales ».

	La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	104,00	123,34
DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,76
IMMOBILIER	69,00	81,83
AUTOMOBILES	69,00	81,83
AGENDA	69,00	81,83
PROP. COMM. CAPITAUX	204,00	241,94

## ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne TTC
ANNONCES ENCADRÉES	59,00	69,97
OFFRES D'EMPLOIS	17,00	20,16
IMMOBILIER	45,00	53,37
AUTOMOBILES	45,00	53,37
AGENDA	45,00	53,37

## formation professionnelle

**FORMATION PROFESSIONNELLE D'ANALYSTE PROGRAMMEUR**  
en 7 mois = 1 000 H  
sur 30 micros et gros système IBM.  
Assistance au placement.  
Entretien et sélection sur R.D.V.  
Credat étudiant 100 %  
Centre agréé par OLIVETTI et ERICSSON  
Centre International d'Etudes  
et Formation Professionnelle en Informatique  
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN  
Tél. (1) 740 12 22  
Ma Arcueil-Cachan - 10' des Halles

Séances de formation et collectives locales pour ingénieurs, cadres, techniciens, agents de maîtrise âgés de 50 ans et plus, sans emploi, candidats pour des emplois temporaires auprès des régions, des conseils généraux ou maires.  
Insc. : Association GEP-CADRES, c/o rest. eff. sociales, 14, av. Ouesme, 75007 Paris.

L'Institut des Sciences de l'Ingénieur de Montpellier et le CREUFOP (Service de formation continue) vous proposent une formation  
**d'ingénieur MICROÉLECTRONIQUE et AUTOMATIQUE**  
d'une durée de 18 mois à temps complet à partir du 30 septembre 1985.

Objectif : Formations d'ingénieurs en Microélectronique et Automatique (diplôme du diplôme d'ingénieur (S.M)).  
Conditions : Sélection des demandeurs d'emploi titulaires d'un diplôme d'ingénieur, d'un docteur ou d'une maîtrise scientifique.  
Statut social : Stagiaires de formation professionnelle rémunérés par l'Etat. La sélection des candidats se fera sur dossier et entretien en septembre.  
Veuillez adresser une lettre de candidature avec curriculum vitae détaillé avant le 30 septembre 1985 au

**Creufop**  
99, avenue d'Occident  
34075 MONTPELLIER CEDEX.

**FORMATION INFORMATIQUE**  
ANALYSTE PROGRAMMEUR  
Chef de projets  
Assistance au Conseil INTERNATIONAL en Logiciel  
38, Rue Bassano - PARIS 8e  
M. George V  
Tél. 723.55.18

**FORMATION INFORMATIQUE**  
ANALYSTE PROGRAMMEUR  
Chef de projets  
Assistance au Conseil INTERNATIONAL en Logiciel  
38, Rue Bassano - PARIS 8e  
M. George V  
Tél. 723.55.18

## L'immobilier

### appartements ventes

<b>1<sup>er</sup> arrdt</b> J.J. ROUSSEAU, 130 m <sup>2</sup> , 703-32-31 <b>JARDINET D'HIVER</b> RUE J.J. ROUSSEAU Près SAINT-EUSTACHE. Deuxième étage, 2 pièces, 2 chbres, beaucoup d'allure. 624-93-33 - 649-43-94.	<b>8<sup>e</sup> arrdt</b> EUROPE 8 p., 150 m <sup>2</sup> , 4 <sup>e</sup> ét., imm. F. de T. WEATHERALLS. 563-06-50.	<b>16<sup>e</sup> arrdt</b> <b>1, SQUARE IASMIN</b> Propriétaire vend dans bel imm. sur voie privée : Studio rénové, neuve 300 000 F.; Duplex 3 p., 200 m <sup>2</sup> , 2 800 000 F.; Va. mod. 17/18 m <sup>2</sup> 228-34-35.
<b>4<sup>e</sup> arrdt</b> Prox. St-PAUL, 703-32-44 <b>250 m<sup>2</sup>, CARACTÈRE</b> 26, R. DU ROI-DE-SICILE SURFACES A AMÉNAGER 68 m <sup>2</sup> , 2 <sup>e</sup> ét., rue 800 000 F. 2 <sup>e</sup> étage sur jardin 1 200 000 F. Studio équipé, 300 000 F. Téléphone : 522-17-78.	<b>12<sup>e</sup> arrdt</b> <b>PRÈS MAIRIE</b> Tr. bel imm., p. de L. asc. LIBRE 2 pièces, 41 m <sup>2</sup> , tout confort OCCUPÉ LOI 48 2 pièces de 38 m <sup>2</sup> à 49 m <sup>2</sup> Téléphone : 369-98-98.	<b>18<sup>e</sup> arrdt</b> <b>BARBES</b> Immeuble pierre de taille - 55 m <sup>2</sup> à 20 m <sup>2</sup> , dernier ét. 300 000 F. Téléphone : 369-88-98.
<b>5<sup>e</sup> arrdt</b> CENSIER, 80 m <sup>2</sup> Très beau 2 p., cuisine, bains Imm. pierre de t., 650 000 F. GARBI : 567-22-88.	<b>14<sup>e</sup> arrdt</b> <b>A AMÉNAGER</b> Grand 150 m <sup>2</sup> , 703-32-44.	<b>Province</b> <b>SAINT-TROPEZ</b> <b>CHAPPELLE SAINT-ANNE</b> 2 pces, terrain, 700 000 F. STUDETTE ET 3 PCEES MOBIL. BERNARD (04) 54-81-89.
	<b>15<sup>e</sup> arrdt</b> <b>LOURMEL - STUDIO</b> <b>380.000 F. 734-36-17.</b>	<b>MARSEILLE</b> - Argenteau vend appt. ancien rénové, de caractère, quartier préfecture, 8 p., 260 m <sup>2</sup> , sur 2 plots + 110 m <sup>2</sup> , dépendances, sur dnt. solet. Prix : 1 700 000 F. Tél. : H. S. (01) 47-33-44.
	<b>RIVIERA VAUDOISE</b> <b>ALUTRY</b> Vue exceptionnelle à 150'. Dans petit immeuble résidentiel, avec piscine, sauna, appartement de	<b>(10) PORT-SUR-SEINE</b> <b>DANS CHATEAU</b> HISTORIQUE, n. appt. 210 m <sup>2</sup> à 360 m <sup>2</sup> à aménager. 300 000 F. à 400 000 F. Gros séjour confort et quartier. Égale- ment partie dnt. calme et cadre verdure except. Téléphone : 509-37-62.

**4 1/2 pièces (108 m<sup>2</sup>)**  
avec 2 chambres  
Plén sud. Verdure et tranquillité.  
F.S. 495.000  
**BERNARD Nicod SA**  
26, av. de la Gare 1001 Lausanne  
Tél. 021/20 40 61

### locations non meublées demandes

**Paris**  
Cadre cherche studio confort  
sur Paris, loyer env. 2.500 F.  
Tél. : (heures de bureau),  
M. MONSON - 672-82-84.

Pour employés et haute dir-  
gence, GRANDE BANQUE  
FRANÇAISE recherche : une  
catégorie, même loyer élevé.  
STUDIOS - VILLAS Paris et  
environs. 504-04-45.

**EMBASSY SERVICE**  
6, avenue de Messine  
75008 PARIS  
rech. APPT'S DE 2 PCE  
CLASSE pour CLIENTÈLE  
ÉTRANGÈRE ; corps diploma-  
tiques et cadres de multinationales.  
Téléphone : 562-78-88.

**Région parisienne**  
Etude cherche pour CADRES  
villes très bord. 10 p. (grand).  
(1) 889-88-88 - 283-87-02.

### locations meublées demandes

**Paris**  
OFFICE INTERNATIONAL  
rech. pour sa direction beaux  
appts de standing, 4 pièces  
et plus. Tél. : 285-11-08.

**viagers**  
2 Pces occupé femme 84 ans,  
1,8 m<sup>2</sup> justifiée. Surte NAYAS  
de 10 m<sup>2</sup>, Px 1.350 000 F.  
22, r. Maréchal-Lacour, 50000  
SAINT-LO, N° 5.705.

**LAPROS 554-28-66 +**  
SPECIALISTE VIAGER  
364, rue Lacour, Paris-15<sup>e</sup>.

**domaines**  
Achète VASTE DOMAINE  
majoritairement bois, préférence région  
Centre, situation assurée.  
Ecrlr. : MAYA, Orléans,  
N° 209.728, B.P. 1518  
45005 ORLÉANS CEDEX.

### hôtels particuliers

**MARLIS**, Hôtel particulier  
XVIII<sup>e</sup>, 101 m<sup>2</sup>, 4 p., 2 chbrs,  
toutes surfaces. 272-53-25.

**maisons individuelles**  
A vendre 75 avec garage,  
jardin. Prix : 550 000 F.  
Ecrire à M. Cognard, notaire,  
34480 MAGALAS.

**SAINT-MAUR**, NER, bord de  
Marne, maison symple avec  
jard. 450 m<sup>2</sup>, 4 p., 2 chbrs,  
4 chbrs, jolis cuis., gar., salle  
de bain. 1.200 000 F.  
577-98-88, 504-04-45.

**propriétés**  
**LIVRY-GARGAN**  
10<sup>e</sup> PORT-PAINTIN, superbe  
maison p. p., dont salon, 50 m<sup>2</sup>,  
54, 38 m<sup>2</sup>, 2<sup>e</sup> ét., eau, asc., tot.  
+ maison gardien 6 p. Parc  
1.500 m<sup>2</sup> planté arbres centenaires.  
1.600 000 F. à 500.  
LABE imm. - 361-94-03.

Maison stand., 5 ans, cuisine  
équipée, 2 alcôves, 4 chbrs,  
4 chbrs, 2 s. de bain, salle de  
jou., billard, s. de gym, piscine  
chauffée, 700 m<sup>2</sup> arborée.  
Px 1.400 000 F., tous com-  
merces, bus, métro, 5 mn de  
Paris. Tél. 832-22-27.

### locations non meublées offres

**Paris**  
SEPTIÈME, très jolie apté  
PARFAIT ETAT  
CHAPPELLE aménagée en  
DUPLEX, sur 1 700 m<sup>2</sup>, bel  
état de suite. Px 1.350 000 F.  
577-98-88, 504-04-45.

**viagers**  
2 Pces occupé femme 84 ans,  
1,8 m<sup>2</sup> justifiée. Surte NAYAS  
de 10 m<sup>2</sup>, Px 1.350 000 F.  
22, r. Maréchal-Lacour, 50000  
SAINT-LO, N° 5.705.

**LAPROS 554-28-66 +**  
SPECIALISTE VIAGER  
364, rue Lacour, Paris-15<sup>e</sup>.

**domaines**  
Achète VASTE DOMAINE  
majoritairement bois, préférence région  
Centre, situation assurée.  
Ecrlr. : MAYA, Orléans,  
N° 209.728, B.P. 1518  
45005 ORLÉANS CEDEX.

président du conseil  
de mener une

marchand

1350 من الأمل



MONNAIES

LA CRISE DE LA LIRE

Le président du conseil italien charge le ministre du Trésor de mener une enquête sur le «vendredi noir»

Rome. - «L'assainissement de la situation économique se joue dès maintenant, d'ici à septembre. Si dans les prochains mois nous réussissons à mettre en œuvre concrètement les mesures destinées à diminuer le déficit budgétaire et à abaisser le coût du travail, alors les dernières décisions monétaires pourront faire sentir tout leur effet positif», a affirmé M. Giovanni Goria, démocrate chrétien, ministre italien du Trésor, au cours d'une conférence de presse, dimanche 21 juillet, au côté de M. Carlo Azeglio Ciampi, directeur de la Banque d'Italie, il dressait le bilan de la réunion de Bâle.

Le directeur de la banque centrale a tenu à souligner pourquoi le moment de ce réajustement lui semblait bien choisi : «La baisse du dollar sur le marché des changes en juillet et celle du prix du pétrole nous ont convaincus qu'un réajustement maintenant nous ferait importer moins d'inflation. En outre, nous avons réussi à mener cette opération sans que se déchaînent des attaques contre la lire, donc sans toucher à nos réserves.»

Le gouvernement de M. Craxi avait annoncé la veille un modeste ensemble de mesures économiques en accompagnement de la dévaluation de la monnaie italienne et destinées à faire affluer dans les caisses de l'Etat quelque 6 000 milliards de lires. Pour l'essentiel, il s'agit de mesures comptables comme la décision de créer une trésorerie unique, ce qui permet à l'Etat de récupérer 2 000 milliards de lires que les institutions locales (municipalités, régions, etc.) ont encore en dépôt dans les banques. L'Etat réduira en outre la fiscalisation des charges sociales des entreprises. La répartition par l'INPS, institut étatique chargé des retraites et de l'assurance-maladie, de crédits accordés aux entreprises assurées au budget 2 000 milliards de lires.

Le ministre du travail, M. Gianni De Michelis, a par ailleurs annoncé

l'ébauche d'un accord avec les trois confédérations syndicales, CGIL, CISL et UIL, sur la semestrialisation des effets de l'échelle mobile des salaires. Jusqu'à maintenant, le réajustement se faisait chaque trimestre. Les confédérations syndicales soulignent néanmoins qu'une telle décision doit s'inscrire dans une négociation globale sur le coût du travail.

Les mesures budgétaires prises par le gouvernement ont suscité de dures critiques de la Cofindustria, organisation patronale italienne, qui a exprimé «sa surprise et sa contrariété».

Le patron estime qu'elles sont trop limitées pour réellement permettre de faire face à la dégradation de la situation, et que, de surcroît, certaines d'entre elles pénalisent les entreprises. Certains partis de la majorité comme les républicains leur font écho.

Que s'est-il passé ?

La politique économique de la majorité gouvernementale devait être à nouveau discutée dans son ensemble, ce lundi, au cours d'un «sommet» des cinq partis de la coalition. Cette réunion risque d'être

d'autant plus tendue que les polémiques sur le «vendredi noir» où s'est effondré la lire, continuent de diviser le monde politique italien.

Le président du conseil a chargé le ministre du Trésor, M. Goria, de mener une enquête. A qui attribuer la responsabilité de la chute de la monnaie nationale ? A l'ENI (Institut italien des pétroles) qui pour régler une «échéance technique», a donné un ordre de vente pour 120 millions de dollars ? A la Banque d'Italie qui a laissé sans intervenir la cote du dollar monter jusqu'à 2 200 lires ? Les spécialistes déclinent l'ENI. La démocratie chrétienne, la Banque d'Italie.

M. Goria affirme ainsi : «L'ENI n'avait aucune urgence particulière d'acheter des dollars parce que le prêt à rembourser arrivait à échéance seulement le 24 juillet. L'entreprise publique dirigée par le socialiste Franco Reviglio aurait-elle été involontairement la cause d'un tremblement de terre mondial qui risque de remettre en cause la stabilité du premier gouvernement italien présidé par un socialiste ? Les liens entre le directeur de l'ENI et le Parti socialiste suscitent des soupçons chez certains observateurs étrangers qui estiment que toute l'opération aurait pu être délibérément pilotée.»

Les défenseurs de l'Institut italien des pétroles soulignent en revanche qu'il s'agissait d'une simple opération de routine et que la Banque centrale en avait été avertie à l'avance. «Moi, je me demanderais plutôt, affirme le socialiste De Michelis, pourquoi la Banque d'Italie n'a pas réagi quand le dollar arrivait à 1 950 lires, en fermant les changes et en bloquant le temps l'effondrement de notre monnaie. Faisons attention. Excusez-moi comme l'effondrement du barage dans le Trentin, celui de la lire n'est pas non plus une calamité naturelle.»

(Interim.)

Le deuxième partenaire commercial

L'Italie est le deuxième partenaire commercial de la France, derrière l'Allemagne fédérale, mais devant l'Union économique belge-luxembourgeoise. Les échanges entre les deux pays ayant, en 1984, représenté 177,80 milliards de francs. Les importations françaises ont atteint 89,18 milliards, soit 9,9 % du total des achats à l'étranger et les exportations 88,62 milliards, soit 10,6 % du total des ventes.

La balance commerciale a donc été déficitaire de 0,56 milliard de francs ; elle l'avait été de 5,26 milliards en 1983 (- 4,33 milliard en 1981 ; - 2,27 milliard en 1980). L'an dernier, les exportations vers l'Italie ont augmenté de 19,5 % et les importations en provenance de ce pays de 12,3 % seulement. Ce mouvement s'étant poursuivi, un excédent de 1,12 milliard a été enregistré au cours des six premiers mois de 1985, les exportations ayant

atteint 49,53 milliards et les importations 48,41 milliards de francs.

Le résultat de 1984, lié au décalage de conjoncture entre les deux côtés des Alpes, avait été obtenu en dépit d'un déficit industriel de plus de 22 milliards de francs. Cette année, ce déficit s'est réduit (- 8 milliards de francs pour les cinq premiers mois). Le solde négatif des biens d'équipement professionnel (- 2 milliards) a été plus que compensé par l'excédent dans le domaine automobile (+ 3 milliards).

Toutefois, les échanges de biens de consommation courante se sont traduits par un déficit de près de 7 milliards de francs, le plus fort enregistré à l'égard d'un autre pays dans ce secteur. En revanche, la France connaît avec l'Italie son excédent bilatéral le plus élevé dans le domaine agro-alimentaire (plus de 7 milliards de francs de janvier à mai 1985).

L'ACCORD DE BALE

Un marchandage rapide

Comme on pouvait s'y attendre, les partenaires de l'Italie au sein de la CEE ont tenu bon, samedi 20 juillet, à l'égard du gouvernement de Rome, qui avait commencé par réclamer un réajustement d'ensemble du système monétaire européen (SME), susceptible de masquer une dévaluation de la lire. L'Allemagne et la France étaient pratiquement d'accord pour refuser ce réajustement. A Paris, on mettait en avant le réajustement du commerce extérieur et le ralentissement de l'inflation. Quelques petites nuances, toutefois, ont pu être notées. Si le chancelier Kohl soutenait le maintien des parités entre les monnaies du SME, la lire mise à part, bien entendu, M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, aurait favorablement accueilli une «petite» réévaluation du mark, mais les Pays-Bas ne voulaient pas, et on en est resté au statu quo.

En ce qui concerne la lire, l'Italie voulait dévaluer de 9 %, la France aurait préféré 7 % pour ne pas trop déséquilibrer les échanges commerciaux. Les Français, notamment pour les textiles, ont obtenu un compromis à été trouvé entre les deux, soit 8 %, ou plus exactement 7,8 %. C'est de ce pourcentage que le cours central de la lire a été abaissé.

Une concession a été faite au gouvernement de Rome : la lire a été, en ce qui la concerne, dévaluée que de 6 %, les sept autres monnaies du SME étant réévaluées de 2 %. Cette réévaluation se traduit au niveau de l'ECU, dont le cours baisse calculé dans ces sept monnaies tandis qu'il monte quand il est calculé en lires. En fait, les variations enregistrées

sont un peu différentes des pourcentages annoncés (6 % et 2 %), car la lire anglaise entre dans la composition de l'ECU, et sa hausse récente a influencé les calculs.

Il n'en demeure pas moins qu'en réalité les taux pivots bilatéraux, c'est-à-dire entre monnaies du SME deux par deux, ont été modifiés dans le sens d'une baisse de 7,8 % pour la lire vis-à-vis de toutes les autres. En fait, la réévaluation de 2 % des sept monnaies du SME n'a été qu'un «habillage» politique, une concession des sept à l'Italie, qui ne trompe personne, à commencer par les marchés des changes. En mars 1983, lorsque le mark avait été réévalué de 5,5 % et le franc français dévalué de 2,5 %, en même temps que la lire d'ailleurs, le cours central du mark à Paris avait bien été relevé d'environ 8 %, ce qui correspondait à une dévaluation du franc analogue.

On remarquera, enfin, qu'à Bâle l'Italie, assez isolée, et pour tout dire suspectée d'avoir forcé la décision faute de pouvoir remettre de l'ordre rapidement dans ses affaires, a été mise devant ses responsabilités et invitée à dévaluer toute seule, comme elle avait dû le faire (pour 6 %) en mars 1981. En fait, les milieux financiers internationaux continuent à se poser des questions sur les événements de la journée de vendredi dernier en Italie, concevant mal qu'un ordre d'achat, même malencontreux, de 120 millions de dollars ait pu faire «sauter» la lire. «Erreur technique», a-t-on dit ; le mot fait sourire les techniciens.

FRANÇOIS RENARD.

Les nouveaux taux-pivots des monnaies du SME

Après la dévaluation de 6 % de la lire et la réévaluation de 2 % des six autres monnaies du système monétaire européen (SME), les nouveaux taux-pivots sont les suivants :

EN MONNAIE NATIONALE POUR 1 ECU		
	Nouveaux taux	Anciens taux
Deutschmark	2,2384	2,24184
Florin	2,52208	2,52595
Lire	1 520,6	1 403,49
Franc belge-luxembourgeois	44,832	44,9008
Couronne danoise	8,12857	8,14104
Franc français	6,86402	6,87456
Livre irlandaise	0,724578	0,72569

• Lancement d'une opération TUC pour les jeunes Français musulmans rapatriés. - M. Raymond Courrière, secrétaire d'Etat chargé des rapatriés, vient de lancer une opération TUC en faveur des jeunes Français musulmans rapatriés. Mille sept cents lettres ont été adressées aux jeunes de cette communauté de seize à vingt ans et

trente quatre mille aux maires en vue d'une «sensibilisation» en faveur des travaux d'utilité collective. Le 9 juillet, à Montpellier, M. Courrière a signé avec le ministre du travail une convention nationale «qui prévoit le recrutement pour une durée d'un an de deux cent cinquante jeunes dans le cadre d'un chantier TUC».

Réactions :

M. BEREGOVY : «Il fallait agir vite, c'est ce qui a été fait»

«Les décisions prises par le comité monétaire du SME ont pour origine la situation de la lire. Il fallait agir vite, c'est ce qui a été fait», a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie des finances et du budget, dans la nuit de samedi à dimanche.

«Pour ma part, je tire deux leçons des événements d'aujourd'hui. L'une concerne la Communauté européenne, l'autre notre pays. Première leçon, en acceptant une réévaluation de leur monnaie, les pays adhérents au mécanisme de changes du SME ont démontré leur solidarité à l'égard de l'Italie et leur compréhension vis-à-vis de ses difficultés présentes. Deuxième leçon, le recul de l'inflation en France et la situation de nos réserves de changes nous ont permis, en cette circonstance, de consolider notre monnaie.»

M. Bérégovoy a souligné que les «progrès» accomplis en France dans la lutte contre l'inflation et la situation des réserves de change «ont permis de consolider le franc». Ainsi, pour la France, «il ne faut surtout pas changer de politique économique : si il faut tirer la leçon lorsqu'il s'agit de choisir son camp aux élections de mars prochain...»

Quant à l'Italie, a-t-il ajouté, elle devra mener une politique très rigoureuse.

M. JACQUES CHIRAC : «Le franc bénéficie des très forts taux d'intérêt»

M. Jacques Chirac, Président du RPR, a estimé dimanche 21 juillet, en commentant au «Forum» de RMC le réajustement au sein du SME, que le franc bénéficie des très forts taux d'intérêt qui sont pratiqués en France.

A propos de la réévaluation de 2 % des six monnaies du SME, M. Chirac a déclaré : «Pour le franc, il n'y avait aucune raison, politique ou technique, d'opérer différemment que pour les autres monnaies. Le franc bénéficie des très forts taux d'intérêt qui attirent en France les capitaux. Mais ce n'est pas très sain.»

Le président du RPR a notamment jugé, en réponse à une question, que cette situation du franc n'était pas le fruit d'une réussite de la politique de rigueur. «Les indicateurs économiques ne sont pas favorables», a-t-il souligné, répétant que l'explication réside dans le niveau des taux d'intérêt. «C'est cela qui explique que le franc est solide. J'espère qu'il le restera», a-t-il dit.

M. Chirac s'est étonné de l'«effondrement aussi rapide et fort de la lire italienne» et il juge qu'il fallait «des explications des autorités italiennes».

BANQUES

LE RAPPORT DU CONSEIL NATIONAL DU CRÉDIT

L'expansion des liquidités se ralentit

Décélération du rythme d'expansion des liquidités et importance des innovations récentes dans le domaine financier, tels sont les points marquants du rapport annuel du conseil national du Crédit.

Ce rapport rend d'abord un discret hommage aux pouvoirs publics, en soulignant que la conduite et l'efficacité de la politique monétaire ont été favorisées en France par la convergence des actions menées en matière de politique budgétaire et de politique des revenus et des prix. Ensuite, il relève la poursuite d'une évolution voulue et favorisée depuis plusieurs années, à savoir le ralentissement de la progression des liquidités et le freinage de la croissance du crédit interne.

La décélération de l'expansion des liquidités est imputée à deux facteurs : en premier lieu, l'augmentation du rythme de délivrance des concours bancaires a été moins rapide (en hausse de 12,7 % en 1984 contre 15,1 % en 1983).

Ce phénomène est attribué à la fois au ralentissement de l'activité économique et au niveau élevé des taux de débiteurs réels (taux bancaires rapportés au taux d'inflation) qui a exercé une influence modératrice sur la demande du crédit, à tel point qu'en fin d'année les établissements bancaires disposaient d'une marge de 100 milliards de francs dans le cadre de leurs quotas annuels.

Dans ces conditions, les autorités monétaires ont pu, au début de 1985, remplacer l'ancien système d'encadrement du crédit, devenu trop rigide avec le temps, pour le remplacer par un nouveau régime des réserves obligatoires plus flexible.

Le second facteur de décélération de l'expansion des liquidités a été le dynamisme du marché obligataire, qui a été entretenu par une échelle de taux favorable aux placements longs et par la poursuite de l'essor des organismes de placements collectifs. En définitive, la part prise par les obligations dans l'accroissement des actifs financiers s'est élevée à 39,9 % et celle des titres parti-

cipatifs à 12,9 %, en hausse, respectivement, de 7,7 et 2 points par rapport à 1983.

S'agissant de la politique de l'épargne, le rapport souligne l'importance des innovations financières récentes et, en particulier, l'impact exercé par les formules de placement collectif SICAV et Fonds commun à court terme, créés en 1982 et qui ont drainé, en 1984, 80 milliards de francs contre 53 milliards de francs en 1983. Ces formules, par le biais du marché obligataire, ont permis à l'Etat de financer par de l'épargne longue plus de la moitié du déficit budgétaire. En conséquence, la création monétaire du Trésor a été inférieure aux prévisions, couvrant 13 % du déficit au lieu de 40 % en 1983.

Décrivant les comportements financiers des principaux agents économiques, le rapport a relevé la poursuite de la diminution du taux d'épargne global des ménages, diminution beaucoup moins importante, toutefois, en ce qui concerne leur épargne financière.

Les entreprises, par suite de réajustement de leurs résultats, ont atteint des niveaux d'épargne et d'endettement les plus favorables depuis le second choc pétrolier. La faiblesse de la formation de capital a abouti à un taux d'autofinancement exceptionnellement élevé. En conséquence, l'appel à des ressources externes a été, en proportion de la valeur ajoutée, le plus faible depuis 1979, le taux d'endettement se stabilisant.

Quant aux administrations, dont les besoins de financement ont fléchi, revenant de 3,1 points de PIB en 1983 à 2,8 points en 1984, la part des obligations dans leur endettement supplémentaire a augmenté pour atteindre 73,3 %, celle de l'endettement monétaire (à court terme) tombant à moins de 20 %.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Les investissements, c'est la vie de nos entreprises.

Emprunts de 6 milliards de F maximum garantis par l'Etat.

EMPRUNT À TAUX FIXE 10,60 % de 4 milliards de F maximum à bons de souscription

1<sup>re</sup> tranche : 2 milliards de F.  
Prix d'émission : 95,40 % soit F 4770 par obligation  
Jouissance et règlement : 5 août 1985.  
Durée : 11 ans.  
Intérêt annuel : 10,60 % soit F 530 par obligation.  
Taux de rendement actuariel brut : 11,35 % au jour du règlement.

A chaque obligation correspond un bon permettant de souscrire une obligation de la 2<sup>e</sup> tranche selon les modalités suivantes :

2<sup>e</sup> tranche : 2 milliards de F maximum.  
Prix d'émission : 95,20 % soit F 4810 par obligation.  
Intérêt annuel : 10,60 % soit F 530 par obligation.

Dates d'exercice du droit de souscription et de jouissance des titres

	5.11	5.02	5.05	5.08
de souscription et de jouissance des titres	1985	1986	1986	1986

Taux de rendement actuariel brut à la date d'exercice du droit

	11,31 %	11,29 %	11,27 %	11,25 %
--	---------	---------	---------	---------

Dispositions communes aux deux tranches  
Amortissement normal, au pair, en totalité, le 5 août 1996  
Amortissement anticipé, possible par rachats en Bourse  
Rachats : possibilité de trois Offres Publiques d'Achat.

EMPRUNT À TAUX VARIABLE (T.M.O.) à option d'échange de 2 milliards de F

Prix d'émission : 97 % soit F 4850 par obligation  
Jouissance et règlement : 5 août 1985  
Durée : 11 ans  
Intérêt annuel : égal à 90 % de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement au règlement des emprunts garantis par l'Etat et assimilés.  
Intérêt minimum : 6,50 %.

Marge actuarielle brute à l'émission, sur la base du T.M.O. actuel (11,66 %), les conditions de rémunération font ressortir une marge actuarielle brute de : - 0,68 %.

Faculté d'échange au gré des porteurs, dans le mois qui précède les 5 novembre, 5 janvier, 5 mai et 5 juillet de chacune des années 1985 à 1987 et les 5 janvier, 5 mai et 5 juillet 1988, d'échanger des obligations à taux variable contre des obligations assimilables à celles de l'emprunt à taux fixe 10,60 % juillet 1985.

Amortissement normal, au pair, en totalité, le 5 août 1996

Amortissement anticipé, possible par rachats en Bourse

Rachats : possibilité de trois Offres Publiques d'Achat.

L'énergie financière qu'il faut à l'industrie.

CFDI  
Caisse Française de Développement Industriel



# AFFAIRES

## ENTREPRISES

### Première grève dans la sidérurgie américaine depuis vingt-sept ans

Les huit mille deux cents ouvriers de Wheeling-Pittsburgh, le huitième groupe sidérurgique américain, se sont mis en grève le 21 juillet pour s'opposer à une réduction d'environ 30 % des salaires proposée par la direction. Il s'agit de la première grève importante observée dans la sidérurgie américaine depuis vingt-sept ans. En difficulté, Wheeling-Pittsburgh a dû se placer sous la protection des dispositions du chapitre 11 en évitant d'interdire la poursuite des poursuites. La direction doit préparer un plan de restructuration industrielle et sociale.

La grève sera suivie attentivement par tous les autres groupes, car elle sera un test de la détermination des ouvriers sidérurgistes, fortement syndiqués, et de la capacité des aciéries américaines à faire peu de nouvelles et à réduire leurs coûts face à la montée des importations.

#### L'Etat réduit de 25 % son allocation à l'entreprise minière et chimique

L'Etat mesure ses deniers à l'EMC (Entreprise minière et chimique). Dans le cadre de l'avancement du contrat de Plan signé à la veille du week-end pour la période 1985-1987, il ne lui allouera que 300 millions de francs, pour moitié sous forme de dotation en capital, pour l'autre, sous forme de prêts participatifs. EN 1984, l'EMC avait touché 400 millions de francs.

Malgré tout, l'entreprise nationale s'est engagée en échange à augmenter la productivité des Mines de potasse d'Alsace, à développer ses capacités de production en chimie minérale et son activité « chimie fine », à poursuivre son effort de recherche-développement, à investir dans les économies d'énergie, à accroître sa contribution à l'équilibre extérieur, à soutenir l'emploi en Alsace, à rechercher, enfin, des synergies pour sa branche « alimentation animale » (Sanders). A cet égard, des conversations sont en cours avec Guyomarich (groupe céréa-

lier Dreyfus) et les Grands Moulins de Paris.

De 400 millions de francs en 1984, exercice considéré comme une étape dans le redressement du groupe avec un léger bénéfice d'environ 30 millions de francs, les investissements de l'EMC passeront à 800 millions cette année dont 250 millions iront aux mines.

#### Jeumont-Schneider pose en Tunisie la première pierre de son usine d'électronique

La première pierre d'une usine de télécommunication a été posée à Tunis le 19 juillet par les autorités tunisiennes et le groupe français Jeumont-Schneider (JS). Cette usine fabriquera sous licence de JS des centraux téléphoniques d'antennes pour l'équivalent de vingt mille lignes (en 1987) et des postes téléphoniques sous licence de l'Alcatel Siemens. Elle appartient à la société Arabtel - créée pour l'occasion - dont 25 % du capital est détenu par la firme française, la resta étant partagée entre des banques et les PTT tunisiennes.

## LA FERMETURE DE LA RAFFINERIE SHELL DE PAUILLAC

### Le port de Bordeaux menacé de décadence

De notre correspondant

Bordeaux. - Le personnel de la raffinerie Shell de Pauillac (Gironde) a été officiellement avisé, le 15 juillet, de la décision de Shell-France de fermer le plus tôt possible, et ce tout cas avant l'automne 1986, sa dernière unité de raffinage dans l'estuaire de la Gironde. Cette décision, qui n'entraîne aucun licenciement, a guère suscité de réactions dans l'entreprise. En revanche, elle a été perçue comme un véritable sinistre en Aquitaine.

Les trois cent vingt-six salariés de la raffinerie Shell de Pauillac doivent être réaffectés à qualification et salaire égaux dans les raffineries de Berre et de Petit-Couronne. Ceux qui souhaitent rester dans la Gironde pourraient bénéficier d'un plan de formation ou d'indemnités de départ.

L'abandon des installations de Shell, à Pauillac depuis plus de cinquante ans, au centre de la plus prestigieuse partie du vignoble bordelais, ce devrait théoriquement poser aucun problème, du moins sur l'emploi social. L'emploi direct est préservé; quant aux communes concernées, personne ne croit le sinistre irréparable, même si M. André Cazes, maire de Pauillac, déplore la perte d'un des trois piliers de sa ville (un tiers agricole, un tiers industrie - en l'occurrence la Shell, - et un tiers tertiaire, le service des deux autres).

La perte des emplois indirects est plus difficile à chiffrer. Quelques entreprises déjà fragilisées par la fermeture de l'usine d'Elf en 1977, d'Esso en 1983, vont pouvoir résister à ce nouvel abandon ? Nul ne le sait. Les conséquences les plus graves sont attendues au port autonome de Bordeaux. Au total, il per-

daît 1,8 million de tonnes de son trafic d'hydrocarbures, soit 20 % de son trafic global et 16 % de ses recettes. Pour le remorquage et le pilotage, les pertes seraient respectivement de 26 % et de 6 % du chiffre d'affaires.

Les conséquences sur les infrastructures et les services seraient considérables, au point que beaucoup craignent l'annonce d'une spirale de la décadence et l'entrée du port de Bordeaux dans le peloton des ports secondaires. L'abandon de la raffinerie, compte tenu du fait qu'il n'y a aucun fret de remplacement en perspective, le mettrait à un niveau annuel de trafic de 8 millions de tonnes, contre 20 millions et 23 millions de tonnes, respectivement, pour Nantes et Bilbao, ses concurrents directs. L'impossibilité, faute de moyens financiers, de continuer à recevoir des navires de grand tonnage ne ferait qu'accentuer la chute.

Face à ce risque, une première réunion de mobilisation a eu lieu vendredi 19 juillet à Pauillac, en présence de quelques deux cents élus de toutes tendances et de toute la Gironde.

PIERRE CHERRUAU.

● L'Américain Garret implante une usine en Alsace. - La société américaine Garret, premier fabricant mondial de turbocompresseurs, va implanter une unité à Marbœuf (Bas-Rhin) et ainsi créer, dans un premier temps, soixante-dix emplois. Garret, qui a négocié pendant deux ans avec les autorités régionales, s'installera dans les locaux industriels laissés vides par le fabricant de meubles EKA, filiale d'une société oest-allemande, et qui avait cessé ses activités au printemps en licenciement trente-cinq personnes. - (Corresp.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



### a émis un emprunt

DE 500 MILLIONS DE FRANCS

A BONS DE SOUSCRIPTION

La première tranche de 100 000 obligations de 5 000 F (juillet 1985) a été intégralement souscrite.

Taux de rendement actuariel brut	11,59 %
Intérêt annuel	10,98 %
Prix d'émission	96,20 %, soit 4 810 F par obligation
Durée	14 ans et 11 mois
Jouissance et règlement	29 juillet 1985
Amortissement	en onze tranches annuelles les 29 juin 1996, 1997 et 2000 (sous réserve des rachats en Bourse)

A chaque obligation correspond un bon permettant de souscrire une deuxième obligation de 5 000 F selon les modalités suivantes:

Date d'exercice des bons	du 1er mars au 31 mai 1986
Prix d'exercice	96,20 %, soit 4 810 F par obligation
Durée	14 ans
Taux de rendement actuariel brut	11,48 %
Intérêt annuel	10,98 %
Jouissance des titres	29 juin 1986

Visa CDE n° 85-223 du 9 juillet 1985 BALD du 15 juillet 1985

Signature: J. de la Paix, 75002 PARIS 6 SA au capital de 203 940 000 F RCS Paris 9 n° 562 064 252 APE 8905

### TORAY INDUSTRIES, INC.

Résultats annuels consolidés (1<sup>er</sup> avril 1984-31 mars 1985)

- Chiffre d'affaires net consolidé : 793 067 millions de yens (3 160 millions de dollars\*), en progression de 4,8 % sur l'exercice précédent.
- Bénéfice net consolidé : 13 652 yens (54 millions de dollars), en augmentation de 7,8 %.
- Les ventes de fibres synthétiques et de textiles ont diminué de 0,4 % par rapport à l'exercice précédent, en raison d'une baisse des exportations de tissus à fibres de polyester.
- Les ventes de bandes magnétiques et de plastiques industriels ont progressé de 12,7 %.
- Les divisions Produits chimiques, Engineering et Construction, ont enregistré une progression constante.
- Pour l'exercice clos le 31 mars 1986, Toray prévoit un chiffre d'affaires net consolidé d'environ 830 milliards de yens (3 300 millions de dollars) et un bénéfice net consolidé d'environ 16,5 milliards de yens (66 millions de dollars).
- 1 dollar : 251 yens. Taux moyen au 29-3-1985.

### UNITED TECHNOLOGIES

Résultats du 1<sup>er</sup> semestre 1985

En raison de la situation économique défavorable sur le marché mondial des semi-conducteurs et des ordinateurs, le bénéfice du second trimestre 1985 a été inférieur à celui de 1984 : 54,8 millions de dollars contre 169 millions de dollars.

Pour le 1<sup>er</sup> semestre 1985, le bénéfice net s'établit à 192,4 millions de dollars contre 302,5 millions de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 1984. Le chiffre d'affaires totalise 8 006 millions de dollars contre 8 069 millions de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 1984.

Le bénéfice par action, ainsi que le bénéfice dilué par action ressortent à 1,36 dollar contre respectivement 2,29 dollars et 2,21 dollars au 1<sup>er</sup> semestre 1984.

Le carnet de commandes au 30 juin 1985 atteint 11,3 milliards de dollars.



Le Crédit coopératif poursuit le développement des instruments de placement qu'il offre à ses sociétaires.

Il crée ainsi EFICOOP-SICAV, Sicav court terme dont l'objectif prioritaire est la régularité de la performance sur une courte période.

EFICOOP-SICAV, au capital initial de 200 millions de francs, est ouverte au public à compter du 23 juillet 1985.

Les souscriptions recueillies avant le 30 septembre 1985 seront en franchise de droits d'entrée.

## TRANSPORTS

### La direction d'Air Inter blâme l'équipage d'un Airbus accidenté

Les syndicats pourraient lancer un mot d'ordre de grève

L'équipage de l'Airbus A-300 B-2, « Alpha Kilo », accidenté sur l'aérodrome de Perpignan le 30 mars dernier avec trois cent quatorze personnes à bord, a reçu par lettre recommandée un blâme de la direction de la compagnie Air Inter. Celle-ci a estimé qu'une sanction disciplinaire légère devait être appliquée à l'encontre des deux pilotes et du mécanicien qui n'auraient pas réagi convenablement à un incident mécanique.

L'appareil était en train d'atterrir. Le copilote a alors actionné la manette pour inverser le flux d'un seul réacteur afin de casser la vitesse, la manette de l'autre réacteur étant hors service. Pendant la manœuvre, la première manette a accroché la seconde qui s'est remise à fonctionner et a réactivé le deuxième réacteur, mais en poussant vers l'arrière. Un réacteur freinant et l'autre accélérant, l'Airbus a quitté la piste. Au moment où le pilote parvenait à le ramener sur une trajectoire plus normale, le roulette avant a heurté une borne en béton et s'est brisée. L'appareil s'est immobilisé en travers de la piste, le nez sur le béton.

Les trois cent quatorze passagers en ont été quittes pour la peur et ont évacué l'avion par les toboggans de secours. En revanche, les dégâts matériels ont été importants. L'Airbus a été immobilisé pendant deux mois et la facture des travaux de réparation a atteint 78 millions de francs dont 9 millions représentant la franchise restant à la charge d'Air Inter.

M. Pierre Eelsen, PDG de la compagnie, reconnaît l'existence du blâme, mais tient à minimiser l'affaire : « Il y a, tous les jours, dans toutes les entreprises de France, des gens qui se font rappeler à l'ordre, expliquent-ils. L'équipage d'« Alpha Kilo » n'a pas commis de faute caractérisée, autrement il n'appartiendrait déjà plus à la compagnie. En revanche, il n'a pas réagi convenablement au problème matériel à l'origine de l'accident. Au prix où ils sont payés, les navigateurs doivent être en mesure de faire face à toutes les situations imprévues. Dans la formule l'automobile que je connais un peu, tout accident est le plus souvent provoqué par une mauvaise réaction de l'homme devant une défaillance de la machine. La procédure disciplinaire doit parvenir à son terme. Elle prévoit un appel de la sanction auprès du président. »

Chez les pilotes d'Air Inter, on ne l'entend pas de cette oreille. Leurs camarades sanctionnés, n'ont, selon eux, commis aucune faute. « La cause de l'accident réside dans la

conception du matériel », affirme M. Bernard Trilling, délégué du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). « Il est complètement anormal que deux manettes s'accrochent et que la direction ait dû les faire limiter de 2 millimètres auprès de Perpignan. Nous, pilotes, n'étions pas non plus au courant que les gaz risquaient d'être remis dans le mauvais sens. »

An SNPL, on fait encore remarquer qu'un Airbus de la compagnie brésilienne Cruzeiro-del-Sol avait été accidenté, il y a trois ans, dans les mêmes conditions et qu'Air France avait aussi connu une alerte. On s'étonne qu'il ait fallu l'accident de Perpignan pour que soit publiée une note d'Airbus précisant que « pendant la phase de décollation, un membre d'équipage doit maintenir les manettes ou point mort ».

#### « Du conflit dans l'air »

Chez Airbus Industrie, constructeur de l'avion, on se retranche derrière l'enquête officielle en cours pour ne pas répondre à ces critiques indirectes. On affirme qu'aucune modification n'a été demandée sur les appareils du même type qu'« Alpha Kilo », ni avant, ni après l'accident. On rappelle que trois cent vingt et un Airbus volent quotidiennement sans que leurs manettes s'emmêlent.

A la direction générale de l'aviation civile (DGAC), on déclare attendre les résultats du rapport d'enquête. S'il se confirmait qu'une conception défectueuse du matériel ait été - notamment - à l'origine d'une remise de gaz intempestive, une circulaire et un ordre de service prescriraient les modifications à apporter sur les appareils.

Du côté syndical, on hésite sur la date de la riposte. Faut-il aller jusqu'à une grève de quatre jours pour soutenir l'équipage mis en cause ? Faut-il attendre quelques semaines pour ne pas pénaliser les vacanciers ? Pour l'heure, les délégués syndicaux ont demandé à M. Eelsen l'annulation du blâme infligé. Ils estiment qu'il y a « du conflit dans l'air ».

ALAIN FAUJAS.

## ÉTRANGER

### MALGRÉ LA PERSPECTIVE D'UNE RÉUNION AU SOMMET

#### Les désaccords persistent au sein du GATT

De notre correspondante

Genève. - Le conseil du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) réuni la semaine dernière à Genève n'est pas parvenu à un consensus sur les propositions avancées par l'un ou l'autre de ses membres en vue d'une nouvelle série de négociations sur la libéralisation du commerce international. Une réunion à haut niveau pourrait se tenir le 9 septembre prochain, mais aucun accord n'est en vue sur son ordre du jour.

Une proposition américaine de demander la convocation d'une session spéciale des parties contractantes pour cet automne (le Monde du 20 juillet) semble bien avoir été retenue. Elle devrait passer en revue les modalités d'un nouveau round de négociations en 1986, ce qui est considéré à Genève comme un ultime effort pour éviter de prendre acte d'un échec. On peut considérer l'accueil relativement favorable de cette proposition comme un succès pour la politique de Washington, encore que le représentant américain au GATT, M. Peter Murphy, loin de chanter victoire, semble être avant tout préoccupé par les tensions protectionnistes du Congrès.

Au demeurant, tout reste dans la vague. Bieco que la proposition américaine soit soutenue par la CEE, le Japon, nombre de pays du tiers-monde (sauf le Brésil qui campe sur ses positions), il n'est pas acquis qu'elle soit retenue. Elle a l'avantage cependant de ne pas exiger un consensus mais un vote à la majorité simple.

Selon les règles du GATT, les parties contractantes doivent être avisées de toute convocation 21 jours avant la date d'ouverture d'une session spéciale. En outre, « le secrétaire du GATT, après en avoir conféré avec le président, établit l'ordre du jour provisoire de chaque session et le communique aux parties contractantes au moins cinq semaines avant la date d'ouverture de la session. » Or c'est précisément sur l'ordre du jour que le désaccord est le plus patent puisque les Etats-Unis, appuyés dans une certaine mesure par des pays industrialisés, soutiennent qu'il appartient au GATT d'examiner la question des services comme cela avait été prévu lors de la réunion ministérielle de 82. Mais les pays du tiers monde estiment que le problème des services devrait continuer à être traité dans le cadre de la CNUCED (conférence des Nations unies pour le commerce et le développement).

Des consultations officieuses, également prévues, en attendant, seront entravées par l'ordre du jour très

chargé du GATT, qui doit, entre autres, reprendre le 23 juillet ses travaux sur l'épineux problème des textiles. Au surplus, les parties contractantes seront trop préoccupées par le prochain sommet de la Nouvelle-Delhi pour être disposées à tenir des réunions sur les résultats desquelles elles ne foudroyent que peu d'espoir, étant donné les désaccords à tous les niveaux qui ont marqué le dernier conseil du GATT.

L. V.

## Emprunt Groupé de Collectivités Locales d'Ile de France

450 millions de F. Juillet 1985

# 12%

Emission de 90.000 obligations de 5.000 F.  
Prix d'émission: le pair.  
Jouissance, règlement: 5 août 1985.  
Durée de l'emprunt: 12 ans.  
Amortissement: 10 annuités constantes après un différé de 2 ans.  
Taux de rendement actuariel brut: 12%

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Epargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (visa C.O.B. n° 85-217 du 2.07.85) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L., 36, rue de Lille, 75316 PARIS, et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CNEC

21 Collectivités de l'Ile de France se groupent pour emettre cet emprunt

DEPARTEMENTS: Essonne, Hauts de Seine, Seine et Marne, Val de Marne, Yvelines.

VILLES: Argenteuil, Aubervilliers, Aulnay-sous-Bois, Clignancourt, Colombes, Drancy, Gagny, Garges-Meudon, Nanterre, Noisy-le-Grand, Roissy-Montparnasse, Saint-Denis, St Maurice, Vanves, Ville-d'Avray, Villefranc, Yvigney.

SYNDICAT des communes de la banlieue de Paris pour les Lacs

550 من الأصل



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS

## Comptant

**19 JUILLET**

**BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE**

Principaux postes sujets à variation  
(en millions de francs)

ACTIF		Au 1 <sup>er</sup> juillet
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	...	419 637
Or	...	248 370
Disponibilités à vue à l'étranger	...	84 321
ECU	...	70 794
Avenues au Fonds de stabilisation des changes	...	18 151
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	...	26 818
dont :	...	...
Concours au Trésor public	...	18 520
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	...	174 769
dont :	...	...
Effets économiques	...	85 047
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FÉCOM	...	72 467
5) DIVERS	...	8 806
Total	...	<u>702 499</u>
PASSIF		
1) BILLETS EN CIRCULATION	...	207 814
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	...	12 786
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	...	8 413
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	...	100 663
dont :	...	...
Comptes courants des établissements adhérents à la constitution des réserves	...	39 163
ECU À LIVRER AU FÉCOM	...	70 794
5) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	...	298 180
7) CAPITAL ET FOND DE RÉSERVE	...	3 030
8) DIVERS	...	11 002

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE  
ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

	12 juillet	10 juillet
Valeurs francs à revenu variable	120,8	119,8
Valeurs étrangères	113,6	112,5
Valeurs étrangères	101,2	96,9
Réserve Générale	107,7	107,6
Chimie	128,2	127,2
Métallurgie, mécanique	133,7	131,7
Electricité, électronique	123,9	121,7
Biédiment et matériaux	171,3	131,7
Ind. de consommation non alimentaire	110,2	106,7
Agro-alimentaire	102,2	100,2
Distribution	119,8	118,3
Transport, loyers, services	121,3	119,6
Automobiles	147	147
Credit bancaire	128,7	126,9
Assurances	119,6	117,6
Immobilier et foncier	122,3	121,3
Investissement et participations	150,7	150,6
Bsm 100 : 22 décembre 1984		
Valeurs françaises à revenu fixe	103,4	103,8
Emprunts d'Etat	103,3	103,8
Emprunts garantis et assimilés	103,3	103,8
Sociétés	103	103,1
Bsm 100 en 1984 :		
Valeurs françaises à revenu variable	1 888,1	1 871,2
Valeurs étrangères	3 197,9	3 176,7
Bsm 100 en 1972 :		
Valeurs françaises à revenu variable	272,2	270
Valeurs étrangères	432,6	421,5
Bsm 100 : 31 décembre 1980		
Indice des valeurs françaises à revenu fixe	112,6	114
Emprunts d'Etat	113,7	114,2
Emprunts garantis et assimilés	113,4	114
Sociétés	114,4	114,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGEMENT		
Bsm 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	719,8	717,9
Produits de base	170,3	168,3
Construction	155,8	158,9
Bien d'équipement	213,3	218,7
Services	213,3	218,7
Bien de consommation non durables	293,1	298,6
Bien de consommation alimentaires	251,9	246,2
Services	194,7	193,1
Services financiers	310,4	306,5
Sociétés de la zone franc exportant principalement à l'étranger	218,2	216,1
Valeurs industrielles	268,8	267,2
BOURSES REGIONALES		

VALEURS	du nom.	du coupon	VALEURS	du nom.	du coupon
3 % .....	31	2 400	Frac .....	550	550
5 % .....	47 50	2 315	Foncp (Chât. etat) ..	900	890

[illegible]

VALEURS	COTE prix	DATE cote
Spécialité .....	120	120
5 P.L. ....	560	565

	507 61	504 98
...Baignettes	245	236
Shen	419	419
Shen	1280	1280
Shen	330	330
Tout Enfant	584	516
U.S. S.M.D.	440	440
U.S. S.M.D.	440	440
U.S. S.M.D.	73	74 50
U.S. S.M.D.	675	675
U.S. S.M.D.	141	141
U.S. S.M.D.	323	3240
U.S. S.M.D.	156	
U.S. S.M.D.	372	374
U.S. S.M.D.	385	809
U.S. S.M.D.	6	6 30
U.S. S.M.D.	785	785
U.S. S.M.D.	353	130
U.S. S.M.D.	467	458
U.S. S.M.D.	141 40	
<b>Etrangères</b>		
A.E.G.	405	
Alcan	318	315
Alcan	229	230
Alcan	1536	1360
Alcan	910	910
Alcan	525	
Alcan	245	
Alcan	115	115
Alcan	104	105 50
Alcan	30000	32000
Alcan	55	56
Alcan	67	67 21
Alcan	29	20
Alcan	385	390
Alcan	590	582
Alcan	104	1000
Alcan	47 50	
<b>VALEURS</b>		
	Emis- sion	Rach- et
	Franc- c.	net
A.A.A.	271 90	275 86
Actions-Invest.	231 14	264 57
Alcan	419 38	548 14
Alcan	466 50	425 30
Alcan	388 55	284 65
Alcan	423 83	411 84
Alcan	361 58	345 14
Alcan	124 08	201 22
Alcan	183 96	173 62
Alcan	431	411 58

VALEURS	Cours préc.	Différence cours	VALEURS	Cours préc.	Différence cours
Chemical Bank	324	322	<b>SECOND MARCHÉ</b>		
Chemical Bank	855	850			

VALUERS	Emerson Frse. incl.	Rachon net	VALUERS	Emerson Frse. incl.	Rachon net
242			A.E.P. R.D.	1950	
560	787		B&W	625	625
150	149 50		Calhoun	335	332
285	262		Cap Gemini Group	1025	1020
115	115		C. Engh. Bldg.	286	287
389 50			C. Genl. Foreman	142	142
115	115		Dates	251	251 50
475 01			Dickson D.T.A.	1880	180
580	570		F. S. H. H. H.	835	835
160	172		Filipac	554	554
310	310		Guy Dreyfus	691	690
38	38		Marin Immober	360	361
395	362		Melburg, Melms	237 90	231 50
12	12		M.J.B.	369 60	360
251	251		Nazare-Delmas	398	414
630	630		Om. Gen. Frs.	304 10	304
51	51		Perit. Batain	322	322
15	15		Perrault	638	638
75	75		Pocher	1615	1650
100	104 10		Poron	301	300
27 60	27 60		S.C.E.F.M.	315	319
132	130 50		S.H.	814	813
488	488		Sotheby	227	232
326	326		Stone	898	887
33	33 50				
194	187				
214	213				
375	375				
33	33 50				
429	429				
241	240				
155	155				
221	221				
80	80 50				
22	22				
240	240				
524	524				
481	480				
17	17 60				
871	871				
76	76				
43	42				

### Hors-cote

Emerson Frse. incl.	Rachon net
296	295
54	54
412	478
365	
128 20	125 10
138	
111	
345	345

## 1977

Emerson Frse. incl.	Rachon net	Emerson Frse. incl.	Rachon net
506 71	483 31	510 85	487 64
695 70 34	694 64	602 05 19	605 05 19
114 45 79	129 01 03	565 01 01	565 01 01
561 03 15	561 03 15	205 51 18	205 51 18
19 67	19 15	151	151
572 98 51	541	33	152 82
464 57	442 50	5523 94	5485 87
414 15	425 83	1065 78	1065 78
1129 85	1129 85	136 25	565 25
1314 75	1255 14	51 00	51 00
880 47	854 78	1038 95	1030 71

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

**RHONE-POULENC.** — Le chiffre d'affaires du premier semestre 1985 progresse de 9,6 % à structure comparable pour atteindre 28 848 millions de francs.

**CHIMIE: LES TROIS SUISSES**

**AMÉLIORENT LEURS CHIFFRES D'AFFAIRES.** — Les trois groupes chimiques de Clava-Gelgy, Hoffmann-La Roche et Sandoz ont enregistré une augmentation de leurs chiffres d'affaires pour le premier semestre de l'année. Les progressions sont, respectivement de 13 % (10,6 milliards de francs suisses), de 17 % (4,72 milliards de francs suisses) et de 20 % (4,5 milliards de francs suisses). Tous les trois améliorent la progression de leur chiffre d'affaires par rapport à la même période de l'année dernière.

**COMPAGNIE DE NAVIGATION MIXTE: MAJORATION DU DIVIDENDE.** — Le dividende brut pour 1984 est majoré de 20 % pour être porté de 10 F

**IBM-FRANCE LANCE UN EMPRUNT EN ECU.** — Le BNP annonce le lancement, pour le compte d'IBM-France, d'une émission euro-obligataire de 150 millions d'ECU, avec un « swap » en francs de 1 milliard.

Le communiqué souligne que c'est « la plus importante opération de cette nature jamais réalisée » et qu'elle en a obtenu le mandat « pour sa maîtrise reconnue des opérations en ECU et parce qu'elle était à même de monter le « swap » correspon-

Cofradel (Ly) . . . . .	568	Publicis	1820	1920
Cogit . . . . .	363	Raff. Souf. Fl.	174	177
Comphos . . . . .	240	248	452	478
Comp. Lyon-Além.	356	350	Rémillon	151
Concorde (La) . . .	648	651	Réunion-Zen	151
C.M.P . . . . .	12 50	13	Rochefortaise S.A.	280
			Rochefort-Centre	41

Colden (C.F.B.)	320	320	120	Rosario (F.R.)	220	210
Colden, Gen. Ind.	572	567	10	Rouger et Fils	790	8
C. Universal Coal	920	920	51	Sacer	51	2
Coldwell	140	140	30	Sackler	238.00	2
Colson (C.F.B.)	408	408	34	SARPA	394.70	35
Clarys A.C. & Co.	1190	1215	36	SARPA	781	791
Cl. Diemrich	530	530	30	SAT	791	840
Dagognant	400	400	31	Sauvée-Duval	23.05	2
Delaunay S.A.	531	988	108	Saint-Rapin	108	111
Delorme-Viel, (F.R.)	785	785	78	Selliers du Midi	350	340
Delorme-Viel, (F.R.)	820	820	60	Serv. Fré	100	100
Del. Indochine	1360	1340	17	Sellam	172	177
Dug. Trate. Pub.	130	130	30	Seyssadour RO	108.80	111
Duo-Lamotte	140	140	30	SCAC	250	250

Colubus (ex W.I.)	713	680 97
Convergim	291 79	280 57
Conal court terms	10760 75	10160 75
Contra	917 13	875 54
Credmiser	371 52	354 97

	1999	2000
Chemical products	449.93	429.19
Dermisur	12369.95	12369.95
Drumac-France	407.72	389.23
Drumac-Ingelheim	771.84	736.84
Drumac-Sclerone	196.65	187.73
Drumac-Scoticon	130.52	124.69
Eucotec	1017.58	1002.12
Evoking Sense		
Exergise	233.64	223.05
Exergise-72	58547.82	58430.96
Exergise-82	7056.33	7038.76
Exergise Associates	24026.06	23326.04
Exergise-Capital	6605.51	6540.11
Exergise-Ortel	135.07	1289.90
Exergise-Industrie	494.22	471.91
Exergise-Industrie	499.22	477.17

## SICAV 19/7

[illegible]

**INDICES QUOTIDIENS**  
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

Valeurs françaises .....	18 juillet	
Valeurs étrangères .....	178.6	
C <sup>e</sup> DES AGENTS DE CHANGE		
(Heure 100 : 31 déc. 1981)		
Indice général .....	18 juillet	19 juillet
	219.3	217.9
<b>TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE</b>		
Effets prêts du 22 juillet .....	9 1/2 %	
<b>COURS DU DOLLAR A TOKYO</b>		
	19 juillet	22 juillet

financer une partie du programme d'investissements IBM-France.

**... INCO AUSSI MAIS EN DOLLARS.**  
- Le groupe canadien International Nickel (INCO), premier producteur mondial de nickel, va lancer un emprunt de 75 millions de dollars sur le marché international. Remboursable en 1992, celui-ci portera un intérêt fixe de 11 % et sera émis à 100,25 % de la valeur nominale.

**INCO produit aussi du cuivre, des métaux précieux et du cobalt ainsi que de l'uranium.**

Electro-Banque ....	330	320 10	Sick .....	85 50	...
Electro-Financ. ....	570	571	Sicotel .....	380	380

El-Amargue	313	313	Serra-Alcantal	575	971
E.L.M. Lobos	336	329	Sevina	182	195
Enfil-Enrague	155	155	Siph (Plant. Hivada)	109	109
Enfropos Pima	520	520	SLAC Acordit	719	709
Esquene (E)	1210	1250	Sid Générale (C. m.)	587	599
Ezore-Musse	757		Solal Francine	802	816
Europ. Account.	54	55 80	Sorbo	255	239
Exmet	1320	1350	Sorbo	61	97
Exor	1870	1878	S.O.F.L.P. (M)	97	97
Exor	180		Sorini	880	880
Exor. Victory (L)	187 20	180	Soudun Autog.	205	205
Fampit	116 70	114	Sovatel	695	704

Epargne-Unité .....	935 15	882 74
Epargne-Valor .....	349 50	333 65
Epargne-Unité .....	1200 23	1187 87

Germany	1200 33	1197 39	
Europe	8376 72	7998 78	N
Europe-Crosscountr	423 77	404 55	N
Europe-Investm.	1273 61	1215 86	N
Financiers Plus	21705 96	21662 63	C
Foreign Investm.	797 61	761 46	C
Foreign	192 61	184 07	Q
France-Garantie	286 61	280 99	P
France-Investm.	449 77	429 37	P
France-Met	114 99	112 40	P
France-Obligatios	354 80	358 97	P
France	268 30	256 13	P
Fructidor	236	225 30	P

Boys .....	523 73	881 84	Technic .....	1012 54	966 51
Daughters .....	467 34	446 15	U.A.P. Invests. ....	348 16	332 31
Parents of .....	1055 80	1027 54	Un-Associations .....	112 02	112 01

Accountants	62,623.74	62,623.74	Uninsured	308.04	294.01
Agriculture	540.38	515.68	Uninsured	876.56	836.75
Apparel	151.19	104.09	Un-Seniors	12,79.23	1255.75
Auto Services	1199.95	1116.42	Un-Seniors	682.41	651.41
Banks	1140.57	1088.95	Un-Seniors	1013.15	967.29
Beauty	109.97	104.29	Un-Seniors	1914.68	1827.64
Books	619.17	590.14	Un-Seniors	1979.52	1811.81
Business	13,484.65	13,411.01	Un-Seniors	155.87	155.87
Chemicals	533.75	509.55	Un-Seniors	1133.72	1067.43
Clothing	1021.67	1073.55	Un-Seniors	330.80	375.94
Construction	13,771.73	12,50.72	Un-Seniors	1302.17	1201.39
Electronics	241.81	240.61	Un-Seniors	6371.95	6950.30

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance

du jour par rapport à ceux de la

[illegible]

## Également mens

%	Common	Choice	Premium	Domestic	%
---	--------	--------	---------	----------	---

season	VALEURS	premier	deux	trois	+
280	Gepp-Pequet	243	244	244	+ 01
277	Gepp-Pequet	243	243	2415	+ 102
07	Peppet, Gungah	146	142	142 50	+
03	Peppet-Pequet	1023	1023	1023	+ 40
087	Peppet-Pequet	408 20	418	418	+ 50
033	Peppet-Pequet	720	720	718	- 027
525	Peppet-Pequet	109	108	108	- 021
145	Peppet-Pequet	278	278	274	- 04
138	Peppet	68 20	70	70 85	+ 362
146	Peppet	611	600	595	- 5
105	Peppet	180 10	180	180	+
10	Peppet	51	51	52	+ 1
2130	Peppet-Pequet	2055	2030	2035	- 087
128	Peppet-Pequet	1201	1210	1210	+ 014
128	Peppet-Pequet	1201	1210	1210	+ 014
074	Peppet-Pequet	278 20	277	275 80	- 071
151	Peppet-Pequet	1380	1390	1390	+ 072
145	Peppet-Pequet	277	280	31 50	+ 206
086	Peppet-Pequet	281	285	285	+ 076
144	Peppet-Pequet	80	78	78 80	- 248
182	Peppet-Pequet	1350	1360	1360	- 44
245	Peppet-Pequet	1620	1620	1620	- 108
241	Peppet-Pequet	1245	1245	1245	+ 103
245	Peppet-Pequet	2425	2450	2450	+
277	Peppet-Pequet	1790	1790	1791	- 16
715	Peppet-Pequet	730	730	730	- 025
235	Peppet-Pequet	281	281	281	- 080
297	Peppet-Pequet	2320	2310	2310	- 027
235	Peppet-Pequet	706	701	697	- 147
030	Peppet-Pequet	314	305 10	306 10	- 253
071	Peppet-Pequet	316	316	316	- 268
258	Peppet-Pequet	232	221	221	- 263
038	Peppet-Pequet	104 50	103	102 40	- 2
1410	Peppet-Pequet	1828	1828	1828	- 43
388	Peppet-Pequet	371	371	371	+ 114
161	Peppet-Pequet	448	452	452	+ 052
086	Peppet-Pequet	574	574	574	+ 015
150	Peppet-Pequet	720	720	720	+ 017
163	Peppet-Pequet	720	720	720	+ 017
130	Peppet-Pequet	250	250	250	+ 014
1650	Peppet-Pequet	1390	1390	1390	+ 014
680	Peppet-Pequet	242	242	242	+ 014
107	Peppet-Pequet	180	180	180	- 426
126	Peppet-Pequet	2320	2300	2300	- 085
125	Peppet-Pequet	410	415 50	415 50	- 101
125	Peppet-Pequet	518	518	518	- 058
015	Peppet-Pequet	518	518	518	- 058
270	Peppet-Pequet	245	245	245	- 120
320	Peppet-Pequet	245	245	245	- 120
222	Peppet-Pequet	245	245	245	- 120
520	Peppet-Pequet	245	245	245	- 120
164	Peppet-Pequet	216	216	216	- 132
123	Peppet-Pequet	216	216	216	- 132
123	Peppet-Pequet	216	216	216	- 132
076	Peppet-Pequet	216	216	216	- 132
325	Peppet-Pequet	216	216	216	- 132

## el

		Cours	Premier	Deuxième
--	--	-------	---------	----------

[illegible]

c : coupon détaché; \* : droit détaché;  
o : offert; d : demandé; ♦ : prix précédent.

%	Company	Market	Cou's	Premier	Demeter	%
---	---------	--------	-------	---------	---------	---

	secon	VALEURS	précéd.	cours	+ ou -	
... 337	91	Iron. Chemical...	173 50	86 55	86 55	+ 1
... 82	123	Iron. United	117 50	130	125 80	+ 3 12
... 020	1150	IBM	1178	1185	1159	+ 1 17
... 029	102	Int'l. Yohann...	99	95 40	95 40	+ 1 83
... 018	100	Int'l. Yohann...	99	95 40	95 40	+ 1 23
+ 541	54	Malacca	51	50	50	+ 1
... 486	1000	Monsie...	1066	1061	1051	+ 0 95
... 730	730	Monterreal M.	730	723	723	+ 0 65
... 042	790	Monterreal M.	742	742	742	+ 0 70
+ 012	...	Nestlé	102 50	101	106	+ 0 45
... 014	106	Norva Hydro	101 50	101	106	+ 0 45
... 010	110	Novo Nordisk	110	110	110	+ 0 10
... 213	1010	Novo Nordisk	110	110	110	+ 0 10
... 018	850	Pharm. Merck	775	778	785	+ 1 23
... 176	143	Petro-Canada	134	135 50	135 50	+ 1 11
... 086	245	Pet. Brand	235 50	231	240	+ 0 90
... 042	255	Pharm. Merck	245 50	235 50	241	+ 0 23
+ 182	350	Quintiles	350	355	346	+ 1 14
... 702	915	Royal Bank	915	942	942	+ 0 27
... 128	540	Saskatchewan	552	562	570	+ 0 18
+ 111	72	Rio Tinto Zinc	69	68 90	68 90	+ 0 28
... 345	115	St Helena Co	170 60	160 60	198 40	+ 1 28
... 086	130	Schleicher	135 20	137 30	137 50	+ 0 20
+ 086	64	Shell Transp.	65	65	65	+ 0 11
... 192	1880	Siemens A.G.	1740	1747	1735	+ 0 11
... 155	148	Siemens A.G.	150	149	147 50	+ 0 15
... 170	150	Toshiba Corp.	150	151	150 80	+ 0 02
+ 159	980	Union Carbide	935	930	970	+ 0 36
... 123	250	Vale	261	272	270	+ 0 12
... 880	880	Vale	843	822	824	+ 0 10
... 125	550	Vonage	270 50	273	212 80	+ 0 25
... 256	540	Wheat Dated	420 40	420	398 50	+ 0 21
... 018	608	Wheat Dated	587	580	580 50	+ 0 18
... 342	485	Xerox Corp.	493 40	491	481	+ 1 68
... 042	110	Zambia Corp.	176	176	116	+ 0 60

COURS DES BILLETS LUX GUCHETS				
achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 19/7
8 300	8 950	Ofrs (Ru du banj)	89300	89700
...	...	Ofrs (Ru en tang)	28950	28900
...	...	Paise francisque (20 fr)	525	524
54 500	55 100	Paise francisque (100 fr)	525	524
50	280	Paise francisque (200 fr)	525	524
80	88	Paise de 100 (20 fr)	518	519
11 650	12 600	Souverains	516	511
6 100	7 600	Paise de 100	3805	3880
5 200	6 500	Paise de 50 dollars	2180	2155
3 340	700	Paise de 10 dollars	1225	1225
107	124	Paise de 10 dollars	3475	3495
42	44	Paise de 50 francs	540	540
5 200	6 500			
6 100	7 600			
3 340	700			
107	124			
42	44			



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### ÉTRANGER

2. AFRIQUE
- RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : l'insurrection de l'état d'urgence.
- La fin du sommet de l'OUA.
3. PROCHE-ORIENT
- Les relations entre Moscou et Jérusalem.
- LEBANON : le plan de sécurité à Beyrouth-Ouest demeure précaire.
4. EUROPE
- 4-5. AMÉRIQUES
- ARGENTINE : la mise en place du plan de rigueur.

### POLITIQUE

6. Le débat sur la cohabitation.
- La situation en Nouvelle-Calédonie.

### SOCIÉTÉ

7. SOS-Racisme envisage un rassemblement international à Paris en décembre prochain.
8. Un sondage SOFRES pour le Monde et France-Inter : la protection artificielle.
16. La catastrophe de Tessero : négligence, fatalité, potémkin.

### SPORTS

12. Tour de France cycliste : Hinault égale Anquetin et Merckx.
- Motocyclisme.
- Golf.

### LE MONDE ÉCONOMIE

13. AUTRICHE : le retard technologique.
- 13-14. L'industrie du voyage.
15. La chronique de Paul Fabre : « A travers les revues françaises », par Daniel Viny.

### CULTURE

17. FESTIVALS : France Ponge à Avignon ; Puccini à Aix-en-Provence ; jazz à Nice.
19. COMMUNICATION : dans l'attente de la décision de M. Mitterrand sur les télévisions privées.

### ÉCONOMIE

24. ÉNERGIE : l'OPPE saisie par la décongestion.
26. TRANSPORTS : la direction d'Air Inter blâme un équipage d'un Airbus accidenté.

**RADIO-TÉLÉVISION (19)**  
**INFORMATIONS**  
**« SERVICES » (20) :**  
 « La mode » ; « Journal officiel » ; « Météorologie » ; Mots croisés ; Loto.  
 Annonces classées (21 à 24) ; Carnet (18) ; Programmes des spectacles (18).

**Sur CFM**  
 de 19 heures à 19 h 30  
 à Paris (89 MHz)  
 à Lyon (100,3 MHz)  
 à Bordeaux (101,2 MHz)  
 à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

**LUNDI 22 JUILLET**  
**« le Monde »**  
 reçoit  
**CHRISTIAN DELORME**  
 prêtre aux Minguettes  
 avec  
**PHILIPPE BOUCHER**

Mardi 23 juillet  
**MICHEL NOIR**  
 député RPR du Rhône

(Publicité)  
 IMPORTATEUR EUROPÉEN,  
 SIÈGE EN AUTRICHE,  
 offre représentation exclusive de  
 « NOUVEAUTÉ MONDIALE »  
 FILTRE CLARIFIANT BIOLOGIQUE,  
 nettoie simplement sur le robinet,  
 utilisable en cuisine, pour faire  
 le café, le thé, etc.  
 HELMA, E. BORNEDER, A-1100 WIEN,  
 ALXINGERGASSE 14/12

Le numéro de « Monde »  
 daté 22 juillet 1985  
 a été tiré à 404 601 exemplaires

**Le Monde Infos Spectacles**  
 sur Minitel  
 615.91.77 + 15 L.M.

A B C D F G H

## LA GUERRE DU GOLFE

### Les Irakiens bombardent le champ pétrolier off-shore iranien de Cyrus

La marine irakienne a bombardé le champ pétrolier off-shore iranien de Cyrus dans le nord du Golfe, dans la nuit de vendredi à samedi, a affirmé samedi 20 juillet un porte-parole militaire à Bagdad. Le porte-parole a indiqué que le bombardement a mis en feu quatre puits pétroliers, une station de pompage et un grand réservoir de brut.

Situé à l'ouest du principal terminal iranien de l'île de Kharg et à 130 kilomètres au sud-est des côtes irakiennes, le champ de Cyrus se trouve au sud de celui de Nowruz qui avait été bombardé le 27 janvier 1983, à mi-chemin entre les côtes irakiennes et koweïtiennes. Lors de ce bombardement, les installations de Nowruz avaient été endommagées et de grandes quantités de pétrole s'étaient échappées, polluant les eaux du Golfe.

Le bombardement du champ de Cyrus ne semble pas avoir provoqué jusqu'à présent de fuite importante de pétrole. Selon des responsables de l'Organisation de la protection de l'environnement marin (ROPME), pour qui le risque de marée noire ne peut être exclu, l'alerte n'a toutefois pas été déclenchée, les valves de sécurité des plates-formes et de la station de pompage pouvant fonctionner automatiquement en cas d'incendie.

Téhéran a, pour sa part, annoncé que deux avions irakiens, dont un Mirage, avaient été abattus vendredi après-midi sur le front nord, au Kurdistan.

L'agence iranienne Irna avait indiqué qu'un des avions avait été abattu alors qu'il bombardait sur le front nord des positions irakiennes dans la zone frontalière du Kurdistan irakien où se déroulent depuis une semaine une importante bataille. Le communiqué de l'état-major iranien précise que le Mirage avait été touché par la DCA dans la région de Haj-Omran, à l'extrême nord-est de l'Irak, et son pilote blessé à la jambe capturé. Le deuxième avion aurait été touché par un missile sol-air dans la région frontalière de Farchah, 20 kilomètres plus à l'est mais serait tombé en territoire irakien.

L'Irak a reconnu samedi la perte du premier avion affirmant que l'Iran sera tenu responsable de la vie du pilote du Mirage.

### Cinquante candidats à l'élection présidentielle de Téhéran

Cinquante candidats se sont inscrits pour participer à l'élection présidentielle iranienne, qui se déroulera le 16 août prochain, a annoncé dimanche un responsable du ministère de l'Intérieur à la clôture des listes d'inscription.

Les noms de ces candidats seront rendus publics dans cinq jours, après que le conseil de surveillance de la Constitution aura vérifié qu'ils remplissent les conditions requises pour se présenter aux élections.

Toutefois, la presse iranienne a fait état de la candidature du président sortant, l'homme d'état islamique Ali Khamenei, qui apparaît comme le vainqueur probable pour tous les observateurs politiques à Téhéran.

Le chef du premier gouvernement provisoire islamique nommé le 3 février 1979 par l'imam Khomeiny, M. Mehdi Bazargan, chef de file du mouvement de libération de l'Iran (MLI), a de son côté annoncé qu'il se portait candidat. Dans un communiqué parvenu à l'AFP, il rappelle qu'il avait posé un certain nombre de conditions en mai dernier pour que les libertés démocratiques soient garanties durant cette élection. Il estime qu'un certain nombre de ses demandes ont été satisfaites par les dispositions législatives adoptées pour cette élection par le Parlement.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, a d'autre part critiqué une nouvelle fois l'attitude du gouvernement

français à l'égard de la République islamique, estimant qu'il « n'a rien fait de positif » pour une amélioration des relations entre les deux pays.

« Dans tous les entretiens que des responsables français ont eus avec des représentants de la République islamique, ils ont fait part de leur désir de voir les relations entre les deux pays se développer, mais en réalité ils n'ont rien fait de positif », a-t-il déclaré dans une interview publiée dimanche par le journal *Entelequia*. Le ministre a rappelé les conditions de l'Iran pour une amélioration de ces relations : « La restitution du prêt accordé par l'ancien régime (iranien) et bloqué en France, la cessation de toute aide aux contre-révolutionnaires (NDLR : les opposants iraniens réfugiés en France) et à l'Irak. » (AFP.)

## A Ajaccio

### DEUX POLICIERS BLESSÉS PAR UN MALFAITEUR

Deux gardiens de la paix d'Ajaccio ont été blessés, lundi 22 juillet, à 3 h 45, de plusieurs coups de feu tirés par un jeune malfaiteur qui a pris la fuite.

Les deux policiers, membres de la brigade de surveillance nocturne, qui achevaient une ronde dans le centre d'Ajaccio, ont vraisemblablement voulu s'approcher d'un inconnu pour vérifier son identité. Mais l'homme, un malfaiteur local, déjà condamné, et qui l'enquête a identifié, était armé et il a tiré plusieurs coups de feu pour se dégager.

L'un des gardiens, M. Jacques Fumey, âgé de cinquante ans, a été touché au ventre et à l'aine. Son état a été jugé très grave. Son collègue, M. Antoine Salvatini, moins gravement atteint, a été blessé à la jambe et à l'avant-bras.

## En Guinée

### Les auteurs du putsch manqué seront jugés « conformément aux droits de l'homme »

Tous les conjurés arrêtés après la tentative de coup d'Etat du 5 juillet sont encore en vie et seront jugés « conformément aux droits de l'homme », a déclaré, vendredi 19 juillet, à Conakry, le porte-parole du gouvernement guinéen, le capitaine Mohamed Traoré, ministre de la communication et du tourisme.

« Personne ne sera exécuté tant que sa culpabilité ne sera pas formellement établie », a-t-il ajouté, tout en refusant, « pour des raisons de sécurité », d'indiquer où se trouvent les détenus. Le capitaine Traoré a pas voulu préciser si les inculpés bénéficieraient d'un procès public.

Selon diverses sources diplomatiques, environ deux cents personnes auraient été arrêtées après le putsch manqué. Parmi celles-ci figurent six membres du gouvernement. La liste des détenus comprendrait sept mem-

bres du CMRN (Comité militaire de redressement national) sur vingt, six gouverneurs de province sur huit, et six préfets sur trente-cinq. Seuls les gouverneurs de Conakry et de Kindia ont été épargnés par cette purge. S'agissant d'autre part, du sort des anciens dignitaires du régime Sekou Touré, le capitaine Traoré a indiqué qu'ils « seront condamnés à la dimension des crimes qu'ils ont commis ».

Quarante-huit heures après son retour triomphal à Conakry, le chef de l'Etat guinéen, le colonel Lansana Conté, avait laissé peu de doute sur le sort des conjurés, indiquant : « Ceux qui ont tenté ou blessé des innocents, ceux-là je les tuerai. » Quelques jours plus tard, le capitaine Facinet Touré, ministre des affaires étrangères, avait affirmé qu'il n'y aurait pas de procès (le Monde du 10 juillet). Depuis cette date, plusieurs pays occidentaux et africains avaient effectué des démarches auprès du président guinéen, dans le sens du respect des droits de l'homme. (AFP.)

### Les producteurs de pêches de la vallée du Rhône manifestent contre la mévente des fruits

De notre correspondant

Valence. — Un millier d'arboriculteurs de la région Rhône-Alpes ont participé, le 19 juillet, à Valence, à une manifestation de la FNSEA. En déversant 300 tonnes de pêches invendues devant l'hôtel du département de la Drôme, ils entendaient attirer l'attention des pouvoirs publics sur la chute des cours de la pêche qui plonge les producteurs de fruits dans une situation qualifiée de « sérieuse ».

Dans un télégramme envoyé le jour même à MM. Nallet, ministre de l'Agriculture, et Jacques Delors, président de la Commission européenne, M. Rodolphe Pesce, président (PS) du conseil général et député de la Drôme, fait état de la « situation dramatique des producteurs de pêches de la vallée du Rhône, due à l'effondrement des cours et à la faible demande sur le marché français (...) ».

La Drôme démentant instantanément la Commission européenne d'autoriser le délestage d'achats publics prévus par les règlements communautaires en cas de crise grave.

D'après M. Jean Julien, président régional des producteurs de fruits, l'importance de la récolte cette année (175 000 tonnes prévues pour cette saison en Rhône-Alpes) s'explique qu'en partie la crise dans laquelle se trouvent plongés les quelque cinquante mille producteurs de la Drôme, de l'Ardèche, du Rhône, de l'Isère et de la Loire.

La progression ne serait que de 5 % par rapport à 1984. De même, la situation ne serait pas imputable aux seules importations de pêches espagnoles, qui se sont montées à 170 000 tonnes en juin, mais bien plutôt à la baisse de la consommation sur le marché français.

Dans un premier temps, les arboriculteurs réclament un assainissement du marché. 1 100 000 F ont été débouqués il y a quelques jours par l'Etat afin de retirer une partie de l'excédent, étant entendu que seul le délestage des achats publics permettrait effectivement

## Sur le vif

### Amnistie

Je vous le disais l'autre jour, tout se passe aux Etats-Unis. Tout et n'importe quoi. Témoin ce tueur échappé de la prison de l'Utah. Il avait été condamné à mort pour avoir tué un pasteur luthérien. Et, sa peine commuée en perpète, au bout d'un moment, il en a eu marre et il a pris la poudre d'escampette. Au bout de six mois, on lui remet la main au collet. Et savez-vous ce qu'il fait ? Il tente un procès à l'administration pénitentiaire pour l'avoir laissé fuir ! Il exige un châtiment des gardiens négligents !

Et il réclame 2 millions de dollars de dommages et intérêts. D'abord parce qu'il a eu très peur d'être poursuivi au moment de sa fuite. Ça lui a mis les nerfs en pelote. Ensuite parce qu'il a été obligé de traverser une rivière à la nage. Ça lui a fait un rhume. Enfin, parce qu'au cours de sa cavale il a été piqué par des moustiques. Ça lui a donné des boutons.

Je ne sais pas s'il le gagnera, son procès. Mais ça pourrait peut-être motiver certains de ceux que Mitterrand a virés de Fleury-Mérogis et d'ailleurs, le 14 juillet, à suivre son exemple. Je songe, en particulier, à malheureux Tunisie qui s'est jeté par la

fenêtre pour ne pas rentrer de force au pays, à la suite de son dégellement.

En tout cas, moi ça me donne des idées. Tiers, pas plus tard qu'hier, j'ai failli me faire écraser par un motard boulevard Hausmann. Je traversais en dehors des clous, il m'arrive dessus et, pour m'éviter, il s'écrase dans le carrefour. Et il déboulasse le bas de mon pantalon. Avec des conséquences incalculables. Maurice, le gars du café en bas du journal, m'a regardé comme si je sortais d'une poubelle. Atteinte à ma respectabilité. Un collègue du service étranger m'a demandé si je croyais que marcher du pied gauche dans de la crotte ça portait bonheur. Insulte à mon intelligence. Et, sous prétexte de nettoyage-minute, le tueur m'a suggéré d'analyser mon fuzar. Outrage à ma pudeur. Il va le sentir passer le motard. Déjà qu'il se plaignait d'avoir mal partout en remontant clopin-clopin sur ses bécanes, complètement affaibli à la pensée qu'il aurait pu me tuer. Il ne sait pas ce qu'il attend. C'est là que ça va faire bobo.

CLAUDE SARRAUTE.

### UNE EXPÉRIENCE DE LA DÉLÉGATION A L'INSERTION PROFESSIONNELLE DES JEUNES

#### Un nouveau type d'ouvriers qualifiés

La création de bacs techniques annoncée par le ministre de l'éducation nationale va-t-elle entraîner la disparition du CAP (certificat d'aptitude professionnelle) ? M. Bertrand Schwartz, responsable d'une nouvelle mission confiée à la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté, ne le croit pas. Il tente actuellement une expérience qui ressemble fort à un pari : créer un nouveau type d'ouvriers qualifiés. « Tous les métiers vont changer, affirme-t-il, et on n'imagine pas à quel point. On élève le niveau de recrutement. »

Il s'agit, dans des entreprises employant des techniciens très qualifiés, de proposer à des jeunes de faible niveau des métiers « intermédiaires » en créant ainsi un nouveau type d'ouvriers qualifiés.

Chez Lafarge, par exemple, entreprise très moderne, des techniciens sont chargés de la maintenance des automatismes. Mais, entre les techniciens et les O.S. « il n'y a personne ». Des jeunes sans qualification ont été placés auprès du personnel hautement spécialisé, afin que celui-ci étudie « quelle partie de sa tâche il pourrait leur confier ». Parallèlement à cet enseignement « sur le tas », des professeurs d'un lycée d'enseignement professionnel (LEP) viennent compléter la formation progressive, tenant et en fonction des besoins. Autre exemple, à Nîmes (Gard), dans les caves coopératives, les nouveaux ouvriers apprennent à clarifier et à conditionner le vin.

De nouveaux métiers seront ainsi créés, mettant fin aux stades théoriques classiques. Les jeunes qui travaillent dans les cimenteries auront acquis une formation reconnue et iront, après à l'issue de ces stages « dans des PME qui n'ont pas les moyens de se payer des techniciens supérieurs ». Ces expériences concernent, pour le moment, cinq cents jeunes environ.

M.C.R.

**Remy**  
 25 ANNIVERSAIRE

**LES AFFAIRES DE L'ÉTÉ**  
 du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août

BIJOUTERIES, Montres, Châles  
 Louis XV, XVI, XVIII, Dior, L. Philippe  
 LE MEUBLE REGIONAL RUSTIQUE  
 Noyer de France, Chêne, Merisier  
 SALONS CUIR ET STYLE  
 SALLES à MANGER et CHAMBRES  
 six styles, toutes essences de bois.  
 Tout est réalisé d'après des documents  
 anciens en toutes dimensions  
 dans les laques et patines anciennes  
 et toujours.

une abondante  
 collection de lits de repos

de commodes  
 et de parloirs  
 OUVERT EN AOÛT  
 80-82, Fg St Antoine - 343.65.58

**PICARD**  
 serrures Picard  
 protection renforcée

1 serrure à 5 points  
**PICARD**  
 + d'autres marques  
 Matériel  
**GARANTI 5 ANS**  
 + 1 blindage acier  
 15/10°  
 + 4 goujons d'acier  
 anti-dégondage  
 + 1 cornière en acier  
 sur bâti bois  
 + 3 cornières  
 anti-pince  
 à l'extérieur sur le  
 pourtour de la porte

**3.600 F TTC**  
 Pose et dépt. comp.  
 PARIS-BANLIEUE

**Sté S.P.P.**  
 11, rue Minard  
 92130 Issy-les-Moulineaux

☎ 554.55.08  
 554.41.35

FACILITES DE PAIEMENT

**STERN**  
 « GRAVEUR »  
 (depuis 1840)

Pour votre Société  
 papiers à lettres et  
 imprimés de haute qualité

Le prestige  
 d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux :  
 47, Passage des Panoramas  
 75002 PARIS  
 Tél. : 236.94.45 - 508.86.45

**I.T.C. MESSIEURS**  
**ÉVITEZ LA CALVITIE**  
 MÉTHODE UNIQUE EN FRANCE PROPOSÉE PAR  
 DOMINIQUE LAVIGNE

INSTITUT TECHNIQUE CAPILAIRE, 251, rue Saint-Henri, 75001 Paris - 250.69.02  
 Sur rendez-vous du lundi au vendredi de 10 h 30 à 19 h 30 - Visites et consultations gratuites

مكتبة من الأصل